

DES CATASTROPHES SOUS UN DIFFÉRENT ANGLE

Derrière chaque effet, il y a une cause



Guide pour les journalistes couvrant la prévention des catastrophes



United Nations

Ce guide n'est pas destiné aux professionnels intervenant dans le cadre de la prévention des risques de catastrophe, mais aux journalistes et aux médias qui souhaitent en savoir plus sur les questions de prévention des risques de catastrophe.

Auteurs ayant contribué à l'élaboration de ce guide

Ce guide a été rédigé par Brigitte Leoni, Responsable par intérim de la communication auprès de l'ONU/SIPC, en collaboration avec Tim Radford, anciennement journaliste auprès de The Guardian, Mark Schulman, consultant de l'ONU/SIPC, et avec le soutien d'un certain nombre de journalistes internationaux du service AlertNet de Thomson Reuters, de la BBC, de Vietnam TV et de Tempo in Jakarta, entre autres.

ONU/SIPC

La Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC) est un cadre stratégique adopté par les États membres des Nations Unies en 2000, visant à guider et à coordonner les initiatives en vue de réduire de manière significative les pertes causées par les catastrophes et de participer à la formation de nations et de collectivités résilientes, condition indispensable au développement durable de ces dernières.



International Strategy for Disaster Reduction

ECHO

Le mandat de la Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO) englobe l'aide humanitaire et la protection civile. Il a pour but de sauver des vies et de préserver la vie, ainsi que d'empêcher la souffrance humaine des populations affectées par des catastrophes d'origine naturelle ou anthropique. Au-delà de la réponse aux catastrophes, ECHO s'efforce également d'améliorer la prévention et la préparation face aux catastrophes, au sein de l'Union européenne (UE) et au-delà.

Cette publication a été produite avec l'aide de l'Union européenne. L'ONU/SIPC est le seul responsable du contenu de cette publication. Ce contenu ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l'opinion de l'Union européenne.



Cette publication ne peut être utilisée pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans le consentement préalable par écrit de l'ONU/SIPC. Toutes les photos constituent la propriété exclusive des sources citées. Elles ne peuvent pas être utilisées dans un but quelconque sans l'autorisation par écrit de la part des sources.

Remerciements

Ce guide fait appel à de nombreuses sources. Il est redevable aux experts et analystes en matière de réduction des risques de catastrophe dans le monde entier, et notamment aux confrères du Secrétariat de la stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (ONU/SIPC). Il serait trop long de les nommer tous. Nous aimerions toutefois remercier tous les auteurs qui ont contribué à son élaboration et les experts qui nous ont aidés, en particulier Margareta Wahlström, Représentante spéciale du Secrétaire général pour la réduction des risques de catastrophe, Salvano Briceño, Directeur de l'ONU/SIPC, Debby Sapir et Regina Below du Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), Ramon Valle pour la conception graphique, Dizery Salim et David Singh pour leur travail d'édition, ainsi que les journalistes de différentes sociétés de médias. Nous exprimons également notre reconnaissance pour le soutien financier apporté par le département d'aide humanitaire de la Commission européenne, ECHO, et nous remercions Yann Arthus-Bertrand pour ses magnifiques photos.

Acronymes

SIDA	Syndrome d'immunodéficience acquise
BBC	British Broadcasting Corporation
CDMP	Programme global de gestion des catastrophes (Bangladesh)
CRED	Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes
DfID	Ministère britannique du Développement international
RRC	Réduction des risques de catastrophe
GAR	Rapport d'évaluation mondial
PIB	Produit intérieur brut
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEMA	Agence fédérale nord-américaine d'intervention en cas de catastrophe
HFA	Cadre d'action de Hyogo
VIH	Virus de l'immunodéficience humaine
FICR	Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
COI	Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO
SIPC	Stratégie internationale de prévention des catastrophes
UICN	Union internationale pour la conservation de la nature
PMA	Pays les moins avancés
LHD	Faible développement humain
ONG	Organisation non gouvernementale
NOAA	Administration nord-américaine chargée de l'étude de l'océan et de l'atmosphère
NWFP	Province frontalière du nord-ouest (du Pakistan), officiellement renommée Khyber Pakhtunkhwa
OCHA	Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
OFDA	Agence américaine pour l'aide aux catastrophes à l'étranger
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNU	Université des Nations Unies
USGS	Service géologique des États-Unis
OMM	Organisation météorologique mondiale

Table des matières

Avant-propos	8
Introduction.....	10
1.Ce qu'il faut savoir sur la réduction des risques de catastrophe (RRC)	12
Principes de la RRC: Choisir les bons mots	13
Affronter la réalité: Statistiques et tendances en matière de catastrophes	19
Quelles sont les causes des catastrophes?.....	33
Comment prévenir les catastrophes?	51
Qui est responsable de la réduction des risques de catastrophe?	57
Foire aux questions concernant la RRC.....	61
Principaux messages de la RRC.....	69
2. La réduction des risques et les médias	70
Responsabilité des médias en matière de communication des catastrophes	73
Dix bonnes raisons de communiquer sur la RRC.....	79
Conseils pour la communication en matière de RRC.....	87
Liste des questions à traiter.....	95
Exemples de reportages de RRC.....	99
3.Réduction des risques de catastrophe les enseignements tirés de quatre catastrophes	110
Le tsunami de l'océan indien	111
Le Mont Pinatubo aux Philippines	115
L'ouragan Katrina aux États-Unis.....	118
Le séisme du Cachemire au Pakistan.....	122

4. Sur les aléas naturels	126
Avalanches	127
Sécheresses	130
Séismes	134
Inondations	138
Ouragans, cyclones et typhons	141
Glissements de terrain	145
Tornades	149
Tsunamis	153
Volcans	157
Incendies	160
5. Ressources concernant la réduction des risques de catastrophe	164
Ressources	165
Publications sur la RRC	168
Experts	172
Contacts médias	177
6. Conclusion	179
Annexe I Une brève histoire de l'évolution de la réduction des risques de catastrophe	181
Annexe II terminologie	184
Annexe III La corruption a un coût en termes de vies humaines	189
Bibliographie	192

Avant-propos

Le tremblement de terre et le tsunami qui ont frappé le Japon le 11 mars 2011 nous ont tristement rappelé que les catastrophes peuvent survenir à tout moment, n'importe où. Pourtant, de nombreuses actions peuvent être entreprises, par les pays développés comme par les pays en voie de développement, afin de renforcer la résilience et d'atténuer les répercussions des aléas naturels.

À cet égard, les journaux, la radio, la télévision et les autres médias ont un rôle important à jouer pour sensibiliser le public et divulguer les informations concernant ces catastrophes. La couverture du tsunami de l'océan Indien en 2004, du séisme de Sichuan en Chine, du cyclone Nargis au Myanmar en 2008 et du tremblement de terre catastrophique d'Haïti en 2010, ainsi que les inondations, les sécheresses, les avalanches, les tempêtes et les éruptions volcaniques qui se produisent chaque année à travers le monde, ont tous suscité l'attention, parfois même l'alarme, du public à l'échelle internationale.

Malheureusement, cette couverture n'a pas encore apporté les changements politiques et législatifs nécessaires pour sauver des vies et protéger les moyens de subsistance. Les gouvernements sont encore lents à mettre en œuvre les politiques de réduction des risques de catastrophe, et ils continuent de réagir aux urgences des catastrophes, plutôt que de rechercher les manières de les empêcher.

En tant que journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée, vous pouvez faire plus qu'informer et sensibiliser le public sur les catastrophes. Vous pouvez réellement bousculer les mentalités et les comportements, surtout aujourd'hui, alors que l'on sait que le grand problème du changement climatique va nous rendre encore plus vulnérables face aux catastrophes.

L'examen des causes des catastrophes et des dimensions sociales de celles-ci amènera à parler de la réduction des risques de catastrophe, ce qui permettra aux collectivités et aux pays de mieux comprendre ce qui les rend vulnérables, et de définir les actions à mener pour mieux faire face aux catastrophes. Vous êtes bien plus qu'un simple miroir de la société. Vous constituez une force puissante capable de changer la mentalité des gens. Vous pouvez influencer le changement politique et, avec d'autres acteurs du développement, servir de relais informatif entre les collectivités et les gouvernements. Vous pouvez contribuer à renforcer la sécurité des populations et à changer le monde en instaurant une culture de prévention plutôt que de réaction.

Margareta Wahlström,

Représentante spéciale du Secrétaire général
des Nations Unies pour la réduction des risques
de catastrophe.

Introduction

Les aléas sont naturels. Les catastrophes, elles, ne le sont pas.

Il n'y a rien de « naturel » dans une catastrophe. Ce qui est naturel, ce sont les aléas (tremblements de terre, éruptions volcaniques, inondations, etc.), mais ce sont les humains qui contribuent à transformer l'aléa naturel en catastrophe.

On ne peut pas empêcher une éruption volcanique, mais on peut l'empêcher de devenir une catastrophe. On peut parler d'aléa naturel, par exemple, lorsqu'un volcan entre en éruption au beau milieu d'une région désertique. Mais si l'éruption se produit près d'une grande ville, elle peut potentiellement se transformer en catastrophe et menacer la vie de centaines de milliers de personnes et leur communauté.

Il existe de nombreuses manières d'empêcher ou d'atténuer l'impact d'une catastrophe, notamment : en intégrant les risques volcaniques dans la planification urbaine ; en réduisant le nombre de personnes vivant à proximité d'un volcan ; en éduquant et en alertant ces personnes au sujet des dangers ; en les préparant à l'évacuation lorsque le volcan entre en éruption et en identifiant des abris pour les protéger. Toutes ces mesures sont traitées dans la réduction des risques de catastrophe.

Une fois que l'on a saisi la différence existant entre « aléa naturel » et « catastrophe », on comprend alors que les catastrophes sont principalement provoquées par l'homme et, de plus en plus, par des activités humaines telles que la déforestation, l'urbanisation rapide, la dégradation de l'environnement et le changement climatique.

En tant que journaliste, la première chose à faire serait d'éviter d'employer le terme « catastrophe naturelle » et de parler de catastrophe ou d'aléa naturel. Cela contribuera à changer la manière dont les leaders de l'opinion et le public en général perçoivent les catastrophes. Vous aiderez ainsi à instaurer une culture de prévention et pas seulement une culture de réaction.

Les journaux, la radio et la télévision disposent souvent de journalistes spécialisés dans les domaines de l'économie, de l'enseignement ou de la santé, mais n'inscrivent pas la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans leurs programmes. Ce guide est destiné aux journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée souhaitant en savoir plus sur les situations d'urgence, de terreur et trop souvent de drame que vivent les gouvernements et les sociétés face aux forces de la nature. Ce manuel destiné aux médias a été compilé par des journalistes et des experts en matière de catastrophes qui ont compris que la réduction des risques de catastrophe était un devoir civique, une responsabilité gouvernementale, une obligation nationale et une bonne histoire.

1. Ce qu'il faut savoir sur la réduction des risques de catastrophe (RRC)

Principes fondamentaux: Choisir les bons mots

Les catastrophes peuvent toucher tout le monde, c'est donc l'affaire de tous. Il faudrait intégrer la réduction des risques de catastrophe dans les décisions prises au quotidien: de l'éducation des enfants au mode de planification des villes. Chaque décision peut nous rendre soit plus vulnérables soit plus résistants.

Avant de commencer à écrire sur la réduction des risques de catastrophe, il est important d'avoir une bonne connaissance de la question et de bien comprendre la terminologie utilisée :

Aléa

Manifestation physique, phénomène ou activité humaine susceptible d'occasionner des pertes en vies humaines ou des préjudices corporels, des dommages aux biens, des perturbations sociales et économiques ou une dégradation de l'environnement. Les aléas ont des origines diverses : naturelles (géologiques, hydrologiques, météorologiques et biologiques) ou anthropiques (dégradation de l'environnement ou risques technologiques).

Tornade

Les catastrophes sont une combinaison d'aléas, de conditions de vulnérabilité et de manque de capacités ou de mesures pour réduire les conséquences négatives des risques. Un aléa se transforme en catastrophe lorsqu'il coïncide avec une situation vulnérable dans laquelle les sociétés ou les collectivités ne sont pas en mesure d'y faire face avec leurs propres ressources et leurs propres capacités.

Vulnérabilité

Degré auquel une personne ou une chose peut être affectée par un aléa donné. La vulnérabilité dépend d'un certain nombre de facteurs et de processus :

- *physique* (emplacements instables, plus grande proximité aux aléas, maisons fragiles et non protégées).
- *économique* (biens non productifs, possibilités de revenus limitées, bas salaires, revenus d'une seule personne, absence d'épargne et d'assurance).
- *sociale* (statut au bas de l'échelle sociale, relations homme-femme, possibilités décisionnelles réduites, structures institutionnelles oppressives au niveau officiel et non officiel, ainsi que hiérarchies politiques, économiques et sociales).
- *psychologique* (peurs encouragées par des organisations religieuses et d'autres croyances, idéologies, pressions politiques, maladie mentale).



My consumer
severely

for the fine to be
saying a warn-
more appropri-
disad-

My consumer
severely
financially
for the fine to be
saying a warn-
more appropri-
disad-

- *physiologique* (statut dans la vie: jeune, vieux, adolescent, femme enceinte, mère allaitante, maladie chronique, handicap, exposition à la violence et au harcèlement sexuels, VIH/SIDA et autres infections).

Risque

Proportion des catastrophes: Chaque année, le VIH/SIDA tue 3 millions de personnes, le paludisme, 1,3 million de personnes et les accidents de la route, près de 1,2 million de personnes.

Probabilité de conséquences négatives ou de pertes attendues (décès, blessures, pauvreté, moyens de subsistance, interruption de l'activité économique ou environnement endommagé) résultant d'interactions entre des aléas naturels ou anthropiques et des populations vulnérables.

Réduction des risques de catastrophe

La réduction des risques de catastrophe (RRC) englobe toutes les politiques, stratégies et mesures à même d'améliorer la résilience des personnes, des villages, des villes et des pays face aux aléas, et de réduire les risques et la vulnérabilité face aux catastrophes.

La RRC comprend différents éléments:

La prévention, qui intègre toutes les activités permettant d'éviter purement et simplement l'impact négatif des aléas et de donner les moyens de minimiser les catastrophes associées sur le plan environnemental, technologique et biologique.

L'atténuation a une signification différente dans le contexte du changement climatique ou de la gestion des catastrophes, ce qui crée souvent une certaine confusion. Dans la gestion des catastrophes, l'atténuation se concentre sur les mesures structurelles et non structurelles prises pour limiter les effets négatifs des aléas naturels, de la dégradation de l'environnement et des aléas technologiques.

Les activités de **préparation** permettent aux personnes et aux collectivités d'apporter en temps voulu une réponse efficace et planifiée dans le but de réduire l'impact d'un aléa naturel. Elles portent sur les conséquences d'une catastrophe potentielle.

Le relèvement englobe les décisions et les actions prises après une catastrophe pour restaurer ou améliorer les conditions de vie préalables à celle-ci des personnes sinistrées.

La reconstruction est l'ensemble des actions prises après une catastrophe en vue de rétablir les services élémentaires, de réparer les dégâts matériels et les installations publiques, de relancer l'activité économique et d'apporter un soutien psychologique et social aux rescapés.

(Pour plus d'informations sur la terminologie, voir l'annexe II)

Affronter la réalité: Statistiques et tendances en matière de catastrophes

Les catastrophes provoquées par la vulnérabilité face aux aléas naturels ont tué plus de deux cent cinquante milles personnes en 2010, une des années les plus meurtrières sur plus d'une génération. Entre le séisme d'Haïti et les autres secousses importantes survenues au Chili et en Chine, les inondations au Pakistan, en Australie et en Europe, et les incendies de forêt en Russie, il n'y a guère eu en 2010 une journée sans morts, personnes déplacées et dégâts matériels.

Nous vous encourageons à examiner les 10 statistiques et tendances répertoriées ci-dessous avant de rédiger un article dans le cadre de la réduction des risques de catastrophe.

1. Plus de 226 millions de personnes sont touchées par des catastrophes chaque année

Pour la seule année 2010, 226 000 personnes sont décédées et 207 000 autres ont été affectées par 373 catastrophes. Au cours de la décennie 2000-2010, les catastrophes ont tué chaque année en moyenne 98 000 personnes et en ont affecté plus de 226 millions à travers le monde. Au total, 1 077 683 personnes ont perdu la vie et 2,4 milliard de personnes ont été touchées par des catastrophes au cours de la décennie. (CRED).

Tendance: Le nombre de personnes exposées à un plus grand risque va augmenter compte tenu que les établissements humains dans les zones urbaines non protégées, en particulier les zones côtières exposées aux inondations, aux cyclones et aux tempêtes ont tendance à croître. La tendance affiche une augmentation constante, même sans compter des événements majeurs ayant fait plus de 10 000 morts, comme le tsunami de 2004 dans l'océan Indien, le cyclone Nargis en 2008, et les tremblements de terre survenus au Pakistan, en Chine et en Haïti, respectivement en 2005, 2008 et 2010.

2. Les séismes et les sécheresses sont les aléas les plus meurtriers

Les tremblements de terre survenus entre 2000 et 2010 ont fait plus de 680 000 morts, principalement à cause de bâtiments mal construits. Les décès sont souvent dus à l'effondrement de bâtiments et aux incendies causés par les séismes. Les niveaux de risque les plus élevés correspondent aux pays à revenus intermédiaires, qui n'ont pas correctement planifié ou réglementé la croissance urbaine. Les tremblements de terre constituent les catastrophes les plus meurtrières sur tous les continents, mais la sécheresse demeure la pire des catastrophes en Afrique. Depuis 1980, la sécheresse et la famine qui l'accompagne ont coûté la vie à près de 558 000 personnes et ont affecté plus de 1,6 milliard de personnes (CRED).

Tendance: Les grandes villes et les établissements humains précaires continuant de croître, le nombre de décès liés aux tremblements de terre va probablement continuer de grimper. Au cours des années à venir, le changement climatique va également provoquer davantage de sécheresses à travers le monde.

3. Les inondations et les tempêtes sont les aléas qui touchent le plus de personnes

Les catastrophes occasionnées par des aléas naturels comme les cyclones tropicaux, les tempêtes, les inondations et les glissements de terrain qui les accompagnent sont celles qui touchent le plus de monde. Ces catastrophes liées aux conditions météorologiques représentent environ 81 pour cent de l'ensemble des événements, 72 pour cent de l'ensemble des pertes économiques et 23 pour cent des décès sur la période 2000-2010. En moyenne, environ 37 millions de personnes sont touchées chaque année par des cyclones, des ouragans et des typhons, près de 366 000 par des glissements de terrain et 102 millions par des inondations (CRED).

Tendance: Les zones sensibles aux risques climatiques sont davantage peuplées. Sur les 33 grandes villes qui compteront 8 millions d'habitants d'ici 2015, 21 se trouvent dans des régions côtières. Les inondations côtières devraient augmenter rapidement à cause de l'élévation du niveau de la mer et de la dégradation des écosystèmes côtiers comme les récifs coralliens affectés par la hausse de la température de la mer.

4. L'Asie est davantage exposée

L'Asie demeure le continent le plus touché, avec plus de 62,5 pour cent des décès provoqués par des catastrophes et 89,7 pour cent des personnes affectées. L'Afrique, l'Asie et les Amériques totalisent 87 pour cent des décès associés à des catastrophes au cours de la période 2000-2010. L'Europe et l'Amérique du Nord sont moins touchées en termes de morts et de blessés, mais elles le sont davantage en termes d'impacts économiques. Les 66 catastrophes signalées en Europe en 2007 représentent 28 pour cent des pertes économiques mondiales engendrées par des aléas naturels, et seulement cinq pour cent des morts.

Tendance: Le quatrième Rapport du GIEC révèle que près de 200 millions de personnes vivent actuellement dans des zones côtières inondables, dont plus de 60 millions se concentrent dans le Sud asiatique.

5. Les populations pauvres sont les plus vulnérables

Les populations pauvres sont plus touchées par les catastrophes que les autres groupes économiques. Cela s'applique aussi bien aux pays en voie de développement qu'aux pays développés. Tous les pays sont vulnérables face aux aléas naturels, mais la plupart des 3,3 millions de décès dus aux catastrophes au cours des 40 dernières années se sont produits dans les pays les plus pauvres. Ce sont également les populations démunies qui souffrent des effets à long terme les plus graves des catastrophes, puisqu'elles ne disposent ni d'une assurance ni de moyens pour se relever rapidement ; souvent, elles perdent leur logement, leur travail et leur moyen de subsistance, ce qui les rend encore plus vulnérables lorsque la catastrophe suivante survient.

Tendance: Comme le nombre de personnes entassées dans les bidonvilles urbains augmente, la vulnérabilité face aux catastrophes va également augmenter. Dans le monde, 3 milliards de personnes vivent avec moins de 2 dollars US par jour et 1,3 milliards de personnes vivent avec moins d'1 dollar par jour. Selon l'ONU-Habitat, d'ici 2030, près de 3 milliards de personnes vivront dans des bidonvilles.

6. Les femmes, les enfants et les personnes handicapées figurent parmi les groupes les plus vulnérables

Selon l'UICN, les femmes et les enfants ont 14 fois plus de chances de mourir que les hommes au cours d'une catastrophe. Dans les pays industrialisés, le taux de mortalité a été plus élevé chez les femmes que chez les hommes lors de la vague de chaleur qui a frappé l'Europe en 2003 ; par ailleurs, les femmes afro-américaines ont davantage été affectées par l'ouragan Katrina, en 2005, que les hommes. Dans beaucoup de pays, les femmes occupent des postes subalternes, ont une mobilité réduite, ont moins de chances de suivre un enseignement et d'accéder au marché du travail et participent moins à la prise de décision. Tous ces facteurs accentuent leur vulnérabilité. Pendant l'ouragan Mitch en 1998, un nombre disproportionné d'enfants vivant dans la rue ont été affectés en Amérique

centrale. L'alliance internationale Save the Children signale que plus de 50 pour cent des personnes touchées par les catastrophes dans le monde sont des enfants.

Tendance: Quelques progrès ont été accomplis avec les femmes et les enfants en matière de sensibilisation et de préparation. Cependant, tant que ces deux groupes resteront largement exclus des processus décisionnels et de l'enseignement en matière de réduction des risques de catastrophe, aucune avancée réelle ne sera possible.

7. Les dommages économiques occasionnés par les catastrophes sont en hausse

Entre 2000 et 2010, les dommages économiques découlant des catastrophes se sont élevés à environ 1 milliard de dollars US ; pour la seule année 2010, les dommages estimés atteignaient un total de 109 milliards de dollars US. Les dommages enregistrés au cours des vingt dernières années sont considérablement plus importants qu'au cours des décennies précédentes. Cela peut être le signe d'une exposition plus importante, ou d'une meilleure communication des informations, ou encore les deux. Les pays riches (les États-Unis, l'Europe et, de plus en plus, l'Asie) subissent des pertes indiscutablement supérieures du fait que la valeur de leur infrastructure est plus élevée. Les dommages sont moindres en Afrique, où les populations pauvres possèdent peu de choses. Le tsunami de l'océan Indien, survenu en 2004, a coûté 10 milliards de dollars US tandis que l'ouragan Katrina a coûté plus de 130 milliards de dollars US aux États-Unis. Le coût moyen d'une catastrophe est de 636 millions de dollars US dans un pays fortement développé, de 209 millions de dollars dans un pays moyennement développé et de 79 millions de dollars dans un pays à faibles revenus.

Tendance: Un rapport conjoint de la Banque mondiale et des Nations Unies indique que les pertes globales annuelles occasionnées par les aléas naturels pourraient être multipliées par trois, passant à 185 milliards de dollars US d'ici la fin de ce siècle, même sans calculer l'impact du changement climatique. L'évolution du climat pourrait en effet ajouter 28 à 68 milliards de dollars US en plus en dommages chaque année, puisque l'on prévoit que les cyclones tropicaux à eux seuls seront plus graves et plus fréquents.

8. Les catastrophes de petite envergure ont des effets à long terme

Chaque année, des inondations, des glissements de terrain, des incendies et des tempêtes provoquent des dizaines de milliers de catastrophes de petite envergure dans le monde. Celles-ci peuvent se révéler tout aussi destructrices que les catastrophes majeures, causant des blessés et des morts, fragilisant les moyens de subsistance et entraînant une pauvreté chronique.

Tendance: Les catastrophes de petite envergure sont souvent ignorées des médias, mais leur effet sur le développement et la pauvreté est de plus en plus important.

9. Moins de 0,7 pour cent du total de l'aide d'urgence est destiné à la réduction des risques de catastrophe

Selon la Banque mondiale, seulement 0,1 pour cent de l'aide humanitaire internationale a été consacré à la prévention en 2001, 0,7 pour cent en 2008. Lors de la deuxième session de la Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe en 2009, les participants ont convenu de destiner l'équivalent de 10 pour cent des fonds de secours humanitaires pour les activités de réduction des risques de catastrophe. De même, il a été proposé de viser l'attribution d'une part de financement de 10 pour cent aux projets de reconstruction et de relèvement après les catastrophes, ainsi qu'aux plans nationaux de préparation et d'intervention. Des appels ont été lancés afin qu'au moins un pour cent du financement consacré au développement national et de l'aide au développement soit alloué aux mesures de réduction des risques.

Tendance: La réduction des risques de catastrophe est souvent considérée comme une solution à long terme, alors qu'il s'agit en fait d'une solution à court terme dont les résultats immédiats permettent de réduire considérablement la pauvreté, les effets du changement climatique et les risques de catastrophe.

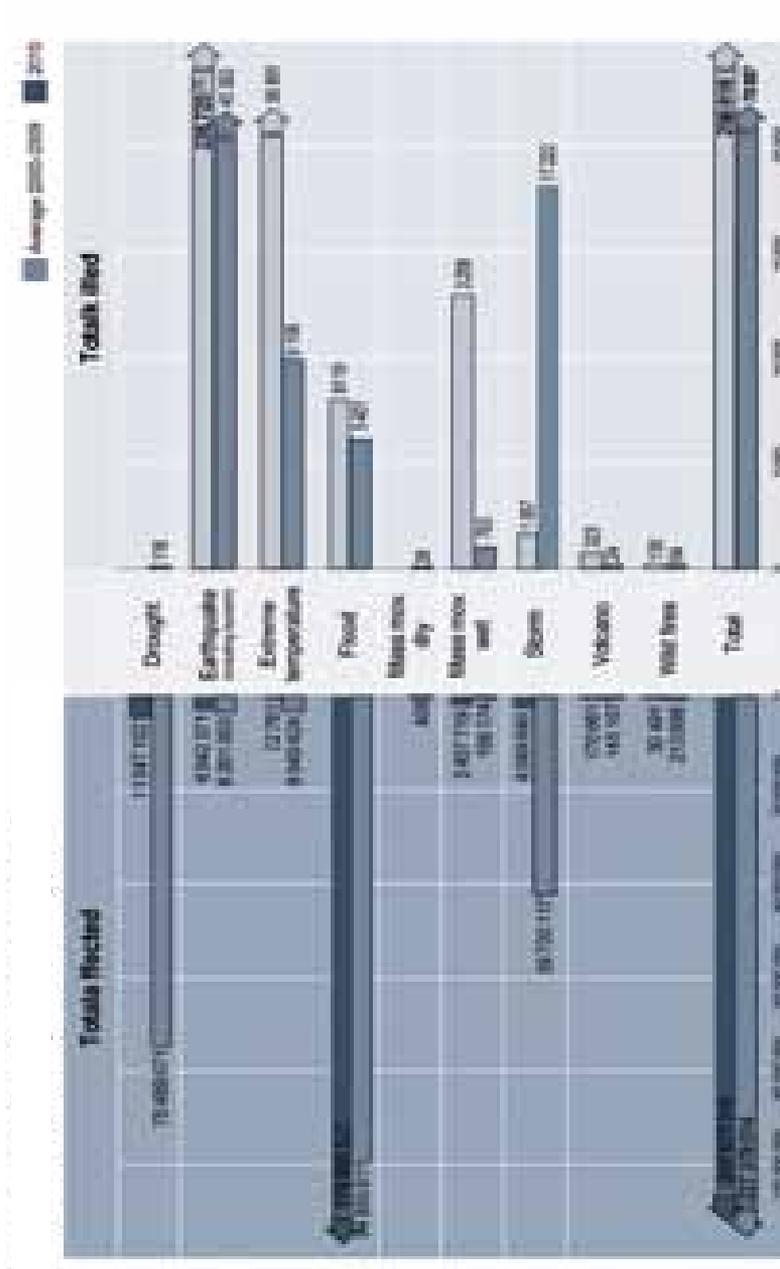
10. La prévention est bénéfique.

Grâce à des codes de construction efficaces et à d'autres mesures de RRC, le séisme de magnitude 8,8 qui a frappé le Chili en 2010 a tué seulement une personne sur 595 ; le tremblement de terre d'Haïti, pourtant 500 fois moins puissant, a tué une personne sur 15. Personne n'a été tué lors du tremblement de terre d'une magnitude 7,2 sur l'échelle de Richter qui a secoué Christchurch (Nouvelle-Zélande) en 2010. Malgré les pertes en vies humaines importantes occasionnées par le séisme et le tsunami au Japon en 2011, il y aurait eu davantage de morts et les pertes matérielles auraient été beaucoup plus importantes si le gouvernement japonais n'avait pas investi 5 pour cent de son budget annuel dans la RRC au cours des 15 dernières années ; les investissements consacrés aux codes de construction et aux mesures de préparation après un tremblement de terre survenu au Japon en 1995 ont permis de sauver des vies en 2011.

Tendance : L'investissement consacré à la RRC permet de gagner sur trois fronts : il contribue à réduire les effets des aléas, il fait reculer la pauvreté et il permet aux collectivités de s'adapter au changement climatique. Il ne s'agit pas de demander davantage d'argent mais d'utiliser les fonds de développement et d'aide humanitaire différemment.

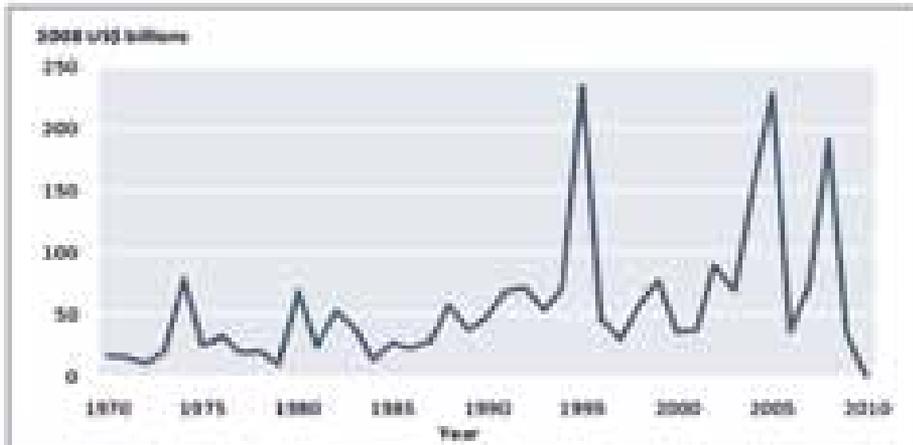
Les catastrophes en chiffres

Impact de l'homme selon les types de catastrophes



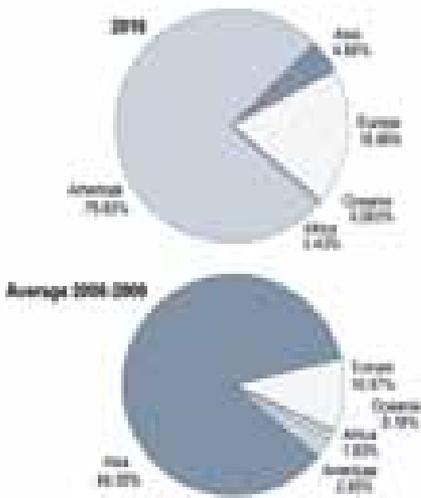
Les catastrophes en chiffres

Préjudices économiques mondiaux dus
aux catastrophes, 1970-2010

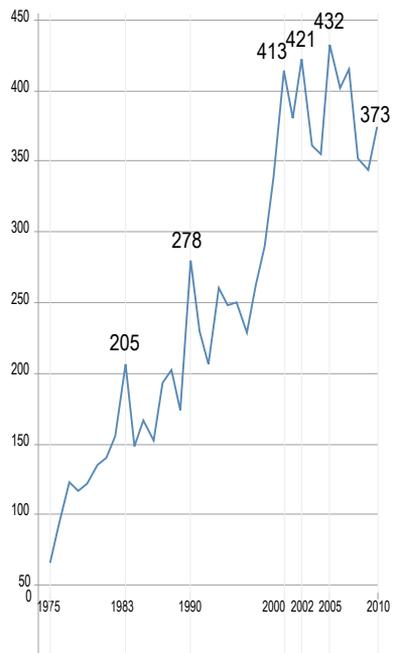


Source: EM-DAT/CREDES

Pourcentage de personnes tuées par catastrophe et par région



Tendance des catastrophes signalées, 1975-2010



Occurrence de catastrophe par type de catastrophe



Catastrophes * 2000-2010 par type de catastrophe

type catas.	Nbre de séq.	Nbre de morts	Total pers. affectées	Total dommages ('000 USD)	Somme domm. assur. ('000 USD)
Sécheresse	188	1159	765943815	27009968	0
Tremblement de terre (activité sismique)	313	680351	89555405	215715421	15532041
Température extrême	250	147952	85477001	37992269	2835000
Inondation	1910	62131	1127374632	203938263	25624000
Mouvement de masse sec	8	282	4083	0	0
Mouvement de masse humide	220	10891	4019458	2029785	195000
Tempête	1137	173587	405290861	491358572	214150334
Volcan	66	560	1621730	177869	0
Incendie de forêt	149	770	2170469	24137467	7050500
Somme totale	4241	1077683	2481457454	1002359614	265386875

Catastrophes liées aux conditions météorologiques 2000-2010

type catas.	Nbre de séq.	Nbre de morts	Total pers. affectées	Total dommages ('000 USD)	Somme domm. assur. ('000 USD)
Sécheresse	188	1159	765943815	27009968	0
Inondation	1910	62131	1127374632	203938263	25624000
Mouvement de masse humide	220	10891	4019458	2029785	195000
Tempête	1137	173587	405290861	491358572	214150334
Somme totale	3455	247768	2302628766	724336588	239969334

Catastrophes par continent 2000-2010

continent	Nbre de séq.	Nbre de morts	Total pers. affectées	Total dommages ('000 USD)	Somme domm. assur. ('000 USD)
Afrique	711	15550	159425327	9920317	69500
Amériques	1016	247970	82723767	448343185	198587000
Asie	1684	674106	2227956401	390703029	23224841
Europe	661	138764	10130373	135313203	33938534
Océanie	169	1293	1221586	18079880	9567000
Somme totale	4241	1077683	2481457454	1002359614	265386875

Catastrophes* par an 2000-2010

année_début	Nbre de séq.	Nbre de morts	Total pers. affectées	Total dommages ('000 USD)	Somme domm. assur. ('000 USD)
2000	413	9686	173154137	45724436	5380000
2001	379	30981	108735282	27049439	6574000
2002	421	12580	658053253	52074152	10973500
2003	360	109991	254988805	69810350	12552300
2004	354	241635	161718429	136175178	42844541
2005	432	89192	160242259	214202351	92292000
2006	401	23491	126009007	34104949	7075000
2007	414	16940	211303791	74420257	22699000
2008	351	235287	220854596	190548247	30918500
2009	343	11082	198720579	48740483	12323000
2010	373	296818	207677316	109509772	21755034
Somme totale	4241	1077683	2481457454	1002359614	265386875

Sécheresse 1980-2010 par continent

continent	Nbre de séq.	Nbre de morts	Total pers. affectées	Total dommages ('000 USD)	Somme domm. assur. ('000 USD)
Afrique	197	553093	291159346	4816693	0
Amériques	99	77	47183620	15432539	0
Asie	105	5308	1311750144	33302907	0
Europe	36	2	10482969	21461309	0
Océanie	14	60	8027635	10103000	0
Somme totale	451	558540	1668603714	85116448	0

Catastrophes* en 2007 par continent

continent	Nbre de séq.	Nbre de morts	Total pers. affectées	Total dommages ('000 USD)	Somme domm. assur. ('000 USD)
Afrique	85	1131	9519431	755341	0
Amériques	102	2114	9116698	16517126	8201000
Asie	152	12634	190849489	34545932	2239000
Europe	66	819	1646560	21164206	11579000
Océanie	9	242	171613	1437652	680000
Somme totale	414	16940	211303791	74420257	22699000

* À l'exception des catastrophes biologiques (épidémies, infestations d'insectes) - Date de création: 11 janvier 2011.
 - Version des données: v12.07 - Source: « EM-DAT: Base de données internationale OFDA/CRED sur les situations d'urgence - www.emdat.be - Université Catholique de Louvain - Bruxelles - Belgique »

Quelles sont les causes des catastrophes?

Les catastrophes se produisent pour de nombreuses raisons, mais quatre facteurs contribuent à l'augmentation des risques de catastrophe: le changement climatique, l'urbanisation rapide, la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

Changement climatique

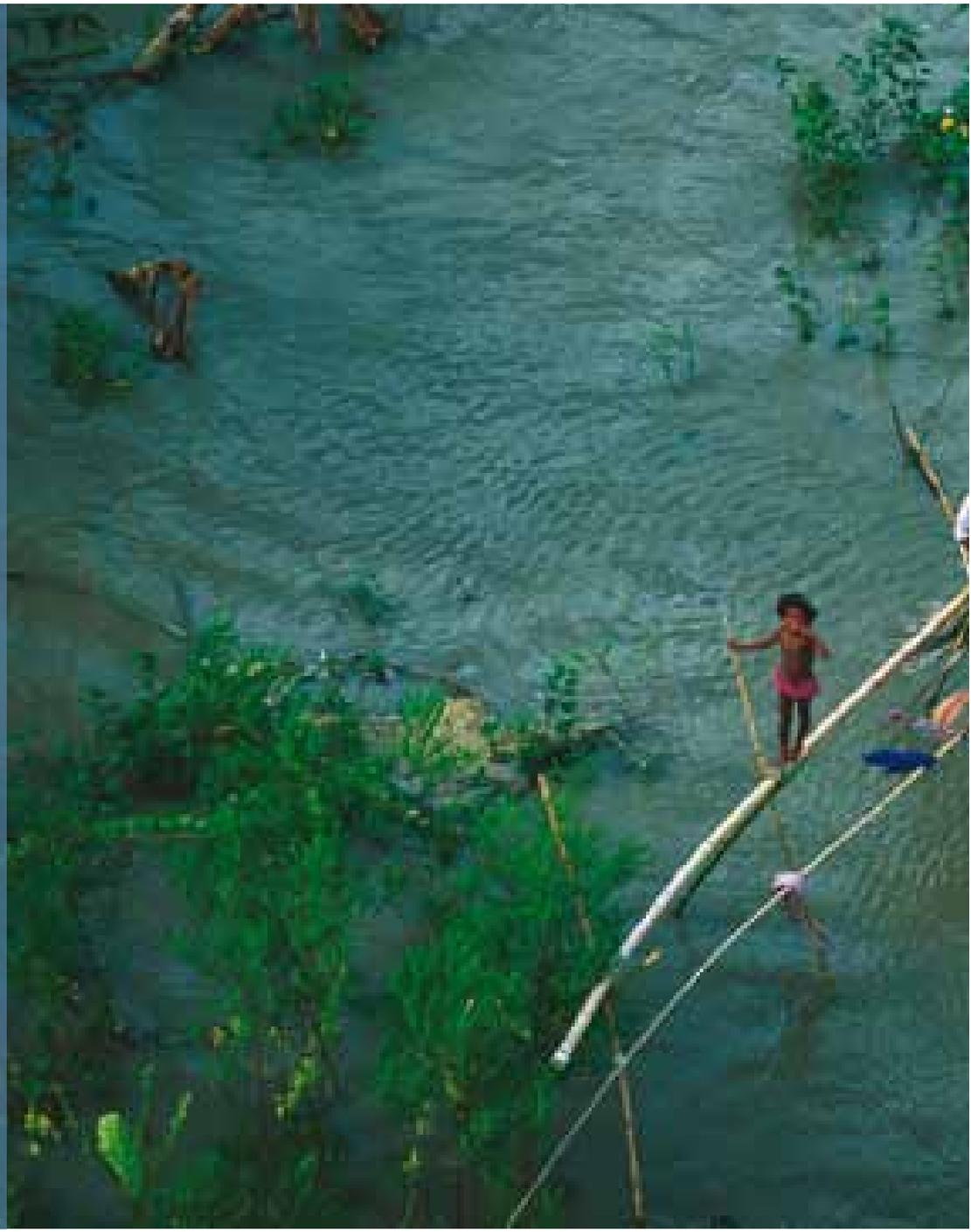




Photo Yann Arthus-Bertrand, avec son aimable autorisation

Plus de 20 millions de personnes sont menacées par l'élévation du niveau de la mer au Bangladesh d'ici à 2020.

Changement climatique

Le changement climatique va donner lieu à de nouveaux aléas comme la fonte des glaciers, l'élévation du niveau de la mer et les conditions climatiques extrêmes dans des proportions encore jamais vues. Ces nouveaux phénomènes vont aggraver les vulnérabilités et les risques de catastrophe actuels, et augmenter le nombre de personnes affectées dans le monde entier.

Les faits

Dans son *quatrième Rapport d'évaluation*, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a prévu que d'ici 2100 :

- Le réchauffement moyen à la surface du globe va augmenter entre 1,1°C et 6,4°C.
- Le niveau de la mer va augmenter entre 18 et 59 cm ; l'élévation du niveau de la mer, accompagnée de tempêtes côtières, va accroître les risques d'inondation et menacer les écosystèmes protecteurs.
- La température et l'acidité des océans va augmenter.
- Les vagues de chaleur extrême et les pluies torrentielles vont devenir de plus en plus fréquentes.
- L'intensification des vagues de chaleur élèvera les taux de décès chez les personnes âgées, les enfants en bas âge, les malades chroniques et les personnes isolées sur le plan social.
- Il y aura davantage de précipitations dans les latitudes plus élevées et l'aridité des régions subtropicales augmentera.
- Les cyclones tropicaux (notamment typhons et ouragans) gagneront en intensité, avec des pics de vitesse du vent supérieurs et des précipitations plus fortes, en raison de l'élévation des températures à la surface des mers tropicales.
- Parmi les régions les plus fortement touchées : la zone Arctique, l'Afrique subsaharienne, les petites îles, les pays en voie de développement, les deltas d'Asie et les zones côtières.
- La sécheresse accrue dans certaines régions entraînera la dégradation des terres et des cultures, et une diminution des récoltes ; les morts de bétail et les risques d'incendies de forêts augmenteront, et les personnes vivant de l'agriculture devront faire face au manque d'eau et de nourriture, à la malnutrition et à la recrudescence des maladies, ce qui obligera bon nombre d'entre elles à émigrer.

- Les pluies plus importantes dans certaines régions provoqueront davantage d'inondations et de glissements de terrain, ce qui paralysera l'agriculture, les établissements humains urbains, le commerce et le transport.
- Plus fréquents et plus intenses, les cyclones puissants affecteront les régions côtières et entraîneront de plus grosses pertes humaines et matérielles.
- À mesure que les températures augmentent, les glaciers fondent, ce qui augmente le risque de débordement des lacs et d'inondations désastreuses. Par ailleurs, la fonte des glaciers va faire courir un risque de plus en plus important aux agriculteurs et aux villes en aval, qui dépendent de l'eau provenant de la fonte des neiges pendant les mois d'été.

Que peut-on faire ?

Les pays peuvent :

- Faire en sorte que la réduction des risques de catastrophe devienne une priorité à l'échelon national et local, avec des institutions solides pour mettre en œuvre les décisions.
- Mettre en place des systèmes d'alerte rapide permettant de toucher tout le monde, et ce en temps voulu pour pouvoir agir comme il convient, et accompagner les alertes de conseils utiles.
- Incorporer les risques climatiques dans l'ensemble de la planification urbaine et des processus de gestion des eaux et forêts.
- Entretenir et renforcer les brise-lames côtiers, les barrages de cours d'eau, les canaux de dérivation et les bassins d'évacuation.
- Disposer de systèmes de drainage adéquats pour éviter les inondations.
- Incorporer les risques climatiques dans les projets d'infrastructure, en particulier les hôpitaux, les écoles et l'approvisionnement en eau.
- Soutenir la diversification, y compris des sources de revenus, des cultures et des techniques agricoles nouvelles, et de nouvelles façon d'améliorer la consommation d'eau et de réduire l'érosion.
- Définir des mécanismes permettant d'éloigner les populations des zones dangereuses en cas d'aléa et préparer des abris pour les protéger lorsqu'elles sont contraintes de se déplacer.

Urbanisation rapide et non planifiée

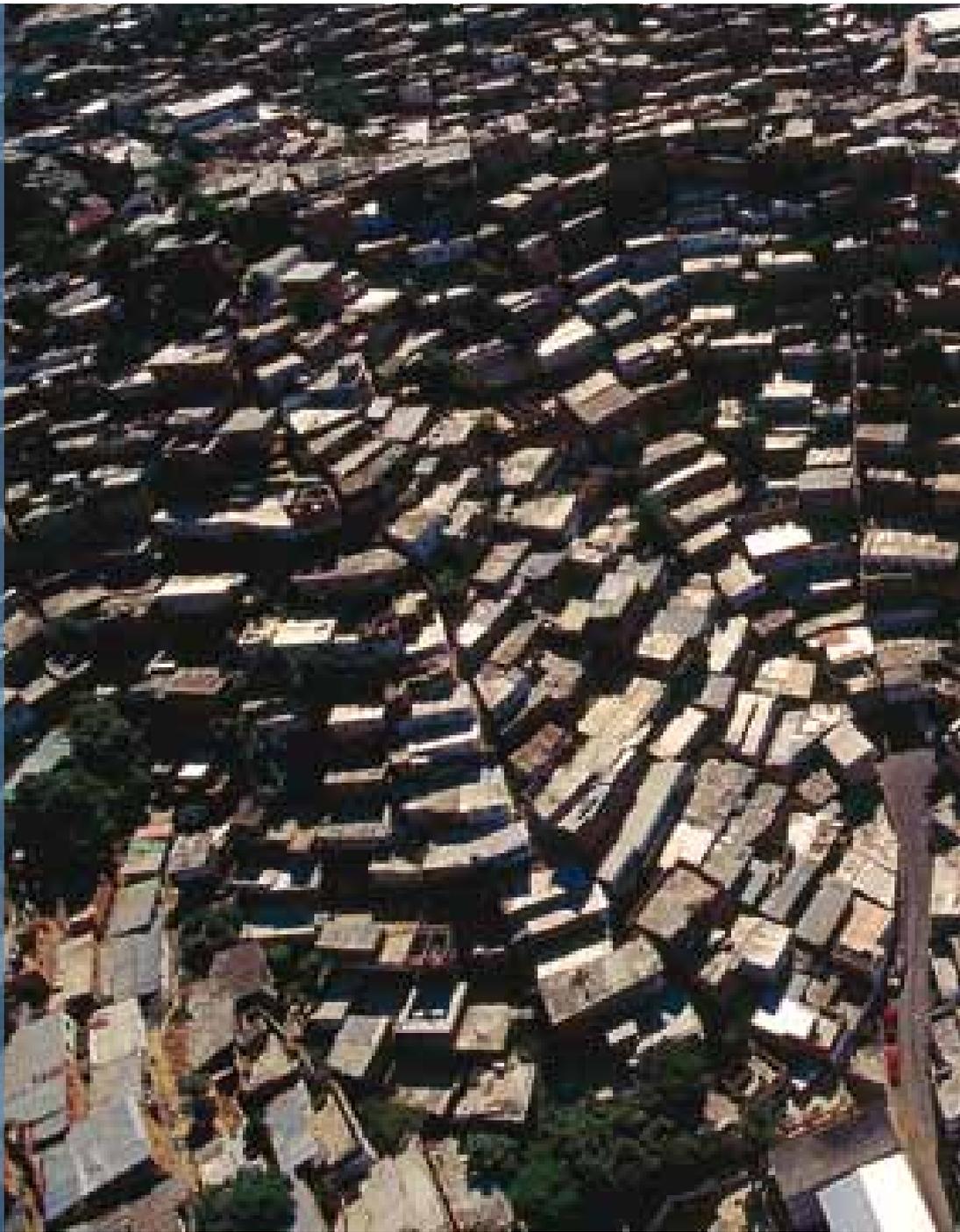




Photo Yann Arthus-Bertrand, avec son aimable autorisation

La moitié de la population de Caracas, au Venezuela, vit dans des bidonvilles qui sont exposés aux coulées de boue en cas d'inondations.

Urbanisation rapide et non planifiée

La croissance rapide des villes, associée au changement climatique et à l'explosion de la population urbaine, suscitera de nouvelles contraintes pour les établissements humains urbains et rendra les citoyens de plus en plus vulnérables.

Les faits

- Une personne sur deux vit actuellement en ville et cette proportion ne va cesser d'augmenter. D'ici 2030, sur la population mondiale prévue, soit 8,1 milliards de personnes, 5 milliards habiteront en zone urbaine.
- En milieu urbain, une personne sur trois vit dans des établissements humains marginaux ou des bidonvilles surpeuplés et ne dispose pas d'un accès adéquat à l'eau salubre, aux structures d'assainissement, aux écoles, au transport et autres services publics.
- Un citoyen sur quatre vit dans la pauvreté absolue. D'ici 2030, les deux tiers de l'humanité vivront dans des villes et trois milliards dans des bidonvilles.
- Sur les dix villes les plus peuplées de la planète, huit sont exposées aux tremblements de terre, et 6 sur 10 sont vulnérables face aux inondations, aux ondes de tempête et aux tsunamis.
- L'aménagement inefficace du territoire, l'application inadéquate des codes de construction et la défectuosité des normes de construction mettent en péril des millions de personnes.
- D'ici 2015, 33 grandes villes auront au moins 8 millions d'habitants. Parmi celles-ci, 21 se situent dans des zones côtières et sont particulièrement exposées aux aléas liés aux conditions météorologiques provoquées par le changement climatique (Dhaka, Shanghai, Manille, Djakarta et Mumbai, par exemple). Les villes petites et moyennes dont la gouvernance est faible sont plus vulnérables en cas de catastrophe puisqu'elles ne disposent pas des moyens suffisants pour gérer la croissance urbaine, la déforestation et la destruction des systèmes côtiers.

Selon l'ONU-HABITAT, environ 3 351 villes dans le monde se trouvent dans des zones côtières à basse altitude, susceptibles d'être affectées par l'élévation du niveau de la mer. Parmi les dix plus grandes villes au monde, six sont également situées sur des failles sismiques.

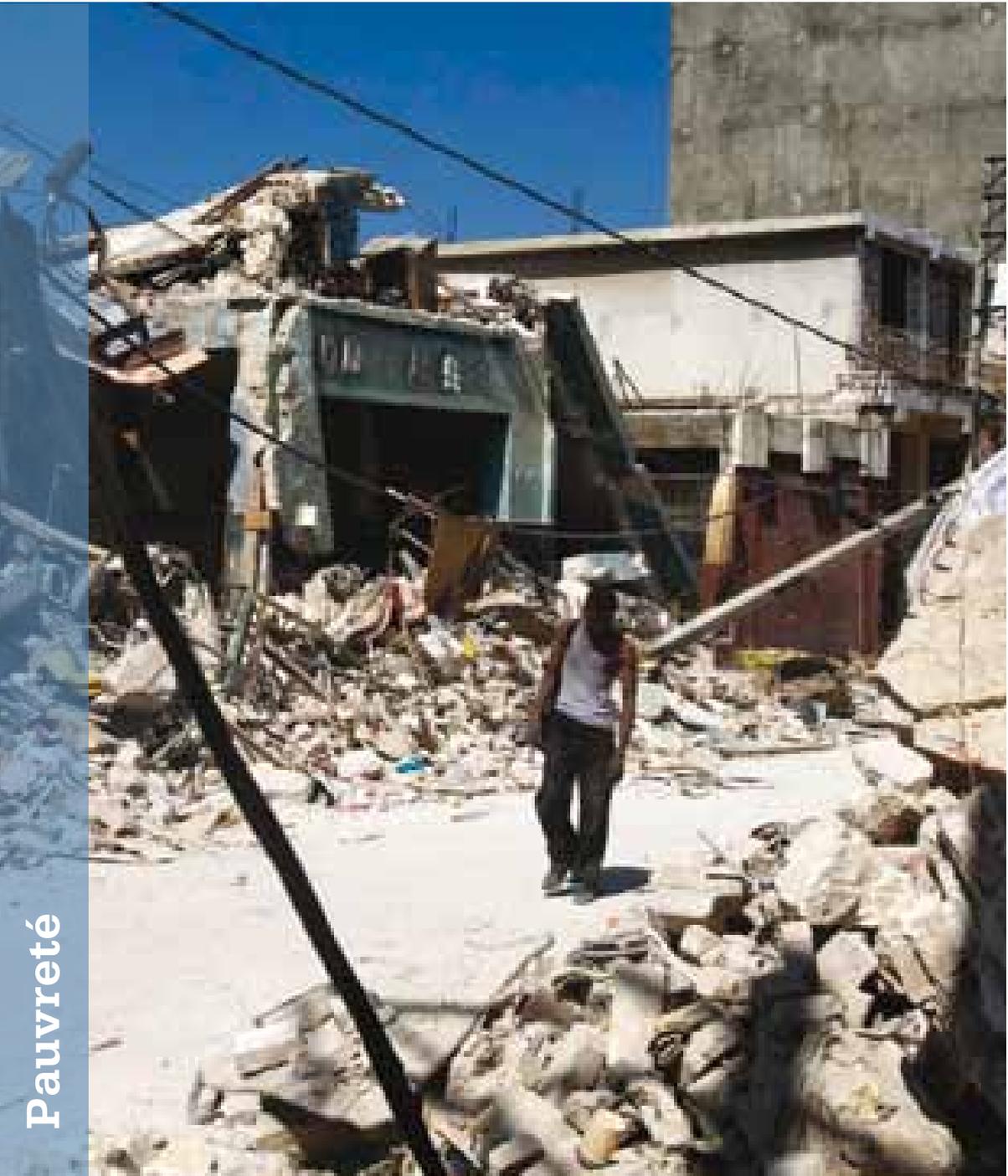
Que peut-on faire ?

Les pays peuvent :

- Prévoir des budgets nationaux et locaux afin d'intégrer systématiquement la réduction des risques de catastrophe dans tous les aspects de la planification urbaine
- Planifier l'urbanisation et éviter de construire dans des zones à risque.
- Éviter la prolifération de bidonvilles, en proposant aux familles à faibles revenus des terrains sûrs.
- Sécuriser davantage les écoles, les hôpitaux, les routes et les ponts pour qu'ils soient en mesure de résister à tout type d'aléas.
- Identifier les zones à haut risque, intégrer la réduction des risques de catastrophe dans des programmes de développement et mettre en œuvre des politiques efficaces pour le relèvement après une catastrophe.
- Intégrer l'évaluation des risques sismiques à la construction de bâtiments dans les zones exposées aux tremblements de terre.
- Impliquer les personnes exposées aux risques en les formant à la réduction des risques de catastrophe et en augmentant la sécurité de leurs quartiers. Elles peuvent ainsi réagir efficacement et augmenter leur capacité de réponse aux catastrophes.
- Protéger les communautés en installant des systèmes d'alerte rapide.
- Augmenter l'efficacité des alertes grâce à des exercices d'entraînement réguliers et accroître la capacité des collectivités à prévoir les catastrophes, à s'y préparer et à réagir lorsqu'elles se produisent.
- Permettre aux populations démunies d'accéder à des mécanismes financiers pour protéger les logements et les revenus.

Pour des villes résilientes

En 2010, l'ONU/SIPC a lancé une campagne mondiale visant à renforcer la résilience des villes. Cette campagne propose une liste de dix points essentiels en faveur de la résilience des villes, qui peuvent être mis en œuvre par les maires et les gouvernements locaux. Cette liste découle des cinq priorités du Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 : Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes, élément clé dans la mise en œuvre de la réduction des risques de catastrophe. Le respect de ces dix éléments essentiels, ou même de quelques-uns seulement, aidera les villes à renforcer leur résilience.



La pauvreté a aggravé les effets du séisme qui a frappé Haïti en 2010.

Pauvreté

La pauvreté et les inégalités socio-économiques sont des facteurs de catastrophe aggravants. Non seulement ils augmentent la vulnérabilité des populations pauvres face aux catastrophes, mais ils les empêchent également de sortir du cercle vicieux de la pauvreté.

Les faits

- Les populations pauvres sont plus fortement touchées par les catastrophes. C'est un fait dans les pays en voie de développement, mais aussi dans les pays développés. Les niveaux de vulnérabilités sont étroitement liés au statut économique des personnes, des communautés et des pays. Les populations pauvres ont été parmi les plus accablées lors de l'ouragan Katrina aux États-Unis. Pendant la saison des ouragans en 2008, Haïti a été l'État des Caraïbes le plus durement touché.
- Cinquante trois pour cent des personnes affectées par des catastrophes vivent dans des pays en voie de développement, tandis qu'1,8 pour cent vit dans des pays développés. Plus de 95 pour cent des personnes tuées par des catastrophes vivaient dans des pays à revenus intermédiaires et faibles, suivant la classification de la Banque mondiale basée sur le revenu national brut (RNB) par habitant.
- Les catastrophes affectent les pays et les populations pauvres de manière disproportionnée. La Banque mondiale signale que: « Cet effet disproportionné sur les pays en voie de développement s'explique de nombreuses manières. Le manque de développement en soi accentue l'impact des catastrophes, d'une part, parce que la qualité de la construction est souvent médiocre et, d'autre part, parce qu'il manque des codes de construction, des processus d'enregistrement et d'autres mécanismes réglementaires. Par ailleurs, de nombreuses priorités de développement détournent l'attention des risques que présentent les aléas naturels » (« Hazards of Nature, Risks to Development », Banque mondiale 2006).
- Le niveau de développement d'un pays a une répercussion directe sur les dommages que les aléas naturels infligent aux populations. Les pays moins développés souffrent le plus, puisqu'ils sont plus souvent frappés et plus gravement touchés. La faiblesse de leur infrastructure et leur capacité de prévention limitée les rendent plus vulnérables que les pays riches industrialisés.

- La moitié de la population mondiale est vulnérable face aux catastrophes en raison de ses conditions de vie sociale. Les bidonvilles et les établissements humains urbains pauvres sont les plus exposés aux catastrophes.
- On estime qu'1 milliard de personnes dans le monde vivent dans des bidonvilles et dans des constructions urbaines précaires vulnérables aux catastrophes.
- Une étude approfondie montre que les populations démunies ont plus de chances d'occuper des emplacements dangereux, moins convoités, comme les plaines inondables, les rives des cours d'eau, les flancs de montagne escarpés et les terrains asséchés, parce que les prix sont plus abordables.
- Les populations pauvres ont tendance à vivre dans des bâtiments mal construits et sans protection, qui seront les premiers à s'effondrer en cas de catastrophe.
- Les pertes dues aux catastrophes dévastent davantage les populations pauvres.
- Les catastrophes ont des conséquences à long terme pour les populations pauvres, puisque leurs capacités de relèvement sont réduites. Non seulement les plus démunis subissent la perte de membres de leur famille, de leur logement, de leur principale source de revenus et de leurs moyens de subsistance en cas de catastrophe, mais ils deviennent également plus vulnérables face aux catastrophes à venir.

Que peut-on faire ?

Les pays peuvent :

- Établir des programmes de développement urbain qui freinent l'apparition de bidonvilles dans des zones à risque et empêchent la prolifération d'habitations sur des pentes dangereuses ou des plaines inondables.
- Permettre aux populations pauvres d'accéder à des terrains sûrs.
- Faire participer les communautés les plus démunies à l'amélioration de leurs propres capacités de résistance face aux catastrophes, puisqu'elles y ont beaucoup à perdre, et leur donner un enjeu politique plus important dans la communauté.
- Permettre aux populations les plus pauvres d'accéder pleinement aux systèmes d'alerte rapide et aux mesures de préparation, ainsi qu'aux mécanismes financiers susceptibles de les aider à protéger leur logement, leur santé et leurs moyens de subsistance.
- Développer des mécanismes de micro-finance (notamment micro-crédits, micro-épargne et micro-assurance), puisque ces instruments contribuent à réduire la pauvreté en réduisant également la vulnérabilité face aux aléas naturels.



Dégradation de l'environnement

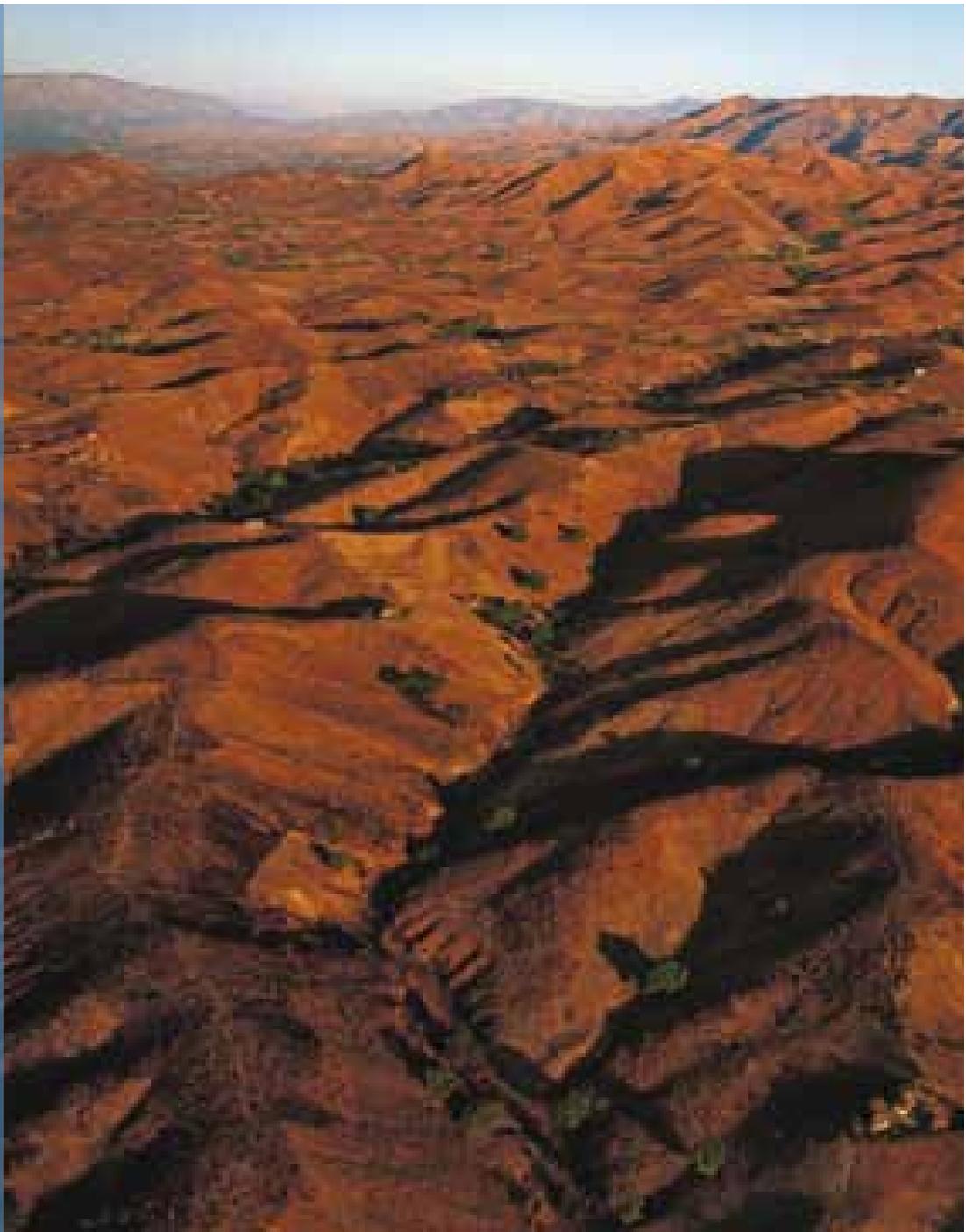




Photo Yann Arthus-Bertrand, avec son aimable autorisation

Haiti. Les forêts représentent seulement 2 pour cent de la surface totale d'Haiti aujourd'hui ; la déforestation va aggraver les effets des inondations à l'avenir.

Dégradation de l'environnement

Trop souvent, les communautés augmentent la probabilité et la gravité des catastrophes en détruisant les forêts, les récifs coralliens et les zones humides qui auraient pu les protéger.

Les faits

- Les forêts couvraient autrefois 46 pour cent de la surface de la Terre. Aujourd'hui, la moitié a disparu et seulement un cinquième des forêts sur terre sont encore vierges.
- Les récifs coralliens abritent un quart de l'ensemble des espèces marines. 60 pour cent des récifs coralliens pourraient disparaître au cours des 20 à 40 prochaines années.
- La désertification et la dégradation des terres menacent près d'un quart de la surface de la Terre. Plus de 250 millions de personnes sont directement touchées par la désertification et 1 milliard sont en péril.
- Le réchauffement global pourrait entraîner la disparition de nombreuses espèces, la dégradation des écosystèmes, l'inondation des établissements humains, ainsi que d'autres catastrophes plus fréquentes et plus graves en raison de la vulnérabilité face aux aléas naturels.

Que peut-on faire ?

Les pays peuvent :

- Entreprendre l'aménagement du territoire avec une approche favorable aux écosystèmes.
- Reconnaître la fonction de réduction des risques des écosystèmes dans les politiques et la législation en matière d'environnement.
- Identifier et protéger les barrières naturelles comme les forêts, les zones humides et les récifs coralliens.
- Restaurer les forêts et planter des mangroves pour protéger les communautés des aléas comme les ondes de tempêtes, les inondations côtières et les cyclones tropicaux.
- Gérer les forêts pour réduire les risques d'incendie.

Pourquoi doit-on protéger l'environnement ?

Les zones humides et les écosystèmes forestiers fonctionnent comme des éponges naturelles, qui absorbent et libèrent lentement les eaux de surface, les pluies, la fonte des neiges, les eaux souterraines et les eaux de crues. La destruction de ces barrières naturelles peut mettre en péril la vie de dizaines de milliers de personnes. Les mangroves, les dunes et les récifs, par exemple, forment des barrières naturelles qui protègent les communautés des aléas côtiers. Si elles disparaissent, les collectivités se retrouvent davantage exposées aux inondations. De même, la déforestation augmente la gravité des inondations, puisque les versants nus absorbent moins bien l'eau. Par conséquent, l'érosion des sols réduit la productivité des terres cultivables, intensifie la sécheresse et entraîne finalement la désertification.

« Les six pays qui ont le mieux abordé les facteurs de risque sous-jacents à un développement urbain mal planifié et mal géré, au déclin des écosystèmes et à la pauvreté, et qui bénéficient d'une forte gouvernance sont la Suisse, la Suède, le Danemark, l'Irlande, la Norvège et la Finlande. Les six pays qui arrivent en dernier (Afghanistan, Tchad, Haïti, Somalie, République démocratique du Congo et Érythrée) sont des pays à faibles revenus qui connaissent actuellement ou ont connu récemment des conflits ou une crise politique ».

Rapport d'évaluation mondial 2011

Comment prévenir les catastrophes ?

En janvier 2005, trois semaines seulement après le tsunami de l'océan Indien qui a tué, selon les estimations, 250 000 personnes, 168 gouvernements se sont rassemblés à l'occasion de la deuxième Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes, à Kobe (Hyogo) au Japon, et ont convenu d'un plan sur 10 ans visant à réduire les pertes dues aux catastrophes d'ici 2015. Ce plan est appelé le Cadre d'action de Hyogo 2005-2015: Pour des nations et des collectivités résilientes face aux catastrophes.

Cadre d'action de Hyogo

Le Cadre d'action de Hyogo (HFA) a pour principal objectif de renforcer la résilience des villes, des communautés et des pays et de réduire les effets des catastrophes d'ici 2015, aussi bien en termes de vies que de pertes économiques. Aucune cible n'est fixée. En revanche, le HFA établit trois objectifs stratégiques et cinq domaines d'action prioritaires qui permettront de mieux protéger les pays et les communautés contre les catastrophes.

Buts stratégiques :

1. **Intégrer la RRC dans les politiques, les planifications et les programmes de développement durable.**
2. **Mettre en place des institutions, des mécanismes et des capacités à tous les niveaux, en particulier au niveau de la communauté, afin de contribuer à renforcer la résilience face aux aléas.**
3. **Incorporer systématiquement la RRC dans les programmes de préparation, d'intervention et de relèvement en situation d'urgence.**

Domaines d'action prioritaires :

1. **Veiller à ce que la RRC constitue une priorité nationale et locale, et à ce qu'il existe un cadre institutionnel solide pour mettre en œuvre les actions correspondantes.**
 - Accorder une plus grande priorité politique et stratégique à la réduction des risques de catastrophe en faisant participer les plus hautes autorités des pays et des collectivités.
 - Disposer d'un cadre juridique et institutionnel national qui se concentrera sur la réduction des risques et identifiera les différents intervenants et actions correspondantes. Il permettra également d'impliquer l'ensemble des principaux acteurs pour empêcher les aléas, en atténuer les effets, et se préparer à l'échelon régional, national et local.
2. **Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte rapide.**
 - Définir la zone de risque par le biais d'outils d'évaluation, comme les cartes d'aléas et de vulnérabilité, et mettre en place des systèmes d'alerte rapide fiables.

3. Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux.

- Sensibiliser la communauté aux catastrophes, éduquer les enfants à l'école et promouvoir l'usage du savoir pour créer une culture de la sécurité et de la résilience à tous les niveaux.

4. Réduire les facteurs de risque sous-jacents.

- Planifier l'aménagement du territoire.
- Protéger les barrières naturelles.
- Bâtir des habitations résilientes et des infrastructures essentielles (hôpitaux, écoles, ponts et routes) dans des zones sûres.
- Mettre en place des mécanismes sociaux et financiers.
- Réduire les risques dans tous les secteurs (agriculture, tourisme, santé, transport).

5. Renforcer la préparation face aux catastrophes à tous les niveaux

- Disposer de plans d'évacuation bien préparés et bien rodés.
- Comprendre les alertes d'aléas.
- Organiser des exercices d'entraînement.
- Disposer de plans de relèvement avant catastrophe.

Le Cadre d'action de Hyogo n'est pas un document à caractère contraignant. Toutefois, c'est le seul cadre international qui propose une approche globale stratégique et complète du problème de la réduction des risques liés aux aléas naturels d'ici 2015. Il constitue une réorientation significative vers les causes de la catastrophe en tant qu'élément essentiel du développement durable, plutôt que de se concentrer seulement sur la réponse à la catastrophe.



À ce jour, 192 pays ont instauré un centre de liaison pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, et de nombreux pays se sont engagés à destiner au moins 10 pour cent des fonds de secours à la prévention des catastrophes à venir. La RRC s'est intensifiée, mais la protection des populations les plus vulnérables requiert davantage d'engagements et d'investissements.

Cadre d'action de Hyogo 2005-2015 - Examen à mi-parcours.

Pour en savoir plus sur ce qui a été fait depuis l'adoption du Cadre d'action de Hyogo en 2005, veuillez lire l'examen à mi-parcours lancé à Rome en mars 2011.

Les ressources requises auprès de sources internationales pour remplir les objectifs du Cadre d'action de Hyogo se situent dans une fourchette de 750 millions à 2,4 milliards de dollars US par an. Le premier chiffre est basé sur un rapport supposé de 10 à 1 entre le total annuel de l'aide humanitaire internationale et le coût estimé de la réduction des catastrophes. Le deuxième est calculé en supposant que le coût de la RRC représente 1 pour cent du financement total du développement international issu de sources privées et publiques, fixé à 239 milliards de dollars US.

Pour plus d'informations sur le Cadre d'action de Hyogo, veuillez consulter les documents: www.unisdr.org/eng/hfa/hfa.htm et www.unisdr.org/eng/hfa/docs/HFA-brochure-French.pdf

MAKING NEWS ...

World News

Earthquake

Powerful earthquake has destroyed entire area and caused enormous loss of lives and impacted the future region. Unstable

been
arou
bee
hir
q

the rim of
his

Qui est responsable de la réduction des risques de catastrophe ?

Tandis que la responsabilité incombe en premier lieu aux gouvernements, le Cadre d'action de Hyogo reconnaît également que les autorités régionales, civiles et locales, les ONG et les citoyens individuels doivent être impliqués. Sans la participation totale des États, des communautés et des individus, la mise en œuvre des politiques relatives à la réduction des risques de catastrophe ne serait pas possible.

La RRC est l'affaire de tous

La collaboration figure au centre du Cadre d'action de Hyogo. Les catastrophes peuvent toucher tout le monde, c'est donc l'affaire de tous. Il faudrait intégrer la RRC dans les décisions prises au quotidien : de l'éducation des enfants au mode de planification des villes. Chaque décision peut nous rendre soit plus vulnérables soit plus résistants.

Pour en savoir plus sur les responsabilités et les rôles de chacun aux Nations Unies pour promouvoir les politiques de RRC, veuillez vous reporter au document « *Disaster Risk Reduction in the United Nations 2009* ». Cette publication rassemble les principaux partenaires du système SIPC et le groupe de travail interorganisations. Elle contient la liste des réseaux de réduction des risques de catastrophe et leurs homologues nationaux, chargés de plusieurs domaines de travail au niveau du pays.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site à l'adresse :
www.unisdr.org/publications/v.php?id=9866.

« Chaque citoyen est responsable de la réduction des risques de catastrophe. Les aléas, que ce soit un séisme, un ouragan ou des inondations, peuvent toucher chacun d'entre nous. Si la RRC devient une priorité, des vies et des moyens de subsistance peuvent être sauvés ».

Salvano Briceño, Directeur de l'ONU/SIPC



Foire aux questions au sujet de la réduction des risques de catastrophe.

Voici une liste de 10 questions qui reviennent fréquemment au sujet de la réduction des risques de catastrophe :

1. Pourquoi la RRC n'est-elle pas une priorité pour les gouvernements ?

Pour certains gouvernements, la RRC n'est souvent pas une question prioritaire, surtout si elle exige un investissement à long terme dont les résultats ne seront peut-être pas visibles au cours du mandat du gouvernement élu. Les mesures de RRC sont perçues comme une assurance contre quelque chose susceptible de se produire, mais qui n'est pas nécessairement lié à un danger immédiat. Si ces mesures fonctionnent bien, elles représentent un succès invisible. En l'absence de catastrophe, personne n'a conscience de ce succès, et il n'y a donc pas de récompense politique. Il est possible que le changement climatique et l'augmentation quantifiable du nombre de catastrophes dans le monde changent ces perceptions, surtout lorsque les catastrophes occasionnent des dommages importants aux infrastructures et menacent la sécurité nationale.

2. Le risque de catastrophe est-il une question liée au développement ?

La réduction des risques de catastrophe est un problème de développement. Il existe une corrélation étroite entre les catastrophes, la pauvreté, le développement et l'environnement. Comme les populations pauvres exploitent les ressources de l'environnement pour survivre, le risque de catastrophe augmente. Une exposition répétée aux catastrophes peut entraîner une pauvreté chronique. L'introduction de mesures de RRC dans le cadre de programmes de développement est une manière de rompre le cycle. Les décideurs qui ignorent le lien entre les catastrophes et le développement font du tort aux personnes qui leur font confiance. De plus en plus, les ministères chargés de la planification et des finances, avec le soutien des Nations Unies et d'ONG, évaluent des projets de développement dans le contexte de la prévention et de la gestion des risques, et conçoivent des programmes de prévention des risques et de relèvement en pensant aux besoins de développement à long terme.

3. La corruption réduit-elle l'efficacité des mesures de RRC ?

La corruption est une menace pour le développement, car elle affaiblit les initiatives d'aide et dissuade les pays donateurs. Le problème est suffisamment important et répandu pour que les Nations Unies déclarent une journée officielle de lutte contre la corruption. Pour marquer cette journée en 2009, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a déclaré que lorsque l'argent public était volé à des fins privées, cela se traduisait par une réduction des ressources destinées à la construction d'écoles, d'hôpitaux, de routes et d'installations de traitement des eaux. Le développement n'est pas la seule victime. La corruption vole également des élections, corrompt l'état de droit et peut compromettre la sécurité (Voir l'annexe III) .

4. Toutes les catastrophes sont-elles liées au changement climatique ?

Le climat est un schéma météorologique observé sur des dizaines d'années. Il y a toujours eu des événements dramatiques et extrêmes. Il serait faux, et même trompeur, d'associer une quelconque inondation, tempête, vague de chaleur ou sécheresse au changement climatique. Mais l'on pourrait affirmer que l'apparente augmentation de la fréquence et de la gravité des événements météorologiques extrêmes est en adéquation avec les prévisions effectuées par le GIEC. Un rapport spécial du GIEC (« *Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation for adaptation to climate change* ») donne un aperçu plus spécifique de la question.

5. La RRC est-elle vraiment rentable ?

Il est difficile d'estimer le coût d'une catastrophe qui aurait pu être empêchée par la RRC. Il ne semble pas y avoir de manière concertée à l'échelle internationale pour définir un coût, convenir d'un bénéfice, escompter l'avenir ou déterminer la valeur de la vie humaine. Mais la Banque mondiale et le Service géologique des États-Unis pensent que la gestion des risques peut avoir des avantages significatifs, et que les pertes économiques mondiales occasionnées par des catastrophes survenues au cours des années 1990 auraient pu être réduites de 280 milliards si l'on avait consacré 40 milliards de dollars US aux mesures de prévention. L'Organisation météorologique mondiale (OMM) estime qu'1 dollar US investi dans la prévention pourrait permettre d'économiser 7 dollars US dans le relèvement. Selon l'Agence fédérale nord-américaine d'intervention en cas de catastrophe (FEMA), 1 dollar US investi dans la prévention permet d'économiser entre 4 et 7 dollars US dans le relèvement.

6. Faut-il être un pays riche pour pouvoir mettre en œuvre des politiques de RRC ?

Les politiques de RRC représentent davantage un investissement qu'un coût. C'est plus une question de priorités que de coûts. Il y a des mesures qui ne coûtent pas très cher mais qui peuvent sauver des vies et préserver les moyens de subsistance des personnes. Les mesures éducatives qui intègrent la RRC dans le programme scolaire, ainsi que les mesures de préparation, comme celles mises en œuvre au Bangladesh, au Viêt Nam et à Cuba, sont des mesures efficaces, qui ont largement contribué à réduire le nombre de morts dus à des catastrophes dans ces pays. Les politiques visant à empêcher la construction dans des zones exposées aux catastrophes et les adaptations agricoles permettant d'assurer une récolte en période de sécheresse ou d'inondation ne seraient pas nécessairement coûteuses. Elles demanderaient toutefois une approche préventive. En revanche, certaines mesures exigent un investissement. Par exemple, la construction d'un hôpital capable de résister aux aléas peut représenter un coût supplémentaire de quatre pour cent par rapport au budget de construction initial. C'est peu en regard du coût d'un hôpital détruit au cours d'une catastrophe.

7. Quelles sont les limites de la RRC ?

La RRC peut réduire l'impact des catastrophes, mais elle ne peut pas mettre une région ou un pays entièrement à l'abri des catastrophes. Les systèmes d'alerte rapide permettent de réduire l'impact d'un tsunami si les populations savent comment réagir dans ces cas-là, mais ils ne peuvent pas protéger une personne sur la plage contre une vague de 10 mètres de haut. Les communautés présentent différentes capacités pour faire face aux catastrophes, mais même les pays riches qui dépensent beaucoup d'argent dans la prévention des risques peuvent subir des dommages graves. L'ouragan Katrina, qui se dirigeait vers la Nouvelle Orléans en 2005, a été classé comme un ouragan de Catégorie 5 : la plus grave de toutes. Plus tard, lorsqu'il est entré dans les terres, sa gravité a baissé, passant à la Catégorie 4. Malheureusement, les digues qui protégeaient les quartiers les plus pauvres de la ville étaient conçues pour résister seulement à un ouragan de Catégorie 3.

8. Pourquoi a-t-il fallu si longtemps pour inclure la RRC dans les secours humanitaires et les politiques de développement ?

D'un point de vue historique, les catastrophes étaient considérées comme des événements naturels imprévisibles, auxquels les citoyens et les gouvernements ne pouvaient que faire face. La plupart des gouvernements, des ONG et même des pays donateurs se concentraient sur l'action d'urgence. À présent, les experts comprennent mieux les causes et les facteurs socio-économiques qui contribuent à la création des catastrophes. On sait maintenant que l'action politique est possible avant que les catastrophes ne se produisent. Les politiques de RRC sont maintenant considérées comme des solutions susceptibles de contribuer à réduire l'impact des catastrophes et de renforcer la résilience des communautés face aux aléas à venir. Il faut du temps pour passer d'une culture de réaction à une culture de prévention. Toutefois, les gouvernements, les donateurs et les agences qui sont maintenant impliqués dans le processus de relèvement après une situation d'urgence reconnaissent les avantages de l'intégration des mesures de RRC dans leurs programmes de reconstruction.

Un monde humanitaire en pleine évolution

Actuellement, moins de cinq pour cent de l'aide publique est destinée à la prévention des risques, tandis que la majeure partie de celle-ci est engloutie par l'intervention d'urgence. Il faut trouver un meilleur équilibre. Un dollar dépensé pour la prévention représente une économie de 4 à 6 dollars US au niveau de l'intervention d'urgence. Les programmes de préparation aux catastrophes de la FICR au Mozambique et au Bangladesh, par exemple, ont permis de sauver des milliers de vies ces dernières années. Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour améliorer la vie des personnes vulnérables dans le monde. Mais une seule agence humanitaire, même puissante, ne peut faire avancer les choses.

Extraits d'un discours prononcé par Markku Niskala, ancien Secrétaire général (2003-2008) de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

9. Les catastrophes sont-elles liées aux conflits ?

Les catastrophes provoquées par des aléas naturels (comme les tremblements de terre, les éruptions volcaniques, les inondations, les tsunamis et les ouragans) peuvent avoir d'importantes conséquences politiques. Elles génèrent souvent des déceptions qui aboutissent à un conflit en perturbant fortement la vie et les moyens de subsistance des populations. Juste après une catastrophe, les infrastructures matérielles d'un pays sont touchées, ce qui empêche souvent la bonne distribution de nourriture et de médicaments. Les cultures sont détruites, ce qui donne lieu à une pénurie alimentaire, à la famine et à des conflits localisés sur les ressources. En outre, la destruction de nombreuses institutions sociales et politiques clés peut représenter une menace pour la stabilité politique.

L'effet d'une catastrophe sur des communautés divisées peut attiser les flammes d'une dispute, ou à l'inverse, les éteindre. Lorsque le tsunami de l'océan Indien a frappé la côte en décembre 2004, la région indonésienne d'Aceh était en proie à un conflit amer qui durait depuis longtemps entre les séparatistes et le gouvernement central. Il semble que la dévastation ait contribué à convaincre les communautés de repartir sur de nouvelles bases, avec un engagement officiel en 2005. Mais la même vague de destruction n'a pas semblé changer grand chose à la guerre civile au Sri Lanka, d'après les études publiées par l'Université d'Oslo.

10. Quel est le rôle du secteur privé dans la RRC ?

Le secteur privé peut jouer un rôle important dans la réduction des effets des catastrophes en investissant davantage dans la RRC en vue d'assurer la continuité de ses propres activités et la subsistance des collectivités dans lesquelles vivent ses employés. Pour les multinationales, les initiatives de responsabilité sociale d'entreprise doivent aborder la RRC comme une question humanitaire et de développement de plus en plus importante.

Les petites entreprises, souvent majoritaires dans les économies de nombreux pays, représentent également une source importante de soutien à la RRC. Elles peuvent construire des logements, des bâtiments commerciaux et des infrastructures civiles, et fournir des voies de communication dans le cadre de plans d'intervention d'urgence. Lorsqu'un aléa naturel menace un pays, les organismes publics tout comme les entreprises privées doivent protéger leurs biens, leur personnel et les chaînes d'approvisionnement et de distribution afin que la société et l'économie puissent continuer à fonctionner. Les partenariats public-privé constituent, par conséquent, une étape importante de la réduction des risques de catastrophe.

Messages clés pour la réduction des risques de catastrophe

1. Les catastrophes ne sont pas « naturelles ». Les aléas, oui. Il est souvent possible d'empêcher les catastrophes et d'en atténuer les effets.
2. La prévention est bénéfique et donne immédiatement des résultats. La prévention n'est pas un coût, c'est un investissement.
3. Les catastrophes ne provoquent pas seulement la souffrance humaine et la destruction, elles empêchent le développement à long terme des personnes en les maintenant dans le cercle vicieux de la pauvreté.
4. La réduction des risques de catastrophe consiste à sauver des vies et à préserver les moyens de subsistance en changeant les mentalités. Il s'agit de passer de la réaction à la prévention et de réduire la vulnérabilité des collectivités.
5. Les gens ont le droit de vivre dignement dans un lieu sûr. Il appartient aux États de protéger leurs citoyens. Il est donc vital que les politiques de RRC soient systématiquement intégrées dans des stratégies de développement durable à l'échelon national et local.
6. La sécurité des hôpitaux, des écoles et de toutes les infrastructures indispensables est essentielle pour réduire la vulnérabilité des sociétés. Les gouvernements sont tenus de protéger les bâtiments essentiels comme les écoles et les hôpitaux pour augmenter la résilience des collectivités face aux catastrophes.
7. Les systèmes d'alerte rapide peuvent sauver des vies. L'émission d'alarmes avant qu'une catastrophe ne se produise permet d'éviter des pertes humaines.
8. Éduquer pour instaurer une culture de prévention. Tout comme en matière de santé ou de circulation, les populations ont besoin d'acquérir les connaissances, les compétences et les ressources pour se protéger contre les risques de catastrophe.
9. Il est essentiel de disposer d'un environnement sûr et sain. Il appartient à chacun de protéger l'environnement pour atténuer l'impact des aléas naturels.
10. L'adaptation au changement climatique commence par la réduction des risques de catastrophe. Le changement climatique devrait augmenter la fréquence et l'intensité des tempêtes, des inondations et des sécheresses. Il faut préparer les collectivités à faire face à l'impact des aléas liés au climat.

2. La réduction des risques et les médias

L'examen des causes des catastrophes et des dimensions sociales de celles-ci amène à parler de la réduction des risques de catastrophe.

En posant des questions comme :

- *Quelles sont les causes des catastrophes?*
- *Comment prévenir les catastrophes?*
- *Qui est responsable?*

Les médias peuvent influencer les décisions politiques, changer les comportements du public et, bien sûr, sauver des vies.

Responsabilité des médias en matière de communication des catastrophes

Jonathan Baker est journaliste de la presse écrite et parlée. Jusqu'en 2010, il était directeur adjoint chargé de la collecte de l'information pour la BBC. Depuis, il est proviseur du College of Journalism de la BBC. Les opinions exprimées ici sont les siennes.

Que cela nous plaise ou non, la manière dont une agence de presse réagira face à une catastrophe sera motivée avant tout par l'importance qu'elle accorde au reportage. Pour dire les choses crûment: C'est vraiment grave ? À l'annonce d'une inondation ou d'un tremblement de terre catastrophique, l'instinct du journaliste sera de poser des questions du style:

- *Combien de personnes sont mortes, blessées, ont perdu leur logement ? (suffisamment pour que cela signifie que je dois publier le reportage)*
- *Peut-il y avoir des ressortissants de mon pays parmi les victimes ? (si ce n'est pas le cas, est-ce que ça m'intéresse ?)*
- *Comment sont les images vidéo ? (si elles sont bonnes, il est possible que je les publie, quelle que soit ma réponse aux deux questions précédentes)*
- *Faut-il envoyer un journaliste sur les lieux, et, le cas échéant, est-ce que c'est loin, combien de temps faut-il pour arriver là-bas et combien ça coûtera ? (mon budget est toujours serré)*
- *Mon public sera-t-il intéressé par le reportage ? (et lui accorderont-ils de l'importance ?)*
- *Quelles sont les autres infos du jour ? (je n'ai jamais assez de place pour toutes les infos que je veux couvrir)*
- *Est-ce que je pourrais gagner un prix pour couvrir cette info ? (ça serait bien)*

Ce sont les réflexes égoïstes, mais parfaitement compréhensibles, des professionnels de l'information dans le monde entier, qu'ils soient employés par des sociétés privées ou par des organismes du service public. Et même lorsqu'une catastrophe répond à ces conditions éditoriales, on ne peut pas être sûr de commander un volume quel-

conque de couverture. Une famine en Afrique peut être retirée de la liste éditoriale du fait qu'elle dure depuis longtemps et va probablement continuer encore pendant un certain temps. Ou bien, il n'y a rien de « neuf » et on éprouve un sentiment d'impuissance, on pense que personne ne peut rien faire pour l'empêcher. Il est possible, par exemple, que les inondations survenues au Bangladesh ne figurent pas à l'ordre du jour d'une réunion éditoriale en raison du caractère régulier et saisonnier de ces événements : ce n'est pas considéré comme de l'info.

Cela peut sembler insensible, et c'est certainement navrant, mais c'est sûrement aussi inévitable. Selon certains calculs, il y a bel et bien une catastrophe pour chaque jour de l'année. Nombre d'entre elles passeront quasiment inaperçues. La plupart seront couvertes par les infos dans la région où elles se produisent, mais peu de catastrophes figureront au programme des infos à l'échelle mondiale. Et malheureusement, celles qui sont couvertes à l'échelle mondiale ne seront pas toujours celles qui méritent le plus d'attention. Rappelez-vous de la large couverture internationale accordée aux inondations survenues au Mozambique il y a quelques années. Était-ce en raison du nombre de morts, du nombre de personnes sans-abri, des dommages économiques ou environnementaux ? Cela avait sûrement plus un rapport avec toutes ces images spectaculaires d'hélicoptères hélitreuillant les gens pour les mettre en sûreté, et avec le reportage sur cette femme qui a accouché dans un arbre en attendant les secours.

Vous trouverez dans ce guide des arguments de poids visant à changer cette mentalité, en aidant les journalistes à se concentrer sur la prévention plutôt que sur la guérison, sur l'alerte rapide et l'explication, et sur les efforts postérieurs déployés pour reconstruire et se relever. Il est beaucoup plus difficile de vendre ces reportages à des agences de presse qui informent des événements uniquement lorsqu'ils se produisent et pendant une durée limitée, et accordent très peu d'intérêt au contexte ou à l'arrière-plan. Mais nombre de professionnels considéreront qu'il leur appartient d'adopter une approche journalistique plus large et plus complexe.

Cette approche plus large devrait également orienter le compte rendu réel qu'ils font d'un événement. Si le reportage va être diffusé dans la zone affectée, le média a un devoir important d'information envers le public. Le reportage peut offrir de nombreuses informations essentielles comme des détails sur les zones les plus touchées, les prévisions météo, l'emplacement des abris et refuges, ou les points d'eau et de ravitaillement.

Auxquelles on peut ajouter des nouvelles provenant des hôpitaux soignant les victimes, et des indications pour tenter de retrouver des personnes touchées par la catastrophe.

Pendant cette première phase de la couverture de la catastrophe, on verra souvent les médias, les gouvernements, les services d'urgence et les organismes de secours travailler ensemble afin d'apporter un maximum d'informations à un maximum de personnes. Tout cela constitue une part légitime, et même obligatoire, du devoir de communication des médias. À ce stade, tout le monde est journaliste TV/radio du service public dans ces circonstances. Le public voudra parfois savoir ce qu'il peut faire pour aider (en envoyant de l'argent, de la nourriture, des vêtements ou des médicaments). La couverture médiatique permettra de lui indiquer ce qui manque réellement et comment faire parvenir cette aide aux sinistrés.

Le public voudra également en savoir plus sur ce qui s'est passé et les raisons. Il est possible d'identifier la cause (naturelle ou imputable à l'homme) de beaucoup de catastrophes. Dans le monde entier, les gens avaient désespérément besoin de connaître la cause du tsunami dont l'effet avait été si destructeur sur une zone aussi vaste. Les glissements de terrain peuvent parfois être liés à la déforestation à plusieurs kilomètres en amont. Les gens recherchent de plus en plus des liens avec le réchauffement global et le changement climatique.

Il y a souvent aussi un désir humain naturel de chercher un coupable, quelqu'un à qui en vouloir. Un gouvernement a-t-il ignoré les recommandations relatives à la mise en place de systèmes d'alerte rapide, ou a-t-il lésiné sur les mesures de protection contre les aléas ? A-t-il fermé les yeux sur une déforestation excessive ou sur des émissions toxiques en provenance d'une usine chimique ? Une société a-t-elle ignoré complètement les réglementations en matière de sécurité pour ne pas affecter les bénéfiques ? Les incendies de forêt ont-ils été provoqués intentionnellement ?

Tous ces domaines sont importants pour l'exploration journalistique parce qu'ils contribuent aux efforts possibles, soit pour empêcher qu'une telle catastrophe se reproduise un jour, soit, si cela n'est pas possible, pour en atténuer les effets, si elle devait survenir de nouveau à l'avenir. Les agences de presse doivent ressentir le besoin d'effectuer un suivi pour s'assurer que les nouvelles réglementations promises ont bien été mises en place, que l'aide étrangère est bien parvenue aux personnes qui en ont le plus besoin et que la

reconstruction avance à un rythme raisonnable. Un des objectifs élémentaires pour le bon fonctionnement d'un média consiste à définir les responsabilités des personnes en fonction de leur domaine.

À partir de tout cela, il est évident que même si la couverture d'une catastrophe est très subjective et affiche un parti pris, les médias peuvent et doivent jouer un rôle majeur en la portant à la connaissance du public. Ils doivent également soutenir les efforts déployés en matière de secours en divulguant rapidement les informations, en expliquant le contexte et les causes, et en faisant en sorte que les personnes assument la responsabilité de leurs actions. Il s'agit de responsabilités que la plupart des agences de presse pourraient reconnaître et accepter facilement.

NEWS

Latest news

President has laid out details of an economic plan
to create jobs — page 2

Over \$1 trillion in money owed to them

Auto industry & Doosey factory remained capped out
to leave the Goose — page 6

Attracting Investors

spurred one of the highest weekly investments

Business

Dix bonnes raisons d'informer sur la réduction des risques de catastrophe

Au cours des trois dernières décennies, la radio, la télévision, les magazines, les journaux et les blogs ont contribué à de radicaux changements de l'attitude de la société vis-à-vis de l'alcool, du tabac, de l'alimentation, du VIH/SIDA et de l'environnement. Et si la réduction des risques de catastrophe est à l'ordre du jour des États, des sociétés et des médias, c'est grâce aux reportages systématiques, pondérés et raisonnables de personnes responsables au sein des médias.

Voici dix bonnes raisons d'informer sur la réduction des risques de catastrophe :

1. Les aléas naturels sont en hausse et resteront d'actualité

Les aléas naturels figureront probablement toujours parmi les problèmes les plus complexes du fait que la pauvreté, les risques urbains, le changement climatique et la dégradation de l'environnement exposent un plus grand nombre de personnes à une échelle de dévastation totalement nouvelle. Nul besoin d'argent ou de ressources humaines supplémentaires pour faire l'exposé de la réduction des risques de catastrophe. Ce qu'il faut c'est un autre état d'esprit, des sources d'information fiables et une bonne compréhension du « processus » derrière chaque catastrophe.

2. La RRC est une question politique

Comme les catastrophes continuent d'augmenter et que les personnes exigent davantage d'action de la part de leurs gouvernements en matière de prévention, la RRC va probablement devenir une question politique importante dans les années à venir. Comme les populations sont de plus en plus touchées par l'élévation du niveau de la mer, les inondations et les sécheresses, qui peuvent contribuer à l'instabilité économique et politique, la plupart des pays exposés aux risques de catastrophe seront moins enclins à accepter la réapparition des catastrophes de manière fataliste et encourageront un engagement politique accru. Les dommages croissants occasionnés par les catastrophes aussi bien dans un pays qu'au-delà de ses frontières nationales plaideront également en faveur d'une collaboration plus étroite à l'échelon régional et international. Les pays de l'ASEAN ont demandé à ce que le document du Cadre d'action de Hyogo revête un caractère contraignant, tandis que la présidente du Brésil, Dilma Rousseff, a sollicité la mise en œuvre d'un système d'alerte rapide et davantage de préparation dans son pays, suite au décès de 900 personnes lors de glissements de terrain en janvier 2011. D'autres gouvernements sollicitent davantage d'actions dans le cadre de la RRC, mais trop de gouvernements s'en préoccupent seulement lorsque des catastrophes ont déjà frappé leur pays.

3. La RRC est une question économique

Les catastrophes coûtent davantage et ont des conséquences économiques à long terme sur les pays développés comme sur les pays en voie de développement. Les catastrophes ont généré 109 milliards de dollars US de dommages économiques en 2010, trois fois plus qu'en 2009. Le tremblement de terre de magnitude 8,8 qui a frappé le Chili en février 2010 a coûté 30 milliards de dollars. Bien que le tremblement de terre d'Haïti ait été l'événement le plus mortel en 2010 (plus de 250 000 décès), son coût économique a été de 8 milliards de dollars US. Les inondations au Pakistan en juillet-août ont coûté 9,5 milliards de dollars US, tandis que les dégâts occasionnés par les inondations en Australie ont été estimés à 30 milliards de dollars AUS. La crise générée par le volcan en Islande en avril 2010 a coûté aux compagnies aériennes plus de 1,7 milliard de dollars US en pertes de revenus (IATA). La valeur des dégâts occasionnés par l'ouragan Katrina en 2005 s'élevait à 130 milliards de dollars US. Les coûts ne cessent de grimper avec les dégâts occasionnés par le dernier tremblement de terre de Tohoku et le tsunami au Japon, qui devraient atteindre un total de plus de 300 milliards de dollars US.

4. La RRC est une question liée aux droits de l'homme

Il incombe aux gouvernements de protéger leurs citoyens contre les catastrophes. Les récentes crises humanitaires provoquées par des situations de catastrophe ont fait apparaître de nouveaux problèmes, en particulier en matière de protection des droits fondamentaux des populations affectées et des victimes au moment des catastrophes. Alors que le concept de protection des droits de l'homme est largement reconnu comme un élément essentiel des stratégies humanitaires en période d'urgences et dans les situations de catastrophe, les aspects à plus long terme liés à la promotion et à la définition d'une approche basée sur les droits de l'homme dans la prévention et la réduction des catastrophes sont encore limités.

5. La réduction du risque est une question environnementale

La gestion de l'environnement a un rôle important à jouer dans la réduction des nombreux risques posés par les aléas naturels. Les écosystèmes constituent des barrières naturelles et dynamiques, qui peuvent aider à protéger les communautés vulnérables contre certains effets du changement climatique. La RRC va probablement s'intégrer davantage dans le programme du développement durable et les négociations sur le changement climatique, qui bénéficient déjà d'une couverture médiatique importante.

6. La RRC est une question économique

Les individus ont une perception différente des catastrophes et réagissent différemment. Certains ignorent les aléas et pensent qu'ils sont inévitables, d'autres croient que c'est la volonté de Dieu ou de la nature et qu'ils ne peuvent rien y faire. Mais beaucoup de sociétés réalisent qu'il est possible d'identifier les aléas et d'empêcher les catastrophes. Dans nombre de régions, les populations ont appliqué les savoirs traditionnels à la construction de bâtiments capables de résister aux tremblements de terre et aux inondations. Les gens font également face aux aléas de différentes manières selon les traditions de leur culture. Lorsque le tsunami de l'océan Indien s'est produit en décembre 2004, plus de 250 000 personnes ont été tuées dans toute l'Asie, mais seuls sept morts sur une population d'environ 83 000 personnes ont été recensés sur l'île de Simeulue, à seulement 40 km de l'épicentre du tremblement de terre. Presque toute la population de l'île a survécu grâce aux connaissances acquises lors de précédents tsunamis et transmises de génération en génération. Les habitants ont senti qu'ils devaient évacuer les lieux et sont partis vers les hauteurs de l'île pour survivre.

7. La RRC est une question culturelle

Dans les pays les plus pauvres, les femmes et les enfants ont tendance à être les plus touchés par les catastrophes. Dans de nombreux pays, la vulnérabilité des femmes est nettement supérieure en raison de leur position subalterne dans la famille, du manque de contrôle sur les moyens de production, de leur mobilité restreinte, d'installations limitées pour l'enseignement, du manque d'emploi et des inégalités quant à l'apport d'aliments par rapport aux hommes. Le cyclone Nargis survenu au Myanmar en 2008 a tué deux fois plus de femmes que d'hommes dans les groupes d'âges 18-60 ans. Les reportages mettant en avant des femmes dirigeant leur communauté en Asie et en Afrique peuvent être intéressants et contribuer à l'indépendance des femmes.

8. La RRC est un bon sujet de reportages approfondis et documentés de bonne qualité

Les journalistes ne se contentent pas de donner des infos de dernière minute. Il existe différentes manières d'éveiller la conscience du public en matière de réduction des risques de catastrophe, notamment en informant, éduquant et sensibilisant au sujet d'une menace en particulier. Ils peuvent questionner le comportement des gouvernements, et également alerter et aider un public vulnérable donné à réagir face à une catastrophe potentielle. Ils peuvent attirer l'attention sur la vulnérabilité, et mettre en garde contre les « catastrophes en gestation » d'après les évaluations des risques. Ces rapports soulèvent les éléments de gouvernance controversés, la corruption, la folie budgétaire et, bien sûr, le danger potentiel. Bien avant l'ouragan Katrina, le magazine Times-Picayune de Louisiane avait enquêté sur la catastrophe à venir et averti, avec une précision considérable, de ce qui pouvait se passer, dans une série d'articles en cinq parties.

9. La RRC n'est pas seulement un sujet de reportage quand il y a une catastrophe

Les reportages de RRC n'ont pas besoin d'être consacrés aux catastrophes à proprement parler. On peut aussi faire de bons reportages en couvrant les risques et dangers actuels, en commémorant des catastrophes passées, en informant sur les efforts de relèvement et de reconstruction après une catastrophe, ainsi que sur les mesures positives susceptibles de sauver des vies, comme l'enseignement et les savoirs traditionnels. Le reportage sur Tilly Smith, jeune anglaise en vacances à Phuket, en Thaïlande, pendant le tsunami de 2004 en est un bon exemple. Tilly a sauvé des centaines de personnes dans son hôtel, grâce à un cours de géographie sur les tsunamis qu'elle avait suivi à l'école avant de partir en vacances.

10. La RRC est l'affaire de tous

En tant que « miroirs de la société », les médias ont la responsabilité de dresser le profil des questions relatives à la réduction des risques de catastrophe auprès du public en général. Les médias ont joué un rôle essentiel dans la sensibilisation aux dangers du SIDA et à la sécurité routière. Ils ont permis de réduire le nombre de personnes tuées chaque année par ces deux fléaux. Personne ne va arrêter de mettre sa ceinture de sécurité ou d'utiliser des préservatifs parce qu'il n'a jamais eu d'accident ou parce qu'il n'a jamais contracté le VIH. De la même manière, ce n'est pas parce qu'il n'y a pas eu d'inondation ou de tremblement de terre que les gens doivent s'abstenir de prendre soin de leur logement, de leur lieu de travail ou de l'école de leurs enfants. Les médias peuvent contribuer à ce que, tous ensemble, nous réduisions les risques et construisions un monde plus sûr face aux catastrophes. Les médias ont également un autre rôle essentiel à jouer dans la chaîne d'alerte rapide, puisqu'ils sont souvent les premiers à lancer des messages d'alerte rapide.

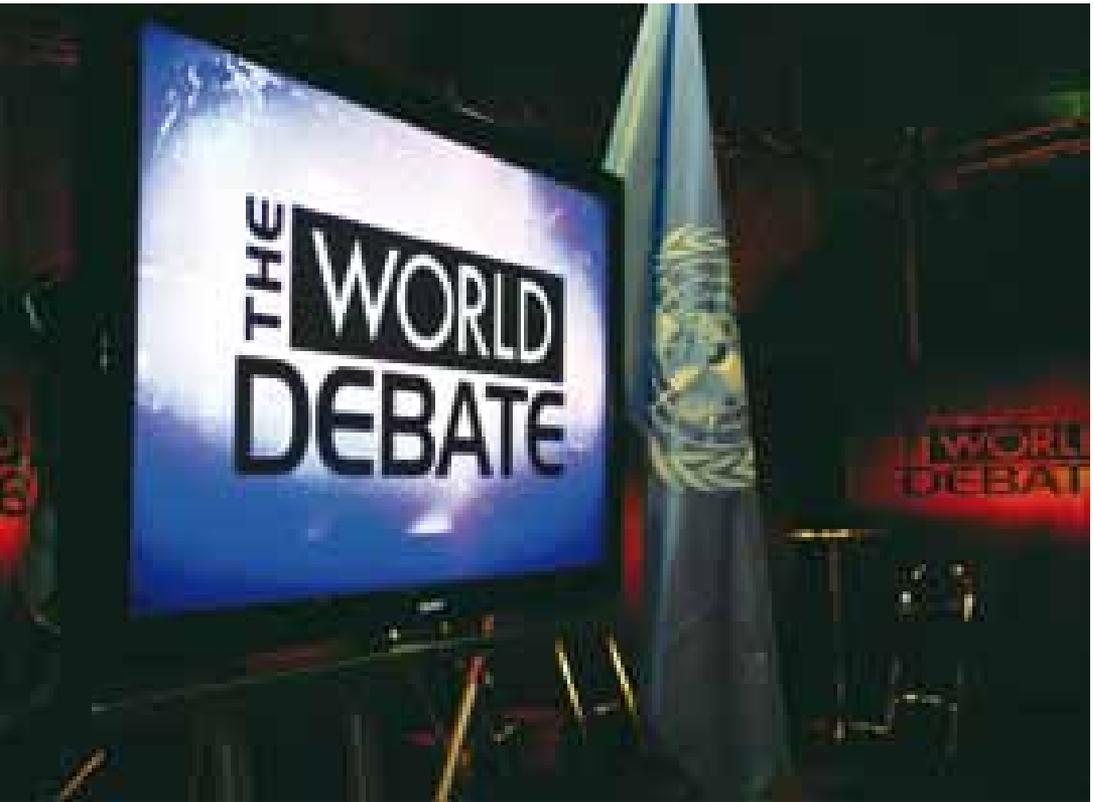


Plate-forme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe, 2009

Conseils pour informer sur la réduction des risques de catastrophe

Les journalistes de la presse écrite, parlée et télévisée, ainsi que les agences de presse jouent un rôle essentiel dans la promotion de la RRC, avant et après les catastrophes.

Voici quelques conseils pour garantir une bonne couverture de la RRC :

À l'intention des rédacteurs

- Prévoyez une politique interne définissant les personnes chargées de couvrir les catastrophes.
- Prévoyez un plan d'intervention d'urgence en cas de catastrophe.
- Prévoyez un plan pour avertir les populations et émettre des messages d'alerte rapide.
- Affectez un journaliste à la couverture de la RRC. Ce même journaliste peut également couvrir le changement climatique.
- Prévoyez du temps et de l'espace pour enquêter sur les causes d'une catastrophe.
- Investissez dans la connaissance en matière de RRC en envoyant des journalistes en formation spéciale pour les médias ou en voyage sur le lieu d'une catastrophe.
- Ayez conscience du rôle que vous pouvez jouer pour changer les politiques.
- Organisez des réunions privées au plus haut niveau avec les responsables nationaux en matière de catastrophe.
- Organisez des programmes spéciaux pour sensibiliser et éduquer les populations vulnérables.

À l'intention des journalistes

- Instaurez des contacts privés avec des experts avant que les catastrophes ne se produisent ; sachez qui ils sont, quelle est leur spécialité et restez régulièrement en contact avec eux.
- Élaborez une liste d'experts spécialisés dans les domaines des risques urbains, des systèmes d'alerte rapide, du changement climatique, des inégalités homme-femme, des questions liées à l'environnement et au développement, afin de pouvoir enrichir le reportage.
- Restez en contact avec les services météorologiques nationaux et locaux, les responsables chargés des catastrophes, les ministères et les ministres impliqués dans la réduction des catastrophes, la protection civile ou la défense civile.
- Tenez à jour des listes d'experts pour chaque type d'aléa susceptible de se produire dans votre pays.
- Tenez à jour des statistiques sur les événements précédents dans votre région.
- Familiarisez-vous avec les zones les plus exposées aux catastrophes et les régions les plus vulnérables.
- Constituez un dossier sur les catastrophes passées et les enseignements tirés.
- Familiarisez-vous avec les principales mesures de prévention et d'atténuation prises par les autorités de votre pays afin d'être prêt lorsque les catastrophes se produisent.
- Sachez quels sont les facteurs susceptibles d'aggraver une catastrophe.
- Basez vos informations uniquement sur de solides connaissances scientifiques.
- Investissez dans la connaissance en matière de RRC pour dénicher des reportages plus tard.
- Écoutez les collectivités et leurs revendications.

Que pouvez-vous faire avant et après des catastrophes ?

Avant une catastrophe

- Enquêtez sur les menaces et risques potentiels qui pourraient mettre en danger la vie des populations dans votre village ou dans votre pays (établissements humains informels, mauvaises constructions dans une zone exposée aux catastrophes et destruction de barrières naturelles)
- N'attendez pas qu'une catastrophe se produise pour écrire sur les menaces potentielles.
- Soyez pro-actif.
- Enquêtez sur le degré des mesures de RRC (prévention, atténuation, préparation, relèvement) adoptées.
- Maintenez en vie le souvenir des catastrophes passées: les personnes ont tendance à oublier et à réagir seulement lorsque les catastrophes surviennent.
- Couvrez les exercices d'entraînement et de préparation, les mesures et activités éducatives pour informer les personnes sur les risques et les vulnérabilités les concernant et pour leur apprendre ce qu'elles peuvent faire.
- Rencontrez les responsables chargés des catastrophes pour rester au courant des nouveautés, menez des entretiens et lancez un éventuel débat sur une question de RRC.
- Élaborez des reportages réguliers sur les vulnérabilités des personnes face aux catastrophes (sur le plan social, environnemental et économique) et expliquez comment le public et les gouvernements interagissent.

- Organisez des réunions informelles et régulières avec la communauté universitaire et scientifique qui possède une documentation abondante et intéressante sur l'évaluation des risques et les mesures d'atténuation. Cela vous aidera à être précis et à divulguer des informations scientifiques fiables lorsque les catastrophes se produisent.
- Participez aux réunions de gestion des catastrophes pour comprendre leur mode de fonctionnement.
- Associez chaque reportage sur l'environnement, la pauvreté, le changement climatique ou les risques urbains à une question de réduction des risques de catastrophe. En d'autres termes, donnez des informations sur les catastrophes en gestation, là où les vulnérabilités se développent dans les zones exposées aux aléas.
- Saisissez toutes les occasions de catastrophe internationale pour mettre en avant une menace potentielle à l'échelon local ou national.
- Commémorez la Journée internationale de la prévention des catastrophes, qui a lieu le 13 octobre.

Après les catastrophes

RRC: « Le reportage parfait pour un lendemain de catastrophe »

- Donnez des informations sur les causes des catastrophes et pas seulement sur les faits.
- Questionnez le manque de système d'alerte rapide.
- Questionnez le manque de planification urbaine.
- Questionnez le manque de résilience des bâtiments.
- Questionnez le manque d'éducation et de préparation.
- Questionnez la performance des personnes chargées de la gestion des catastrophes
- Questionnez le manque d'investissement, de ressources financières et de volonté politique en matière de RRC.
- Questionnez les mesures de RRC en place: Comment ont-elles fonctionné ?
- Pensez en termes de vulnérabilité sociale et d'inégalités homme-femme: pourquoi y a-t-il eu plus de décès chez les femmes que chez les hommes pendant les catastrophes ?
- Enquêtez sur les conséquences économiques, sociales et culturelles de la catastrophe.
- Recherchez des experts qui pourraient tirer des enseignements. Citez plusieurs sources.
- Faites une analyse en profondeur des causes des catastrophes: Pourquoi s'est-elle produite ? Aurait-on pu l'éviter ?

- Rappelez le coût économique et humain des relèvements effectués dans le passé, l'absence d'enseignements.
- Recherchez des menaces semblables ou des catastrophes antérieures dans d'autres pays pour informer des solutions possibles.
- Effectuez un suivi de l'effet des catastrophes à long terme avec les programmes sur les affaires en cours.
- Questionnez les phases de relèvement et de reconstruction et publiez des éditoriaux susceptibles de déclencher un débat.
- Prévoyez des questions post-catastrophe dans les infos (investissements nécessaires, mesures à prendre, corruption, manque de priorités politiques). Cela peut-il se reproduire ? Que faut-il améliorer ?
- Continuez d'informer et d'enquêter pour changer les attitudes et les politiques.
- Soyez attentif aux nouveaux aléas susceptibles de provoquer des catastrophes ; rendez-vous sur les sites exposés.
- Maintenez le sujet d'actualité en intégrant des questions de RRC aux événements culturels et sociaux couverts par les médias (programmes pour les enfants, programmes sur les affaires en cours, débats, séries TV, etc.).
- Élaborez des reportages rendant compte de catastrophes qui peuvent ou qui sont sur le point de se produire étant donné la similitude des vulnérabilités et les tendances.

Liste des questions à traiter

Lorsque des catastrophes se produisent, il faut se poser les questions suivantes :

Questions d'ordre général

Où et quand cela s'est-il produit ? Quelles sont les éléments spécifiques au contexte de la catastrophe ?

Pourquoi s'est-elle produite ?

Était-elle prévisible ?

Quelles sont les causes, les principaux facteurs sous-jacents à la tragédie (pauvreté, changement climatique, dégradation de l'environnement, croissance urbaine) ?

Aurait-on pu l'éviter ?

Y avait-il une politique de RRC en place ?

Y avait-il un système d'alerte rapide en place ?

A-t-il fonctionné ?

Quelle a été la réaction ?

Les gens ont-ils réagi ? Citez différentes sources.

Questions relatives aux éléments structurels

Combien de maisons ont été détruites ?

Combien d'hôpitaux et d'écoles ont été détruits ?

Y avait-il un plan d'aménagement du territoire en place ?

Y avait-il une politique d'aménagement du territoire intégrée à une approche visant à anticiper tous les aléas possibles ?

Les maisons et les écoles étaient-elles protégées contre les aléas ?

Comment les maisons étaient-elles construites ? Y avait-il des codes de construction en place ? A-t-on utilisé des matériaux de construction résilients ?

Questions relatives aux éléments non structurels

Comment l'environnement a-t-il été affecté ?

La déforestation était-elle en cause ?

Y avait-il des barrières naturelles ?

Y avait-il d'autres mesures non structurelles en place ?

Questions relatives aux mesures de préparation

Y avait-il un plan d'intervention d'urgence en place ?

Comment les populations pauvres, les femmes et les enfants ont-ils été affectés ?

Quel a été l'impact sur les différents groupes économiques ?

Qui a été le plus touché ?

Y avait-il des abris en place ?

Questions d'ordre économique

Quel a été l'impact économique ?

Combien faudrait-il investir dans la RRC ?

Questions relatives au processus de relèvement

Dans quelle mesure la reconstruction s'effectue en mieux ?

La RRC est-elle intégrée dans le processus de relèvement ?

Que faut-il faire pour mieux protéger les populations les plus vulnérables ?

Quelle est la part du budget de reconstruction consacrée à la RRC ?

Questions relatives aux responsabilités

Qui est responsable ?

Qui aurait dû être responsable ?

Google

tsunami in japan 2011

tsunami in japan 2011

tsunami in japan 2011 video

tsunami in japan 2011 pictures

tsunami in japan 2011 youtube

Google Search 

Exemples de reportages sur la réduction des risques de catastrophe

Voici quelques exemples d'articles publiés illustrant la liste de questions à traiter.

1. Australie : la prévention des catastrophes a permis de limiter l'impact du cyclone Yasi

Centre d'actualités de l'ONU, 4 février 2011

Le niveau élevé de sensibilisation aux risques, de préparation et de prévention a permis d'épargner des vies humaines lorsque le cyclone tropical Yasi a frappé le nord-est de l'Australie, a déclaré la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU pour la réduction des risques de catastrophe, invitant les autres pays à investir en vue d'améliorer leur capacité à réagir à de telles catastrophes.

« Ce que les gens voient comme un miracle se résume en fait à la compréhension du risque, et à une connaissance de la manière dont l'exposition à ces risques et la vulnérabilité peuvent être minimisées », a poursuivi Margareta Wahlström, se référant à la presse qui décrit les mesures prises par les Australiens de l'état du Queensland : refuges solides dans les maisons, évacuation vers des centres commerciaux ou des lieux plus sûrs, plus au sud.

Selon le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), le cyclone Yasi a balayé le Queensland, au nord-est de l'Australie, dans la nuit de mercredi à jeudi, mais en dépit de sa force – Catégorie 5 – aucun rapport ne fait état de morts ni de blessés graves.

« Avant que le cyclone Yasi ne touche la côte nord-est du pays, les autorités avaient mis en garde contre les risques présentés par ce phénomène météorologique de la taille de l'ouragan Katrina qui a frappé le sud des États-Unis en 2005 », rappelle encore la Représentante spéciale. Selon elle, l'arrivée d'un tel cyclone était également

conforme aux prévisions du Bureau météorologique d'Australie, qui annonçait dès l'année dernière que le pays connaîtrait des épisodes cycloniques plus fréquents et plus violents cette saison.

L'Australie a une longue histoire de phénomènes météorologiques extrêmes. Les cyclones Tracy en 1974 et Larry en 2006, de Catégorie 4, ont donné au pays l'occasion de développer sa résilience.

« Tous les pays exposés n'ont pas le même niveau de prise de conscience du risque que celui de l'Australie, ce qui est inquiétant, car tous ont un risque d'être frappés par une nouvelle tempête majeure », a déclaré Margareta Wahlström, avant de rappeler qu'une partie des actions menées par l'ONU dans le cadre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes consistaient justement « à convaincre les gouvernements d'investir dans le renforcement de la résilience des populations car aucune ville n'est à l'abri d'une catastrophe ».

La Stratégie internationale de prévention des catastrophes (ONU/SIPC) est un cadre stratégique adopté par les États membres des Nations Unies en 2000, visant à guider et à coordonner les initiatives en vue de réduire de manière significative les pertes causées par les catastrophes et de participer à la formation de nations et de collectivités résilientes, condition indispensable au développement durable de ces dernières.

Au mois de mai, l'ONU/SIPC tiendra la troisième réunion de la Plate-forme mondiale pour la prévention des catastrophes, qui rassemblera la communauté internationale de spécialistes afin de discuter de l'accélération de l'effort de prévention des catastrophes.

2. La déforestation et la pauvreté ont aggravé les conséquences des inondations en Haïti

AFP, 7 septembre 2008

Avec de graves inondations, des centaines de morts et des centaines de milliers de personnes privées de nourriture et de produits de première nécessité, Haïti a été durement touché par cette saison des ouragans, avec quatre tempêtes en moins de quatre semaines.

Si cette nation des Caraïbes a souffert plus que ses voisins, eux aussi frappés par de violentes tempêtes, c'est en partie dû à une importante déforestation et à une extrême pauvreté.

Après la tempête tropicale Fay et l'ouragan Gustav en août, le pays le plus pauvre d'Amérique a été dévasté la semaine dernière par la tempête tropicale Hanna, et des inondations ont aggravé la situation samedi soir et dimanche lorsque l'ouragan Ike a frappé la péninsule nord du pays lors de son déplacement vers Cuba. Les infrastructures endommagées et les pluies continues constituent des obstacles que doivent surmonter les organisations humanitaires pour apporter une aide d'urgence aux centaines de milliers de victimes de la tempête.

Selon les chiffres de l'ONU et du gouvernement, près de 600 personnes ont perdu la vie lors des récentes tempêtes en Haïti, et un million de personnes sont sinistrées. Les tempêtes ont également endommagé les routes et les ponts. Selon certains, une meilleure planification environnementale aurait pu permettre de réduire ces dommages.

« Il y a une véritable urgence, il faut prendre des mesures pour freiner la dégradation de l'environnement en Haïti », a déclaré le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Joël Boutroué.

« À ce rythme de déforestation, nous allons droit dans le mur, la destruction des forêts rend le pays plus vulnérable aux inondations tout en augmentant la pauvreté » a-t-il ajouté. L'utilisation de charbon pour cuisiner (70 pour cent des Haïtiens vivent avec moins de deux dollars par jour) a largement contribué à ce déboisement massif. La coupe systématique du bois pour en faire du charbon, utilisé pour la cuisine et la lessive, est un facteur important de dégradation de l'environnement en Haïti. Le couvert végétal est réduit à moins de deux pour cent. Les dernières pluies torrentielles ont provoqué des inondations bien pires qu'en République dominicaine, pays qui partage l'île d'Hispaniola avec Haïti. Jean-Marie Claude Germain, ministre de l'Environnement, a déclaré que la vulnérabilité de son pays est en partie due à l'inexistence d'une planification agricole appropriée, depuis l'indépendance du pays, au début du XIXe siècle.

« En République dominicaine voisine, où le couvert végétal est d'environ 30 pour cent, c'est l'armée jusqu'à récemment qui s'occupait de ce secteur, contrairement à Haïti où il n'existe pas de politique de l'environnement » a fait remarquer le ministre. La topo-

graphie et la position géographique aggravent le problème : avec des montagnes couvrant 80 pour cent du territoire, tous les ouragans constituent une menace, estime le météorologiste Ronald Semelfort. Joël Boutroue a appelé le gouvernement haïtien et les donateurs internationaux à investir dans l'environnement et à « agir rapidement » pour repenser les programmes de reboisement.

« Ils doivent entreprendre des changements maintenant, en attendant de grandes réformes de l'État »
a-t-il ajouté.

3. Inondations : blâmez la pingrerie des ministres et la mauvaise planification, pas la météo

Geoffrey Lean, Daily Mail, 27 juin 2007

Nous n'avions jamais connu de journée d'été comparable à celle-ci, mais les scientifiques affirment que les pluies torrentielles comme celles de lundi seront de plus en plus fréquentes à l'avenir. En raison de la pingrerie et de la négligence du gouvernement, nous sommes terriblement mal préparés pour affronter de fréquentes inondations. Bien sûr, la pluie est tout à fait normale lors du festival de Glastonbury et du tournoi de Wimbledon : notre été ne serait plus vraiment britannique si le festival ou les internationaux de tennis ne subissaient pas au moins une averse. Mais ce lundi était bien différent : la plus forte pluviométrie pour une journée d'un mois de juin le plus pluvieux jamais enregistré.

Les précipitations ont été plus abondantes en 24 heures qu'elles ne le sont habituellement en Grande-Bretagne pour un mois de « juin flamboyant ». L'Agence de l'environnement qualifie officiellement ce déluge de « sans précédent » et ajoute que les inondations ont été exceptionnelles. Mais cela n'est pas uniquement un acte de la nature. Ces inondations sont le résultat de politiques à court terme et d'erreurs systématiques des gouvernements successifs. À présent, nous devons poser certaines questions :

Pourquoi la moitié des logements construits depuis la Seconde Guerre mondiale l'ont-ils été sur des terrains inondables ?

- **Pourquoi continuons-nous à bétonner la campagne, ce qui empêche le drainage naturel ?**
- **Pourquoi moins de 50 pour cent de nos systèmes de protection contre les inondations sont-ils efficaces ?**
- **Pourquoi tant de nos rivières ont-elles été redressées dans une tentative désastreuse de contrôler leur flux ?**
- **Pourquoi les autorités locales et les ministres continuent-ils d'ignorer les directives officielles de planification ?**

Tant que nous n'aurons pas répondu à ces questions, les scènes de chaos comme celles d'hier seront monnaie courante. Une grande partie de Sheffield était encore inondée, les eaux ayant atteint une cote de près de deux mètres. La population locale a expliqué que les rues s'étaient transformées en « affluents du Don » et certaines personnes ont dû être secourues par hélicoptère.

Près de Rotherham, des ingénieurs se sont battus hier pour empêcher une digue de céder sous le poids de l'eau et d'inonder trois villages. L'état d'urgence a été déclaré à Hull.

À Sheffield, plus de 1 400 personnes ont dû être évacuées de leur domicile, sort partagé par de nombreuses familles de Chesterfield à Cheltenham, de Worksop dans le Nottinghamshire à Waynfleet dans le Lincolnshire. Hier matin, 146 alertes officielles d'inondation ont été émises, dont 23 pour inondation grave dans le South Yorkshire, le Lincolnshire et les Midlands. Et si une légère amélioration du temps a apporté hier un soulagement, de nouvelles précipitations sont attendues. Bien sûr, l'Angleterre avait déjà été le théâtre de pluies torrentielles. En juillet 1955, il était tombé en 24 heures près de 25 centimètres à Martinstown, dans le Dorset. Plus incroyable encore, près de 19 centimètres étaient tombés en seulement deux heures dans le West Yorkshire en juillet 1989.

Mais ces pluies torrentielles sont de plus en plus fréquentes. Une étude menée l'an dernier à l'université de Newcastle conclut que les orages ont doublé d'intensité sur la majeure partie de la Grande-Bretagne au cours des quatre dernières décennies, avec le réchauffement climatique, et que les orages les plus violents sont quatre fois plus fréquents. Dans certaines régions, en particulier l'Écosse et le Northwest, la pluviométrie s'élève régulièrement à une trentaine de centimètres en dix jours, ce qui est comparable aux pluies de mousson indienne.

La tendance devrait se poursuivre et provoquer d'autres inondations. Des scientifiques de l'université de Reading prédisent que les hivers très humides deviendront cinq fois plus courants au cours du siècle, et l'Agence de l'environnement estime que les journées de fortes précipitations seront multipliées par quatre ou cinq, les inondations seront donc dix fois plus fréquentes.

Nous sommes déjà terriblement vulnérables en raison de décennies de négligence des autorités. Plus de deux millions de foyers, soit un logement britannique sur douze, sont déjà menacés par les inondations, et plus de 400 000 foyers, 900 000 personnes, sont gravement menacés. La moitié des logements construits depuis la guerre, qui couvriraient une superficie de la dimension des West Midlands, ont été imprudemment construits sur des terrains inondables, selon les conditions météorologiques actuelles. Ces dix dernières années, l'Agence de l'environnement s'est opposée à l'octroi de centaines de milliers de permis de construire sur ce type de terrains, mais ces décisions ont souvent été ignorées par les autorités locales ou annulées par les ministères, en totale violation des directives officielles de planification.

Le bétonnage des campagnes remplace les forêts, prairies et marais, qui absorbent les précipitations, par des zones imperméables. Au lieu de s'infiltrer lentement dans le sol ou de former des zones humides abritant une faune et une flore variées, l'eau ruisselle sur les surfaces dures et remplit les égouts et les canalisations, fait gonfler les cours d'eau et aggrave les crues.

Les rivières naturellement sinueuses ont été redressées dans une tentative souvent malheureuse de « contrôler » leur flux. Le résultat est le contraire de celui qui était attendu, l'eau s'écoule plus rapidement le long des canaux, les crues en sont facilitées. Nombre de villes et de villages vulnérables n'ont pas encore été pourvus de digues. Ce mois-ci, un rapport du Bureau national d'audit conclut que 57 pour cent seulement des systèmes de protection contre les inondations sont en bon état. Pour les systèmes les plus importants, qui protègent les villes, les chiffres sont encore plus faibles avec seulement 46 pour cent. La situation devrait s'aggraver avec l'intensification des précipitations. L'Association des compagnies d'assurance britanniques estime que le nombre de foyers menacés par les inondations risque de doubler, pour atteindre près de 3,5 millions, à moins que les ministères ne changent de politiques et n'augmentent les budgets. Lors des dernières grandes inondations de l'automne 2000, les ministères avaient promis des changements. Le Vice-Premier ministre, John Prescott, dont la ville

d'origine, Hull, a été gravement touchée lundi dernier, a décrit les inondations de 2000 comme un « coup de semonce ».

Tous reconnaissent tacitement et avec raison que jusqu'à présent, les ministères ont marché vers la catastrophe comme des somnambules. Et s'ils n'ont pas retrouvé un sommeil paisible ces sept dernières années, ils se sont certainement réassoupi. Les budgets de protection contre les inondations ont été augmentés, mais pas autant qu'il l'aurait fallu, ou que les études sérieuses le recommandaient. Il en résulte que la moitié des protections existantes sont insuffisantes et que les nouvelles protections indispensables n'ont pas été construites. Demandez aux habitants de Ripon. Il y a deux ans, l'Agence de l'environnement a approuvé une initiative visant à protéger la ville historique du Yorkshire, siège de la cathédrale. Cela aurait coûté 11 millions de livres, mais cette dépense devait produire un retour sur investissement multiplié par neuf. Margaret Beckett, qui était alors secrétaire pour l'Environnement, a pourtant refusé les fonds nécessaires. Les travaux, qui auraient dû commencer en 2006, ont été repoussés à 2012. Il y a une semaine, la rivière Skell en crue a inondé la ville, obligeant les habitants à quitter leur domicile et provoquant des dommages dont les réparations s'élèveront à plusieurs millions.

Wigan, inondé trois fois ces quatre dernières décennies, et Banbury figurent parmi les villes où les systèmes de protection devraient être en cours de construction, mais où ils ont été reportés par la pingrerie des ministères. Le rapport du Bureau national d'audit montre pourtant que les investissements consacrés au maintien et à l'amélioration des protections existantes sont insuffisants. Les ministères ont renforcé les directives de planification contre la construction sur les terrains vulnérables, mais ils ont lamentablement échoué à les faire respecter. Pire, ils ont enfreint leurs propres règles en planifiant la construction de 200 000 logements sur des terrains inondables dans l'embouchure de la Tamise.

Les inondations de lundi ont sonné l'alarme. Le nouveau Premier ministre, Gordon Brown, doit en tenir compte. Personne au gouvernement ne connaît mieux la valeur de l'argent, mais le ministre a également montré qu'il reconnaît la valeur d'un investissement opportun. Il doit à présent mettre un terme à l'indifférence irresponsable et à courte vue des années Blair, et commencer à mettre de l'argent de côté en prévision du nombre effarant de futures journées de pluie.

Initiatives des médias visant à promouvoir la RRC

Tempo Magazine, en Indonésie, a été l'un des premiers magazines à publier régulièrement des articles sur la réduction des risques de catastrophe. Voici un entretien de l'ONU/SIPC avec le Directeur exécutif du magazine, Yuli Ismartono, au sujet de la couverture de la RRC.

Comment et pourquoi avez-vous commencé à travailler sur la réduction des risques de catastrophe ?

Après le tsunami de 2004 qui a frappé les provinces d'Aceh et le nord de Sumatra, et le tremblement de terre massif survenu à Yogyakarta à Java, le magazine a publié davantage d'articles liés aux catastrophes, en couvrant notamment d'autres incidents comme les inondations, les glissements de terrain et même les éruptions volcaniques imminentes. Nous ne voulions pas nous contenter d'un simple reportage sur l'incident. Nous souhaitons savoir ce qui était arrivé aux personnes touchées par les catastrophes et ce que faisaient les gouvernements, aussi bien au niveau local que central, pour atténuer ces catastrophes.

Pourquoi avez-vous instauré une section sur la réduction des risques de catastrophe ?

La section spéciale sur la réduction des risques de catastrophe a suivi la section consacrée au tsunami à Aceh et Sumatra. La reconstruction et la réhabilitation après le tsunami ont posé de nombreux problèmes sociaux qu'il fallait exposer. Au bout de deux ans, nous avons décidé de la poursuivre en nous concentrant davantage sur la prévention des risques et la gestion des catastrophes, et nous avons donc couvert d'autres parties du pays.

Quel est votre public ?

Notre public se compose d'abonnés et de lecteurs de Tempo, un large éventail de personnes allant des fonctionnaires gouvernementaux et des diplomates aux cadres du secteur privé, aux universitaires et aux étudiants. Il est également lu par les abonnés chez nos voisins à Singapour, en Malaisie et en Australie.

Combien de journalistes travaillent sur cette section ? Combien cela coûte-t-il ?

Nous confions les reportages à nos correspondants et freelancers. Si c'est nous qui suggérons une idée de reportage, le journaliste est payé l'équivalent de 50 dollars US par reportage. Si l'idée vient du journaliste lui-même, nous lui payons 75 dollars US par reportage. En moyenne, nous produisons trois reportages principaux.

Comment choisissez-vous vos sujets ?

S'agit-il d'un article d'investigation ? D'un article d'opinion ?

Nous recherchons en général des ONG travaillant sur le terrain dans ce domaine et nous les consultons pour savoir ce qu'il y a de nouveau, ce qu'il faut porter à l'attention du public. Il arrive que nous ayons un article d'investigation sur trois pages, mais, en général, les infos ordinaires occupent deux pages. Nous n'avons pas d'article d'opinion, mais nous publions parfois une colonne préparée par un tiers.

Quelles sont les réactions jusqu'à présent, sur l'ensemble de votre réseau et à l'extérieur ?

Nous avons reçu des commentaires positifs parce qu'aucun autre magazine ne produit une section aussi spécialisée et ciblée. Nous pensons que notre magazine est probablement utilisé dans des présentations, en particulier dans les écoles. Une fois, une université nous a demandé l'autorisation de reproduire une édition qui présentait une carte des points sensibles passés et présents.

Quels sont les principaux problèmes que vous rencontrez lorsque vous couvrez ce type de reportage ?

Ce sont les mêmes problèmes que pour un reportage ordinaire : aller au cœur du reportage, atteindre les personnes réticentes à concéder un entretien, en particulier les fonctionnaires gouvernementaux. Il nous faut tout cela pour équilibrer le reportage. Pendant les catastrophes, il est généralement difficile d'accéder au site. Nous avons parfois du mal à faire comprendre aux journalistes la portée du reportage afin d'obtenir une image complète, surtout chez les jeunes journalistes qui manquent d'expérience. Nous estimons qu'une formation ponctuelle sur la couverture de la prévention des risques et la gestion des catastrophes est nécessaire pour certains journalistes en dehors du courant dominant, afin qu'ils puissent reconnaître un bon reportage et le rédiger.

Avez-vous ressenti une quelconque résistance au sein de votre entreprise ?

Oui, ce sujet n'était pas considéré comme capable de susciter l'intérêt des lecteurs.

Il a fallu que j'aie cherché des financements à l'extérieur pour que cela soit possible.

Avez-vous noté un changement en matière de perception politique des catastrophes dans votre pays ?

L'augmentation de la couverture médiatique générale consacrée au changement climatique sensibilise davantage les personnes aux catastrophes en Indonésie et à la nécessité d'atténuer les risques. Ce sont les ONG qui dirigent le mouvement vers cette sensibilisation, mais les gouvernements locaux affectés demandent aux pays donateurs et aux organisations internationales de les aider avec les programmes.



La RRC à la télé

RPN9 Television – Le canal 9 de Radio Philippines consacre chaque jour dans ses bulletins un reportage sur la réduction des risques de catastrophe.

« Nous voulons contribuer à changer la façon dont les catastrophes sont perçues. Même si la réaction et la prévention sont importantes, ce qui compte vraiment c'est d'atténuer les risques de catastrophe. À la TV, cela peut sembler complètement en décalage avec l'actualité. Nous sommes probablement le seul réseau à parler des inondations et des typhons les jours de beau temps, mais nous avons épousé une cause plus vaste, une vision stratégique. Cela nous aide à marginaliser ce qui nous a troublés. Cela nous donne une raison de garder l'antenne et de trouver un sens à notre existence ».

Orlando Mercado, PDG de Radio Philippines Network

Tsunami de l'océan Indien en 2004

Les tsunamis ne sont pas spécialement rares, mais ils ne sont pas souvent aussi destructeurs que celui qui s'est produit dans l'océan Indien en 2004. Il s'agit du tsunami le plus dévastateur enregistré jusqu'en 2010, avec plus de 230 000 victimes.



Le tsunami de l'océan Indien

Le 26 décembre 2004, un séisme de 9-9,3 sur l'échelle de Richter s'est produit dans l'océan Indien, au large des côtes du nord de Sumatra, en Indonésie, provoquant un tsunami dont les vagues ont atteint plus de trente mètres de hauteur. Le séisme et le tsunami ont provoqué la mort de 230 000 à 310 000 personnes dans une douzaine de pays, les pays les plus touchés étant le Sri Lanka, le sud de l'Inde, la Thaïlande, l'Indonésie, la Somalie, le Myanmar, la Malaisie et les Maldives. Parmi les victimes, figurent au moins 9 000 touristes étrangers et expatriés en provenance de 39 pays. La Suède a été le pays européen le plus touché avec 500 ressortissants morts ou disparus. Le tsunami a rappelé de façon dramatique que l'impact d'une catastrophe est rarement limité à sa principale localisation.

Pourquoi tant de personnes ont-elles été touchées ?

Il n'existait pas de système d'alerte rapide.

À l'occasion du tsunami du 26 décembre 2004, le monde entier a découvert avec stupeur que si des systèmes d'alerte rapide avaient été mis en place dans la région, des milliers de vies auraient pu être sauvées. Si le Centre d'alerte des tsunamis dans le Pacifique a été créé en 1949, il a fallu attendre 2005 pour que des mesures d'alerte soient mises en place dans l'océan Indien.

Comment prévenir ou limiter une telle catastrophe à l'avenir ?

Un aménagement approprié du littoral peut réduire les risques.

Près de trois milliards de personnes, soit près de la moitié de la population mondiale, vivent dans des zones côtières, souvent exposées aux aléas naturels, en particulier les cyclones tropicaux, les inondations et les tsunamis. Pour nombre de personnes, la mer constitue une source de revenus, comme c'est le cas pour les habitants des villages de pêcheurs construits sur les rivages. Les gouvernements et les autorités locales doivent définir un aménagement du territoire à long terme pour réduire les risques de catastrophe.

La sensibilisation et l'éducation des populations sont essentielles pour protéger les personnes et les biens.

En Thaïlande, plus de 1 800 vies ont été sauvées grâce à un chef de tribu qui a reconnu le danger imminent en voyant la mer se retirer et a décidé d'évacuer la population vers les collines. Une centaine de touristes doivent leur vie à une fillette britannique de 10 ans qui les a enjointes de courir en lieu sûr quelques instants avant que le tsunami n'engloutisse la plage. La fillette avait reconnu les signes annonçant un tsunami qu'elle avait appris en cours de géographie. Le tsunami a mis en évidence les risques encourus par d'autres régions en raison de l'absence de systèmes d'alerte, comme les Caraïbes et les pays situés le long des côtes méditerranéennes.

La conception et le respect de codes de construction appropriés peuvent réduire l'exposition aux risques.

La construction de logements et d'hôtels dans les zones côtières vulnérables de l'océan Indien a causé la mort de milliers de personnes emportées par l'immense tsunami alors qu'elles se trouvaient sur la plage ou dormaient dans leur hôtel. La réglementation de la construction de nouveaux bâtiments à proximité du littoral et la conception de bâtiments à plusieurs étages offrant un refuge dans les étages supérieurs sont des exemples de mesures qui pourraient se traduire par moins de pertes en vies humaines en cas de futur tsunami.

Les pays pourraient travailler de concert à la prévention des catastrophes comme lorsqu'elles surviennent.

De nombreux pays de l'océan Indien ont rapidement apporté leur aide aux pays voisins touchés par le tsunami. Mais les pays peuvent également coopérer avant la survenue des catastrophes, sur les systèmes régionaux d'alerte rapide, par exemple, les programmes de préparation et d'intervention, sans oublier le développement des systèmes nécessaires à l'échelon national et local.

La réduction des risques dépend de l'étroite interaction entre la communauté scientifique et technique, les autorités publiques et les organisations communautaires.

La catastrophe a démontré l'importance d'une forte interaction et d'une bonne communication entre acteurs techniques et politiques. Il est indispensable de renforcer les relations entre les institutions scientifiques et techniques, les autorités nationales et locales, et les dirigeants des collectivités, pour élargir les connaissances et prendre les mesures qui permettront d'éviter à l'avenir les pertes humaines, économiques et sociales dues aux catastrophes.

Volcan Pinatubo, Philippines (1991)

Après plus de 500 ans de sommeil, le volcan Pinatubo, sur l'île de Luçon, aux Philippines, s'est réveillé en juin 1991, produisant l'une des plus importantes et plus violentes éruptions du XXe siècle. L'éruption du Pinatubo a été dix fois plus importante que celle du Mont Saint Helens, causant la mort de plus de 700 personnes et faisant plus de 200 000 sans-abri.



Au plus fort de l'éruption, les cendres ont atteint une altitude de 30 km. Le nuage de cendres couvrait une superficie de près de 125 000 km², plongeant dans l'obscurité une grande partie de l'île de Luçon. Les dépôts de cendres volcaniques et les lahars ont détruit toute vie autour du volcan. Des milliers de maisons ont été détruites par l'éruption.

Pourquoi tant de personnes ont-elles été touchées ?

En mars, une succession de tremblements de terre au nord-ouest du volcan ont donné l'alerte, les scientifiques ont donc commencé à surveiller le Pinatubo. Les habitants ont commencé à quitter la zone de leur propre chef. En avril, les autorités ont évacué les habitants vivant dans une zone de 10 km autour du volcan et, dès le début des éruptions, en juin, elles ont évacué une zone de 40 km. Dans les 30 km autour du volcan, 60 000 personnes ont été évacuées. La plupart des décès sont dus à l'effondrement des toits. Le volcan a émis 10 milliards de tonnes de matières et recouvert de cendres une surface de près de 125 000 km². Le poids des cendres a été alourdi par les fortes précipitations d'un typhon qui a frappé l'île pendant l'éruption, tuant des centaines de personnes. Des centaines de blessés sont également décédés faute de soins médicaux, les hôpitaux ayant été détruits.

Comment prévenir ou limiter une telle catastrophe à l'avenir ?

Les systèmes de surveillance et d'alerte rapide ont sauvé de nombreuses vies.

L'Institut philippin de volcanologie et de sismologie a publié une série d'avertissements annonçant la possibilité d'une éruption importante deux semaines avant qu'elle ne se produise. Ces mises en garde et une surveillance permanente ont permis d'organiser l'évacuation de plus de 250 000 personnes. Disposer d'un système de surveillance pour observer l'évolution du volcan est essentiel pour prédire les éruptions et procéder à des évacuations en temps utile. La prévention des catastrophes volcaniques montre l'importance d'une forte interaction et d'une bonne communication entre les institutions

scientifiques et techniques, les autorités nationales et locales, et les chefs des collectivités. La sensibilisation de la population et l'éducation sont également fondamentales. Les personnes vivant à proximité d'un volcan doivent être conscientes des risques qu'elles encourrent, savoir comment réagir aux messages d'alerte rapide et évacuer la zone à temps.

Les cartes des aléas sont essentielles pour identifier les risques et la vulnérabilité.

Pour alerter et évacuer rapidement les personnes menacées, il est crucial de connaître les zones potentiellement dangereuses et d'identifier les populations vulnérables. L'aménagement du territoire peut réduire l'impact d'une éruption. Les dangers liés aux volcans sont considérablement réduits si la présence des infrastructures est limitée dans les zones dangereuses. Les sols volcaniques étant très fertiles, il est irréaliste d'empêcher les gens de s'installer sur les pentes, mais si cette installation est inévitable, les habitants doivent être prêts à évacuer les lieux.

La sensibilisation à certains risques de catastrophe et une construction qui tient compte de ces risques peut en réduire les conséquences.

De nombreuses personnes sont mortes dans l'effondrement des toits sous le poids de la cendre humide. Des matériaux de construction résistants peuvent éviter ce problème.

Les établissements de santé et les hôpitaux sont des infrastructures essentielles qui doivent être protégées contre les catastrophes, et tous les efforts doivent être déployés pour qu'ils soient accessibles.

Les dommages aux installations sanitaires dans la région du volcan ont causé des pertes importantes, de nombreuses personnes n'ayant pu recevoir de soins. Les télécommunications et les médias ont un rôle crucial dans la réduction des risques de catastrophe. Les installations téléphoniques, les communications mobiles, la télévision, la radio, les services d'information et Internet constituent des outils essentiels pour diffuser l'alerte et informer les personnes des risques et des vulnérabilités.

Ouragan Katrina, États-Unis (2005)

L'ouragan Katrina a frappé les côtes du Golfe du Mexique le 29 août 2005, tuant plus de 1 800 personnes, détruisant plus de 215 000 logements et provoquant 130 milliards de dollars US de dégâts. L'onde de tempête a exercé de terribles contraintes sur les digues protégeant la Nouvelle-Orléans et inondé 75 pour cent de la ville historique où les digues anciennes et insuffisantes ont cédé dans les heures qui ont suivi l'arrivée de l'ouragan sur les côtes.



L'ouragan Katrina

Pourquoi tant de personnes ont-elles été touchées ?

Malgré les ordres d'évacuation obligatoire et volontaire délivrés avant le passage de Katrina, et si 80 pour cent des 1,3 millions d'habitants de la Nouvelle-Orléans sont parvenus à quitter la ville, de nombreuses personnes sont restées exposées aux dangers en raison de l'arrêt des transports publics. Les maisons de retraite n'ont pu évacuer leurs résidents.

Comment prévenir ou limiter une telle catastrophe à l'avenir ?

Les alertes ne sont efficaces que si les gens savent comment réagir.

En dépit des avertissements et de l'ordre d'évacuation de la ville, nombreux sont ceux qui ont refusé ou n'ont pas été en mesure de partir. Certains n'ont pas compris la gravité de la situation, d'autres ne disposaient pas des moyens matériels ou financiers nécessaires. Nombre d'habitants redoutaient également les pillages. Les autorités locales doivent assurer la sécurité des citoyens.

La sensibilisation de la population et l'éducation sont essentielles pour protéger les personnes et leurs biens lors des catastrophes.

Les gens doivent être préparés par des exercices réguliers d'évacuation et de réaction aux messages d'alerte rapide. Des abris doivent être désignés et des transports mis à la disposition de la population pour évacuer la zone avant l'arrivée d'un cyclone. La préparation peut sauver des vies et permettre d'évacuer les groupes les plus vulnérables : enfants, femmes enceintes, personnes âgées et handicapées.

Un investissement dans la réduction des risques de catastrophe aurait permis de sauver des vies et d'économiser des ressources.

Si le gouvernement local avait investi dans la modernisation des digues et une meilleure protection contre les inondations, les pertes économiques auraient été moindres et des vies auraient été sauvées. Dans un rapport de juin 2006 sur la

catastrophe, le Corps des ingénieurs de l'armée des États-Unis (qui a construit les digues) admet que des erreurs de conception, une construction de mauvaise qualité et incomplète ont contribué aux dégâts causés par l'ouragan Katrina. Un rapport publié par la Société américaine des ingénieurs civils en juin 2007 reconnaît que les deux tiers de l'inondation de la ville auraient pu être évités si les digues avaient tenu.

L'ouragan Katrina a montré la nécessité d'une meilleure interaction entre acteurs techniques et politiques.

Les scientifiques avaient prévenu du risque d'effondrement des protections et des digues, mais ils n'avaient pas été entendus. La réduction des risques dépend de l'étroite interaction entre la communauté scientifique et technique, les autorités publiques et les organisations communautaires. La gestion des conséquences de l'ouragan a également révélé un manque de coordination entre les autorités fédérales, étatiques et municipales.

Écoles, hôpitaux, ponts, aéroports et routes doivent fonctionner pendant et après les catastrophes.

Hôpitaux, écoles et autres infrastructures essentielles ont été inondées et ne fonctionnaient toujours pas des mois après la catastrophe. La plupart des routes principales, dans et hors de la ville, ont été endommagées.

Les catastrophes ont des conséquences à long terme sur la vie des gens.

Après l'ouragan, de nombreuses personnes ont été déplacées et ne sont jamais revenues. Katrina a déplacé plus d'un million de personnes du centre de la côte du Golfe du Mexique vers d'autres régions des États-Unis. À la fin du mois de janvier 2006, la Nouvelle-Orléans comptait 200 000 habitants, soit moins de la moitié de la population d'avant l'ouragan.

Le rôle des médias a été crucial durant l'ouragan Katrina, les journalistes se sont impliqués dans la gestion de la crise.

Les installations téléphoniques étant saturées ou détruites, les journalistes et les chaînes de radio et de télévision étaient parfois le seul lien entre les réfugiés bloqués et les autorités. Le Times-Picayune, journal local, avait perdu ses presses mais a poursuivi son travail sur son site Internet, devenu un lien vital pour les opérations de secours. Les médias ont également joué un rôle majeur dans les premières alertes puis dans l'analyse des causes de la catastrophe.

Séisme de 2005 au Cachemire, Pakistan

Le séisme de 2005 au Cachemire (ou séisme en Asie du Sud) est un tremblement de terre très important dont l'épicentre se trouvait au Cachemire sous administration pakistanaise et dans la Province-Frontière du Nord-Ouest (Khyber Pakhtunkhwa). Il a également touché plusieurs régions de l'Inde.



Photo ONU Evan Schneider Mansehra, Pakistan

Le séisme s'est produit à 08 h 52 heure locale du Pakistan, le 8 octobre 2005, et a atteint une magnitude de 7,6 sur l'échelle de Richter, son intensité égalant celle du tremblement de terre de San Francisco, en 1906, et celle du séisme du Gujarat, en 2001. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), le bilan s'est élevé à 73 338 morts, 128 309 blessés, plus de 3,5 millions de sinistrés, et le séisme a causé des dommages pour un montant de 5,2 milliards de dollars US.

Pourquoi tant de personnes ont-elles été touchées ?

Le Pakistan a enregistré la plupart des pertes, et presque toutes les victimes ont péri dans l'effondrement de bâtiments. Le séisme a détruit plus de 7 500 écoles. On estime que plus de 17 000 enfants sont morts dans l'effondrement de leur école et, comme le séisme s'est produit durant le Ramadan, nombreux sont ceux qui ont été surpris durant la sieste suivant le repas précédant l'aube et n'ont pu être prévenus. De nombreux hôpitaux ont aussi été détruits et des personnes sont décédées faute de soins. Le tremblement de terre a déclenché des glissements de terrain, ensevelissements et destruction de routes dans de nombreuses zones de la Province-Frontière du Nord-Ouest et du Cachemire sous administration pakistanaise. Nombre de routes principales étaient bloquées en plusieurs points, entravant l'accès et retardant les secours.

Comment prévenir ou limiter une telle catastrophe à l'avenir ?

La conception et le respect de codes de construction appropriés peuvent réduire l'exposition aux risques.

L'existence d'un aménagement du territoire et l'application de règles de construction auraient prévenu l'effondrement de nombreux bâtiments et sauvé des vies. Une expertise des bâtiments endommagés à Muzaffarabad et dans la zone alentour, réalisée par le Centre de génie parasismique de l'université d'ingénierie et de technologie de Peshawar, a montré qu'environ 60 pour cent des bâtiments des zones urbaines n'étaient pas renforcés au moyen de blocs de béton massif. L'effondrement de plus de 70 pour cent de ces bâtiments a causé la plupart des décès et des blessures.

Un plan de gestion des catastrophes mis en place avant leur survenue peut sauver des vies.

Tous les pays à risque devraient mettre en place un système de gestion des catastrophes et y consacrer des ressources. Depuis le séisme de 2005, le Pakistan a créé une Agence nationale de gestion des catastrophes qui entreprend un certain nombre d'activités en vue de mieux préparer les populations vulnérables aux risques sismiques. Le séisme a frappé de nombreuses régions montagneuses reculées, difficiles à atteindre. Le terrain accidenté et l'altitude ont compliqué les opérations de sauvetage. La cartographie des risques sismiques doit être intégrée à l'aménagement du territoire qui doit imposer des règlements appropriés.

Écoles, hôpitaux et infrastructures essentielles telles que les ponts et les routes doivent être protégés dans les zones exposées aux séismes.

Assurer le maintien des services de base : santé, éducation, transports, assainissement et énergie, est primordial après une catastrophe. L'éducation peut sauver des vies. Nombre d'enfants auraient pu être sauvés s'ils avaient reçu un enseignement sur les tremblements de terre. Il existe en effet des gestes permettant de sauver des vies : évacuation, protections sous une table (plonger et se couvrir), etc.

Les bâtiments historiques et le patrimoine doivent être mieux protégés contre les séismes.

Dans le Cachemire indien, le grand minaret de la mosquée Hazratbal, contenant une relique du prophète Mahomet, a été endommagé. Le fort de Moti Mahal, vieux de 200 ans, dans le district de Punch, au Cachemire, s'est effondré.

Il est préférable d'investir dans la prévention des catastrophes avant qu'elles ne se produisent.

La Banque asiatique de développement (BAD) et la Banque mondiale ont estimé que le Pakistan aurait besoin d'environ 5,2 milliards de dollars US pour mettre en œuvre une stratégie de secours, de relèvement et de reconstruction, selon une évaluation préliminaire des dommages et des besoins réalisée en novembre 2005.

Avalanches

Chaque année, dans le monde, des milliers d'avalanches font en moyenne 500 victimes.



Les pays alpins sont les plus exposés aux avalanches. Ces dix dernières années, la France est le pays qui a enregistré le plus de décès dus aux avalanches, suivie par l'Autriche (18 pour cent), les États-Unis (17 pour cent), la Suisse (16 pour cent), l'Italie (12 pour cent), le Canada (9 pour cent), l'Espagne (3 pour cent), et l'Allemagne et la Norvège (2 pour cent). Les avalanches ne peuvent pas toujours être prédites mais elles sont liées aux conditions météorologiques qui, elles, peuvent être prévues. Aujourd'hui, la plupart des accidents se produisent lorsque les gens ignorent les avertissements. Environ 95 pour cent des accidents sont dus à des glissements de plaques et impliquent des skieurs hors piste.

Description générale

Une avalanche se produit lorsqu'une masse de neige se détache et dévale un versant de montagne. Ces masses peuvent atteindre une vitesse de 130 km/heure en cinq secondes. En hiver, il y a risque d'avalanche lorsque la pente est inclinée d'au moins 22°, et si la hauteur des nouvelles chutes de neige dépasse 75 centimètres (90 pour cent des avalanches se produisent lors de tempêtes de neige). Les avalanches en aérosol de neige poudreuse provoquent une onde assez puissante pour dévaster des forêts et détruire des bâtiments, et des tourbillons au sein de ces avalanches peuvent atteindre une vitesse de 300 km/heure. Les avalanches de neige humide peuvent transporter des arbres déracinés et des rochers, ce qui accroît leur potentiel de destruction. Il a été calculé qu'une avalanche de 2,5 millions de tonnes dans les Alpes italiennes a généré une énergie de 300 millions de chevaux.

Facteurs de risque

Un changement rapide de l'un des facteurs de risque (conditions météorologiques, manteau neigeux et terrain) peut déclencher une avalanche et créer les conditions d'un risque d'avalanche faible, limité, marqué ou fort. Le changement climatique sera un facteur de risque supplémentaire à l'avenir, toute variation de température pouvant déclencher une avalanche. Les facteurs de risque augmentent avec la multiplication des personnes pratiquant les sports d'hiver et la construction de stations de ski dans des lieux à risque.

Zones vulnérables

Établissements humains dans des zones exposées aux avalanches ; villages de montagne dépourvus de systèmes d'alerte rapide ; établissements humains sans couvert forestier ; pratiquants de sports d'hiver et touristes non éduqués au risque d'avalanche.

Mesures de prévention

- Pas de construction de logements, routes ni infrastructures essentielles (stations de sports d'hiver, hôtels, écoles, hôpitaux, etc.) dans des zones exposées aux avalanches.
- Système d'alerte rapide relié à un service national d'alerte permettant de recevoir des informations actualisées sur la situation générale du risque d'avalanche.
- Information sur l'impact et les risques des avalanches pour les bureaux d'information touristique.
- Étude, planification et exécution de mesures techniques appropriées, si nécessaire.
- Plantation d'arbres ; les zones boisées constituent une protection contre le départ d'avalanches.
- Codes de construction et matériaux appropriés pour renforcer la résilience.
- Renforcer la sensibilisation, l'éducation et la formation, informer les résidents, touristes et pratiquants de sports d'hiver sur les gestes à adopter avant, pendant et après une avalanche.

Liens utiles

- Avalanche Center – www.avalanche-center.org/News
- Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) – www.em-dat.net
- Ifyouiski.com – www.ifyouiski.com/Avalanche/Types
- Site Internet sur les catastrophes naturelles – www.naturaldisasters.ednet.ns.ca/avalanche.html
- Centre américain de données sur la neige et la glace – sidc.org/snow/avalanche
- Plate-forme Oracle ThinkQuest: catastrophes naturelles – <http://library.thinkquest.org/03oct/00477/NatDisasterPages>
- Institut fédéral suisse pour l'étude de la neige et des avalanches – www.slf.ch/francais_FR

Sécheresses

La sécheresse est un aléa naturel lié aux conditions météorologiques, pouvant affecter de vastes régions durant des mois ou des années. Elle peut avoir un impact important sur l'économie d'une région ou d'un pays, en particulier sur la production agricole.



Depuis 1980, la sécheresse a causé la mort de plus de 558 000 personnes et plus de 1,6 million ont souffert de ses effets. La croissance démographique, la dégradation de l'environnement et la pression du développement devraient accroître la vulnérabilité à la sécheresse.

Description générale

La sécheresse est l'état correspondant à une période prolongée de précipitations inférieures à la normale. Si les critères de « normalité » varient d'une région à l'autre, la sécheresse existe dans presque toutes les régions climatiques de la planète. Les effets de la sécheresse varient considérablement selon les besoins agricoles, urbains et environnementaux en eau. Il existe quatre types de sécheresse :

- **Météorologique** : mesure des précipitations par rapport à la normale. En raison des différences climatiques, ce qui est considéré comme une sécheresse dans une région peut ne pas l'être dans une autre.
- **Agricole** : situation où la quantité d'humidité dans le sol ne suffit plus aux besoins d'une culture particulière.
- **Hydrologique** : lorsque les réserves d'eau superficielles et souterraines sont inférieures à la normale.
- **Socio-économique** : situation dans laquelle la pénurie d'eau commence à affecter la population.

Facteurs de risque

Les risques de sécheresse ne sont pas seulement liés à des précipitations faibles ou irrégulières, mais aussi à la pauvreté et à la vulnérabilité en milieu rural, à une mauvaise gestion de l'eau et des sols, à une gouvernance faible ou inefficace et au changement climatique. Le changement climatique contribuera à une réduction des précipitations et, par conséquent, à une désertification.

Zones vulnérables

Dans son rapport, *Changements climatiques 2007 : Impacts, adaptation et vulnérabilité*, le GIEC confirme que l'atmosphère se réchauffe, tendance qui aura un impact sur la fréquence et la gravité de certains aléas naturels tels que la sécheresse. Au Sahel, par exemple, des conditions météorologiques plus chaudes et plus sèches sont à l'origine d'une réduction de la durée de la saison de pousse, avec des effets négatifs sur les récoltes. En Afrique australe, les saisons sèches plus longues et les précipitations plus incertaines exigent des mesures d'adaptation (GIEC). Les familles rurales pauvres,

vivant d'une agriculture pluviale de subsistance, sont les groupes sociaux les plus exposés et vulnérables à la sécheresse. La sécheresse est rarement seule responsable de conflits, mais elle peut contribuer à leur survenue en augmentant la concurrence pour des ressources rares et en exacerbant des tensions interethniques habituellement provoquées par les déplacements ou les migrations.

Mesures de prévention

L'exposition à la sécheresse varie selon les régions et les périodes, et peu, sinon rien, ne permet de prévenir leur apparition. Il est toutefois extrêmement important pour les scientifiques de comprendre et de communiquer la probabilité d'épisodes de sécheresses de différents niveaux d'intensité et durées. Le cadre de prévention de la sécheresse s'articule autour de quatre domaines principaux :

- Politique et gouvernance en tant qu'élément essentiel de gestion des risques de sécheresse et engagement politique.
- Identification des risques de sécheresse, évaluation de l'impact et alerte rapide, comprenant la surveillance et l'analyse des risques, l'analyse de la vulnérabilité et des capacités, l'évaluation des impacts potentiels, et la conception de systèmes d'alerte rapide et de communication.
- Sensibilisation à la sécheresse et gestion des connaissances pour créer une culture de la prévention et des collectivités résilientes.
- Mesures efficaces d'atténuation et de préparation pour passer des politiques à la pratique afin de réduire les effets négatifs potentiels de la sécheresse.

Tous ces éléments exigent un engagement politique fort, la participation des collectivités, et la prise en compte des réalités locales et des savoirs autochtones.

Mesure de la sécheresse

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a récemment adopté l'indice normalisé des précipitations (INP) comme norme internationale de mesure de la sécheresse météorologique. L'INP est un indice pratique, flexible et facile à calculer, fondé sur les données pluviométriques, permettant d'identifier des périodes ou des cycles humides et secs.

Liens utiles

- Rapport d'évaluation mondial – www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/2011
- Centre américain de lutte contre la sécheresse – <http://drought.unl.edu>
- Centre d'information sur la sécheresse de l'Administration nord-américaine chargée de l'étude de l'océan et de l'atmosphère – www.drought.noaa.gov
- Surveillance de la sécheresse aux États-Unis – www.drought.unl.edu/dm/monitor.html

Séismes

Les séismes sont les aléas naturels qui provoquent le plus de décès. Selon le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), entre 1988 et 2007, plus de 495 000 personnes ont perdu la vie lors de tremblements de terre et près de 3 milliards de personnes vivent dans des régions exposées aux séismes.



Photo 2 ONU Evan Schneider commune de Yingxiu, en Chine, 24 mai 2008

Les géophysiciens peuvent définir les endroits où des séismes se produiront, mais personne ne peut prédire quand ils surviendront ni leur intensité.

Description générale

La lithosphère est constituée de 15 plaques tectoniques en déplacement, pouvant provoquer un séisme. Environ 90 pour cent des séismes les plus destructeurs sont d'origine tectonique, 3 pour cent d'origine volcanique et 7 pour cent sont provoqués par un effondrement souterrain. Les sismologues enregistrent plus de 30 000 secousses par an, dont la plupart sont de faible magnitude. Quelques violents tremblements de terre se produisent dans des régions non peuplées ou habitées par des communautés bien préparées et ne provoquent que peu de dommages.

Facteurs de risque

Plusieurs facteurs aggravent les risques sismiques :

- **Densité de population** : le risque sismique augmente proportionnellement au nombre d'habitants vivant dans une région exposée. Huit des dix villes les plus peuplées du monde sont exposées aux séismes et situées dans des pays en développement. La plupart des séismes se produisent dans les pays bordant le Pacifique, essentiellement en Asie où vivent les deux tiers de la population mondiale.
- **Bâtiments mal construits et mal conçus** : des bâtiments mal conçus et mal construits qui ne peuvent résister à la force des secousses sismiques risquent davantage de s'effondrer sur leurs occupants et de les tuer.
- **Pauvreté** : les gens sont contraints de s'entasser dans des zones dangereuses et des logements insalubres. Les séismes frappent davantage les pauvres que les riches parce que l'éducation et des normes rigoureuses de construction sauvent des vies, tandis que l'ignorance et la corruption peuvent en coûter.

Zones vulnérables

Centres urbains situés dans des zones sismiques, populations vivant dans des bâtiments anciens mal conçus avec un taux d'occupation élevé dans des zones exposées aux séismes.

Mesures de prévention

- Intégrer le risque sismique dans l'aménagement du territoire et les stratégies de développement urbain dans les zones exposées aux séismes.
- S'assurer de l'application des codes de construction pour les infrastructures sensibles à haute fréquentation et à taux d'occupation élevé (hôpitaux, écoles, logements, usines) dans les zones sismiques afin de prévenir les effondrements et d'assurer le maintien des services de base (soins médicaux, éducation, transports, assainissement, eau, énergie, etc.) après un séisme.
- Disposer d'un système d'alerte coupant au moins l'alimentation principale en gaz et en électricité pour réduire les risques d'incendie. En 1995, à Kobe, au Japon, de nombreuses personnes ont perdu la vie dans des incendies provoqués par le séisme.
- Améliorer l'éducation et la sensibilisation par des programmes de formation et de préparation sur l'importance de la sécurité des bâtiments dans les centres éducatifs et les lieux de travail.

Échelle de Richter

Le système de classification utilisé pour mesurer la magnitude d'un séisme est appelé échelle de Richter. Développé par Charles Richter en 1935, ce système mesure l'énergie libérée au foyer d'un séisme. Un autre système de classification, l'échelle d'intensité de Mercalli modifiée, mesure l'intensité d'un séisme. La magnitude d'un séisme est la mesure des vibrations du tremblement de terre. L'intensité d'un séisme est la mesure des effets d'un tremblement de terre dans un endroit donné.

Graduation de l'échelle de Richter

<3.5	Généralement non ressenti mais détecté ou enregistré
3.5-5.5	Souvent ressenti mais causant rarement des dommages
<6.0	Peut causer des dommages majeurs à des édifices mal conçus
6.1-6.9	Peut être destructeur dans des zones allant jusqu'à 100 kilomètres à la ronde si elles sont peuplées
7.0-7.9	Peut être destructeur dans des zones plus vastes
>8.0	Peut causer des dommages sérieux dans des zones à des centaines de kilomètres de l'épicentre
>9.0	Dévaste des zones de plusieurs milliers de kilomètres à la ronde

(Source : Service géologique des États-Unis)

Liens utiles

- Initiative séismes et mégapole – www.emi-megacities.org/home
- Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) – www.em-dat.net
- PreventionWeb – www.preventionweb.net/english/hazards/earthquake
- Service géologique des États-Unis, Programme séismes – <http://hearthquake.usgs.gov/learn/faq>

Inondations

Les inondations sont les aléas naturels qui affectent le plus grand nombre de personnes. Dans la dernière décennie du XXe siècle, près de 1,5 milliard de personnes ont été affectées par les inondations. Dans le monde, près de 200 millions de personnes vivent dans des zones côtières exposées aux inondations.



Description générale

Les inondations sont généralement provoquées par de fortes précipitations excédant la capacité d'absorption du sol et d'écoulement des cours d'eau, et érodant les côtes. Les inondations peuvent être provoquées par des orages, des tornades, les cyclones tropicaux, la mousson, la fonte des neiges et la rupture de digues ou de barrages. Les inondations les plus courantes sont dues aux crues rapides, nivales, des cours d'eau et aux crues côtières. Les inondations rapides, soudaines, en particulier la nuit, sont les plus dangereuses.

Facteurs de risque

Croissance démographique rapide, urbanisation rapide, dégradation de l'environnement (perte des forêts et des barrières naturelles aux inondations), et changement climatique accroîtront l'exposition aux inondations. La fonte des glaciers et l'élévation du niveau des océans provoqueront des inondations dans des zones qui étaient jusqu'à présent à l'abri.

Zones vulnérables

Les pays en développement sont les plus vulnérables et si l'Asie demeure le continent le plus touché par les inondations, plusieurs pays d'Afrique et d'Amérique latine sont aussi gravement affectés. En 2008, les inondations ont affecté 40 millions de personnes en Chine et 20 millions en Inde. Les pays riches ne sont pas non plus à l'abri des inondations. En 2002, en Europe, elles ont coûté la vie à plus de 100 personnes et les crues rapides ont causé en Grande-Bretagne plus de 2 milliards de dollars US de dommages. Les personnes démunies, dépourvues de moyens de s'adapter, sont souvent contraintes de vivre dans des lieux très exposés : pentes, plaines inondables, ravins, ou dans les zones très peuplées, de basse altitude, des mégapoles.

Mesures de prévention

- Intégrer l'évaluation des risques d'inondation aux stratégies d'urbanisme ; éviter de construire sur des terrains inondables ; développer des codes de construction renforçant la résistance aux inondations ; et créer plus d'espace pour les cours d'eau, les plaines inondables et les zones humides.
- Veiller à la santé des récifs côtiers et des plantations de mangrove qui peuvent réduire la vitesse et la force des vagues, ainsi que la violence du vent lors des ondes de tempête.

- Maintenir des systèmes d'alerte rapide renforcés par des exercices réguliers et des simulations d'évacuation.
- Disposer d'un plan d'évacuation pour les personnes vulnérables, notamment les personnes âgées, handicapées et les jeunes enfants.
- Développer les mécanismes financiers et d'assurance pour protéger les biens et les moyens de subsistance, souvent détruits par les inondations.

Liens utiles

- Association des gestionnaires étatiques des plaines inondables – www.floods.org
- Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED) – www.cred.be
- Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) – www.em-dat.net
- Code d'identification mondial – www.glidenumber.net
- ONU/SIPC Principes directeurs pour la réduction des pertes dues aux inondations – www.unisdr.org/eng/library/isdr-publication/flood-guidelines/isdr-publication-floods.htm

Ouragans, cyclones et typhons

Les ouragans, les cyclones et les typhons affectent chaque année des millions de personnes et en raison du changement climatique, ils pourraient devenir plus violents et plus fréquents.



Les ouragans sont généralement plus destructeurs que les inondations et provoquent des dégâts catastrophiques car les zones les plus touchées, les côtes et quelques centaines de kilomètre dans les terres, sont souvent très peuplées. Les ouragans Mitch et Katrina font partie des pires ouragans atlantiques de l'histoire. Mitch a coûté la vie à 11 000 personnes en 1998 et provoqués d'importants dégâts, estimés à plus de 6,5 milliards de dollars US. En 2005, Katrina a fait plus de 1 800 victimes et les dégâts se sont élevés à 130 milliards de dollars US.

Description générale

Cyclones, ouragans et typhons sont trois termes différents pour un même type de catastrophe. Ils sont appelés cyclones dans l'océan Indien et le Pacifique Sud, ouragan dans l'Atlantique Ouest et le Pacifique Est, et typhons dans le Pacifique Ouest. Dans les Caraïbes, la saison des ouragans commence début juin et s'achève fin novembre, les mois les plus dangereux étant août et septembre. Dans le Pacifique Est, la saison commence mi-mai et s'achève en novembre.

Facteurs de risque

Changement climatique, dégradation de l'environnement et croissance urbaine dans les zones côtières aggraveront l'exposition aux ouragans à l'avenir.

Zones vulnérables

Les zones côtières sont les plus exposées aux ouragans. Les ouragans sont généralement suivis de fortes précipitations et d'inondations et, sur les zones côtières peu élevées, d'ondes qui peuvent menacer des dizaines de milliers de personnes vivant en bord de mer. La Chine, le Bangladesh, l'Inde et les Caraïbes sont les zones géographiques les plus touchées par ce type de catastrophe. Les populations vivant à proximité des côtes, dans des logements précaires ou mal construits, sont également les plus vulnérables car les vents violents provoquent des dégâts plus importants aux infrastructures et à ce type de logements (les personnes vivant dans des habitats mobiles dans des zones exposées aux ouragans sont particulièrement vulnérables).

Les ouragans sont classés selon l'échelle de Saffir-Simpson, en fonction des dommages provoqués et des intervalles de vitesse du vent. Certains ouragans peuvent infliger de terribles dégâts même si la vitesse du vent n'est pas très élevée.

Catégories d'intensité

Catégorie	Vitesse du vent (km/h)	Effets
1	119-153	Peu ou pas de dommages aux habitations ; inondations côtières.
2	154-177	Dommages possibles aux toitures, portes et fenêtres des habitations ; dommages importants à la végétation.
3	178-209	Destructions des habitats mobiles ; inondations importantes dans les terres.
4	210-249	Érosion importante sur les plages ; inondations dans les terres ; destruction des toitures.
5	>250	Destruction des toitures et de certaines habitations. Inondations et glissements de terrain ; évacuation de la population.

(Source : Service géologique des États-Unis)

Mesures de prévention

- Disposer d'un système d'alerte rapide pour évacuer la population à temps. Cyclones, ouragans et typhons pouvant être prédits plusieurs jours à l'avance, disposer d'un système d'alerte rapide est le meilleur moyen de protéger la population. Cette technologie ne suffit toutefois pas si des simulations et des exercices d'évacuation ne sont pas régulièrement organisés pour garantir la pleine participation des collectivités et leur réaction immédiate.

- Des mesures structurelles pour atténuer les effets du vent et des inondations ou s'en protéger peuvent réduire les dommages causés par les ouragans.
- L'évaluation des risques d'inondation doit être intégrée aux stratégies d'urbanisme.
- Les gens ne devraient pas construire directement sur la côte où les vagues peuvent provoquer des inondations.
- Des bâtiments à l'épreuve des ouragans sont indispensables pour offrir un abri à la population lors des ouragans.
- Les constructeurs doivent utiliser des matériaux résistants aux inondations : béton, céramique ou brique.
- Des brise-lames, jetées et digues doivent protéger le rivage des vagues de tempête.
- Mangroves, arbres et récifs coralliens doivent être protégés car ils constituent des brise-lames naturels ; les zones humides et les forêts permettent de réduire les inondations, en drainant de grandes quantités d'eau, elles doivent donc aussi être préservées.
- Renforcer la sensibilité de la population, élaborer des plans d'évacuation et organiser des exercices et simulations prenant compte en particulier les jeunes enfants, les personnes âgées et handicapées.
- Intégrer l'éducation sur les ouragans et la protection contre les dommages causés par les ouragans à l'enseignement et aux activités sociales.

Liens utiles

- Laboratoire océanographique et météorologique de l'Atlantique – www.aoml.noaa.gov/hrd/tcfaq/tcfaqHED.html
- BBC, Les armes meurtrières de la nature – <http://news.bbc.co.uk/2/hi/202344.stm>
- Agence fédérale d'intervention en cas de catastrophe (FEMA) – www.fema.gov/hazard/hurricane/hu_about.shtm
- NOAA: Préparation aux ouragans – www.nhc.noaa.gov/HAW2/english/intro.shtml

Glissements de terrain

L'Asie est le continent le plus touché par les glissements de terrain, l'Amérique celui qui subit le plus de pertes en vies humaines, et l'Europe celui qui subit les plus importantes pertes économiques avec une moyenne de 23 millions de dollars US de dommages par glissement de terrain.



Les glissements de terrain peuvent atteindre une vitesse de plus de 50 km/h et peuvent ensevelir, écraser ou emporter des personnes, des objets et des bâtiments. Les glissements de terrain ne peuvent être prédits, mais les personnes vivant dans des zones exposées peuvent être prévenues s'il existe un système d'alerte mesurant la pluviométrie.

Description générale

Il existe cinq principaux types de mouvement de masses de terre : éboulements, basculements, affaissements, glissements, coulées et étalements. Les plus courants sont les éboulements de rochers et les glissements de terre, de même que les coulées de boues et de sédiments, particulièrement destructrices. Les glissements de terrain sous-marins, ou les glissements et éboulements rocheux dans la mer peuvent provoquer des tsunamis. Les glissements de terrain peuvent être déclenchés par des phénomènes géologiques et physiques tels que la fonte d'un glacier ou des neiges, de fortes précipitations et une pression de l'eau dans le sol, des tremblements de terre, éruptions volcaniques et pentes à forte inclinaison. Ils peuvent également être déclenchés par des activités humaines, la plus courante étant la construction sur des pentes instables.

Facteurs de risque

Croissance démographique mondiale, urbanisation rapide et dégradation de l'environnement (déforestation et aménagement inapproprié du territoire), augmentent les risques de glissements de terrain et exposent davantage de personnes à cet aléa. Une densité de population élevée, de fortes précipitations et de rapides changements de destination des terres augmentent l'instabilité des pentes, ce qui rend les populations plus vulnérables aux glissements de terrain.

Zones vulnérables

Les zones urbaines sont les plus vulnérables en raison de l'importante population exposée. Les personnes vivant sur des pentes instables et des terrains escarpés sont particulièrement exposées. Les zones déjà affectées par des glissements de terrain ainsi que les pentes instables, du haut vers le bas, sont aussi plus exposées à cet aléa. Les personnes démunies figurent parmi les groupes les plus vulnérables

aux glissements de terrain car elles sont souvent contraintes, pour des raisons économiques, de vivre dans des zones à haut risques telles que les pentes, les plaines inondables et les ravins, et ont moins de moyens de s'adapter et de réagir aux catastrophes.

Mesures de prévention

- Disposer d'une carte des zones à risque pour identifier les risques de glissements de terrain et les vulnérabilités.
- Disposer d'un système de surveillance pour observer et lancer une alerte lorsqu'un glissement de terrain se produit.
- Intégrer l'évaluation du risque de glissement de terrain aux stratégies d'urbanisme.
- Élaborer de nouveaux codes et normes de construction conseillant l'utilisation de matériaux renforçant la résilience des infrastructures face aux glissements de terrain.
- Mettre en œuvre des mesures structurelles telles que la stabilisation des pentes instables, la conception de nouvelles protections des cours d'eau pour réduire l'érosion et la modification des caractéristiques géométriques des pentes.
- Sécuriser les villes, villages et tunnels au bas des pentes au moyen de murs de soutènement et de protection en béton.
- Renforcer la protection des cours d'eau au moyen de barrages de bois de hauteur limitée pour retenir les éventuels débris flottants.
- Améliorer le drainage, la construction de tunnels et de fossés pour stabiliser les pentes.
- Protéger le couvert forestier et interdire l'exploitation forestière.
- Éduquer la population et la sensibiliser au risque de glissement de terrain.
- Développer un système d'alerte rapide mesurant la pluviométrie, avec exercices et simulations d'évacuation réguliers pour garantir la participation de la population.
- Disposer d'un plan d'intervention d'urgence à l'échelon national et local pour évacuer la population en temps utile.

Liens utiles

- Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) – www.em-dat.net
- Consortium international sur les glissements de terrain (ICL) – www.iclhq.org
- Société internationale de mécanique des sols et de géotechnique (ISSMGE) – www.issmge.org/web/page.aspx?sid=4138
- Centre de recherche sur les glissements de terrain de l'université de Kyoto – <http://landslide.dpri.kyoto-u.ac.jp/J-RCL.html> – www.fema.gov/hazard/landslide/index.shtm
- Prevention Web – www.preventionweb.net/english/hazards/land-slide
- Service géologique des États-Unis - Programme sur les glissements de terrain – <http://landslides.usgs.gov/learning/faq>

Tornades

Les tornades tuent moins de 100 personnes par an en moyenne, mais elles peuvent être très destructrices et causer des pertes économiques considérables.



Les États-Unis sont le pays le plus touché avec près de 1 000 tornades par an, provoquant 80 décès et plus de 1 500 blessés chaque année. Ce pays enregistre 75 pour cent des tornades, suivi par le Canada et le Bangladesh, où, au nord de Dacca, 1 300 personnes ont été tuées par une tornade le 26 avril 1989. L'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud, l'Inde, l'Argentine et la Fédération de Russie sont également exposées à de violentes tornades.

Description générale

Une tornade est un tourbillon vertical de vents très violents. Les vents peuvent dépasser 400 km/h et balayer un corridor de plus de 1 km de large et 80 km de long. La plupart des tornades mesurent une centaine de mètres de large, les plus grandes peuvent mesurer jusqu'à 1 km de large et se déplacer sur plus de 50 km. Une tornade de faible dimension peut être très destructrice. La dimension n'est pas le plus important. Les tornades sont souvent visibles durant la journée, lorsqu'elles ne sont pas voilées par la pluie ou les nuages bas. La forme, la taille, la couleur et l'intensité des tornades peut varier.

Facteurs de risque

L'absence de système d'alerte rapide et de programmes de préparation augmente le risque pour l'ensemble de la population. Toutefois, même lorsqu'il existe des systèmes d'alerte, les taux de mortalité sont plus élevés chez les personnes âgées et les enfants en raison de leur plus faible capacité de réaction. Les personnes vivant dans des habitats mobiles sont plus exposées aux tornades. Le taux de blessures graves pour les occupants d'habitats mobiles est de 85,1 pour mille, et de 3 pour mille pour les occupants de logements traditionnels.

Zones vulnérables

Les zones les plus exposées aux tornades sont l'Amérique du Nord, en particulier les grandes plaines des États-Unis, et le centre-sud du Canada. « Tornado Alley », région qui comprend le Dakota du Sud, le Nebraska, le Kansas, l'Oklahoma, le nord du Texas et l'est du Colorado, est le foyer des tornades les plus puissantes et destructrices. Les plaines d'Europe, d'Asie du Sud, d'Asie de l'Est, d'Australie et d'Amérique du Sud connaissent également un grand nombre de tornades. Les communautés vivant dans des logements précaires tels que les habitats mobiles et les bâtiments élevés qui peuvent s'effondrer sont extrêmement vulnérables. Les communautés vivant dans des logements mal construits proches d'objets pouvant s'envoler sont particulièrement exposées au danger. Les personnes se trouvant à l'extérieur durant une tornade encourent un risque élevé de perdre la vie.

Les 10 tornades les plus meurtrières

Tornade	Date	Décès
Bangladesh	1989	1,300
Bangladesh	1969	917
États-Unis	1925	695
Bangladesh	1973	681
Bangladesh	1977	623
Bangladesh	1996	605
États-Unis	1840	317
États-Unis	1896	255
Inde	1998	250

(Source : EM-DAT, OFDA/CRED Base de données internationale sur les catastrophes)

Mesures de prévention

- Carte des aléas pour identifier les risques et les vulnérabilités.
- Système de surveillance pour observer les orages au moyen de radars et recevoir des rapports sur les tornades.
- Système d'alerte et de communication pour avertir les personnes vivant sur la trajectoire de la tornade.
- Sous-sols et caves dans les logements et abris souterrains pour protéger la population.
- Éviter les habitats mobiles dans les zones à risque.
- Sensibilisation aux tornades, et éducation concernant les alertes et les réactions.

Échelle de Fujita améliorée

L'échelle de Fujita doit son nom au Dr Theodore Fujita, qui a mené la première étude systématique sur l'intensité des tornades. Elle a été remplacée par l'échelle de Fujita améliorée en février 2007. Elle est fondée sur des indicateurs de dégâts et des estimations de vitesses de vents.

EF-0: 105-137 km/h, dommages mineurs, branches brisées.

EF-1: 138-178 km/h, couvertures de toit arrachées, habitats mobiles renversés ou gravement endommagés.

EF-2: 179-218 km/h, importants dommages, habitats mobiles détruits, arbres déracinés.

EF-3: 219-266 km/h, étages complets de maisons solides détruits, trains renversés, voitures soulevées et déplacées.

EF-4: 267-322 km/h, maisons bien construites détruites, voitures soulevées et déplacées, objets transformés en projectiles.

EF-5: > 322 km/h, maisons solides soulevées et déplacées sur de grandes distances, voitures déplacées de plus de 100 mètres.

(Source : Agence fédérale d'intervention en cas de catastrophe)

Liens utiles

- Agence fédérale d'intervention en cas de catastrophe – www.fema.gov/hazard/tornado/index.shtm
- NOAA Climatologie des tornades – www.ncdc.noaa.gov/oa/climate/severeweather/tornadoes.html
- PBS Nova – www.pbs.org/wgbh/nova/tornado/country.html
- Prevention Web – www.preventionweb.net/english/hazards/tornado
- Centre de prévision des tornades – www.spc.noaa.gov/faq/tornado
- Projet tornade – www.tornadoproject.com

Tsunami

Le Pacifique est de loin la zone la plus exposée aux tsunamis, selon l'Administration nord-américaine chargée de l'étude de l'océan et de l'atmosphère (NOAA), mais des tsunamis se sont produits dans la mer des Caraïbes et en Méditerranée, ainsi que dans l'océan Indien et l'océan Atlantique.



Le tsunami de l'océan Indien

Les tsunamis les plus destructeurs sont provoqués par de grands séismes superficiels dont l'épicentre ou la ligne de faille sont situés près du plancher océanique. Pour provoquer un tsunami destructeur, le séisme doit généralement atteindre une magnitude de 7,5 sur l'échelle de Richter. L'un des premiers signes annonçant un tsunami est un retrait de l'eau. Les experts estiment que ce retrait de l'eau peut laisser environ cinq minutes pour évacuer la zone.

Description générale

Le terme tsunami vient du japonais et signifie « vague portuaire ». Un tsunami est une onde océanique ou marine correspondant au déplacement d'un grand volume d'eau provoqué par un phénomène géologique (séisme, glissement de terrain, éruption volcanique) ou la chute d'une météorite. Il consiste en une série de vagues géantes déferlant à un rythme pouvant aller de quelques minutes à plusieurs heures. Un tsunami peut demeurer un danger plusieurs heures après l'arrivée de la première vague. Un tsunami est généralement précédé par une baisse du niveau de l'eau et un recul de la mer exposant le plancher océanique. Les vagues des tsunamis peuvent être très longues (plusieurs centaines de kilomètres) et espacées de plusieurs heures. Elles peuvent traverser les océans sans grande perte d'énergie. Le tsunami de l'océan Indien a parcouru près de 5 000 kilomètres avant de déferler sur les côtes africaines avec assez de force pour provoquer de nombreux décès et d'importants dégâts. Les tsunamis peuvent remonter les cours d'eau qui se jettent dans l'océan ou la mer et menacer des milliers de personnes vivant dans les terres. De violentes éruptions volcaniques peuvent aussi parfois provoquer des effondrements soudains pouvant déplacer des volumes d'eau considérables et générer des tsunamis extrêmement destructeurs dans les environs immédiats.

Facteurs de risque

Population particulièrement dense sur les côtes, dans des zones à risque sismique, dans des logements de mauvaise qualité, accentuant la vulnérabilité aux tsunamis. La destruction de l'environnement et des barrières naturelles, et l'absence de politique d'aménagement des côtes sont des facteurs aggravant l'impact des tsunamis. Le développement d'établissements touristiques sans évaluation du risque, dans des zones exposées aux tsunamis, accroît aussi la vulnérabilité.

Zones vulnérables

Toutes les régions côtières du monde peuvent connaître des tsunamis, mais la région du Pacifique et de ses mers bordières est plus exposée aux grands tsunamis destructeurs en raison de la forte activité tectonique du pourtour de cet océan, qui provoque de nombreux et violents tremblements de terre. Toutes les côtes peu élevées peuvent être frappées par des tsunamis. Certains peuvent être immenses, les vagues peuvent atteindre une trentaine de mètres de hauteur et pénétrer de plusieurs kilomètres à l'intérieur des terres selon le relief de la côte (COI).

Les populations vivant à moins de 200 mètres du rivage sur les côtes peu élevées sont les plus vulnérables à l'impact direct des tsunamis et des débris déplacés par les vagues. Les populations vivant dans des habitats en bois, en pisé, en tôles, sans fondations, sont particulièrement exposées aux tsunamis et aux inondations. Les touristes non formés au risque de tsunami, de même que les pêcheurs en mer et les communautés vivant de la pêche sont aussi très exposés.

Mesures de prévention

- Comprendre ce qu'est un tsunami, comment il se crée et son impact sur la côte.
- Disposer d'une carte des risques de tsunami, indiquant clairement les zones d'abri et de sécurité pouvant être rapidement atteintes.
- Disposer d'un système d'alerte précoce.
- Renforcer les structures d'habitat: éloigner les maisons et immeubles du rivage.
- Protéger les infrastructures essentielles (écoles, hôpitaux, routes, ports, centrales électriques, banques) et si possible les installer sur des hauteurs.
- Aménager des digues et des brise-lames ainsi que des structures de protection contre les vagues de tempête.
- Protéger les barrières naturelles (dunes, mangroves, récifs coralliens) qui peuvent atténuer l'impact des tsunamis.
- Maintenir vivantes les connaissances et pratiques autochtones dans la mémoire des populations vulnérables.
- Éduquer les populations et les touristes au risque de tsunami et intégrer cette formation aux programmes scolaires.
- S'assurer que tout le monde sache que dès que l'on observe un net recul de l'océan ou de la mer, on doit immédiatement se mettre à l'abri sur une hauteur.
- Mettre en place une signalisation d'évacuation en cas de tsunami, indiquant clairement la direction de l'intérieur des terres ou de hauteurs.

Liens utiles

- NOAA – www.tsunami.noaa.gov
- Commission océanographique intergouvernementale – www.ioc-unesco.org

Depuis des siècles, les tsunamis dévastent des villes côtières. Le tsunami qui a détruit Callao, au Pérou, en 1746, a tué presque tous ses 6 000 habitants. Callao compte aujourd'hui plus de 800 000 habitants. Le Pérou est l'un des pays qui pourrait être touché par un tsunami dévastateur, parmi les 500 tsunamis annuels d'une hauteur de plus de 6 mètres atteignant les côtes en moins de 15 minutes.

Le Japon est le pays au PIB le plus élevé (plus de 140 milliards de dollars US en 2009) et le deuxième en terme de population exposée à de violents tsunamis (4,5 millions de personnes).

Rapport d'évaluation mondial 2011

Volcans

Plus de 1 500 volcans sont potentiellement en activité dans le monde et l'on connaît plus d'un million de cheminées volcaniques sous-marines. On enregistre chaque année entre 50 et 60 éruptions volcaniques.



Les volcans provoquent de nombreux aléas naturels pouvant causer d'importantes pertes humaines et économiques. L'effondrement dans la mer de grandes masses de cône volcanique peut provoquer un tsunami. Les éruptions étant souvent prévisibles, les populations peuvent en général être évacuées à temps, les volcans provoquent donc souvent moins de décès que les autres aléas naturels tels que les séismes.

Description générale

Un volcan est une ouverture ou une rupture de la croûte terrestre permettant à la roche en fusion, aux cendres et aux gaz de remonter à la surface. Les éruptions volcaniques peuvent être calmes (effusives) émettant des coulées de laves fluides, ou violentes (explosives), projetant dans l'air magma, gaz et cendres. La violence de l'éruption est principalement déterminée par la quantité et la pression des gaz et par la viscosité du magma.

Facteurs de risque

Si des progrès remarquables ont été accomplis ces dernières décennies dans la surveillance des volcans actifs, les risques liés à cet aléa augmentent en raison de l'urbanisation rapide et de la densité élevée de population dans les vallées et sur les pentes volcaniques. Environ 500 millions de personnes dans le monde sont exposées au risque volcanique et plus de 60 grandes villes sont situées à proximité de volcans actifs. Les volcans présentant un risque potentiel élevé se trouvent principalement dans des pays en développement le long de la « ceinture de feu du Pacifique » : une partie de l'Asie, de l'Amérique latine, les Caraïbes et le Pacifique Sud-Ouest.

Zones vulnérables

Les populations vivant à proximité d'un volcan non surveillé et sans système d'alerte rapide sont les plus vulnérables aux éruptions volcaniques. Les personnes démunies sont spécialement exposées, car elles sont souvent contraintes de vivre dans des zones à risque élevé telles que les pentes de volcans actifs ou les vallées environnantes, et moins préparées aux catastrophes. Les personnes vivant près des volcans sont donc les plus vulnérables et peuvent être forcées d'abandonner leur foyer, souvent définitivement. Les personnes vivant loin d'un volcan peuvent également être touchées par une éruption. Les villes et villages, cultures, installations industrielles, systèmes de transport et réseaux électriques peuvent être endommagés par la chaleur, les cendres, les lahars et les inondations.

Mesures de prévention

- Disposer d'une carte pour identifier les risques d'éruption et les vulnérabilités.
- Mettre en place un système de surveillance pour observer l'activité des volcans, prévoir les éruptions et évacuer à temps la population.
- Intégrer le risque volcanique à l'aménagement du territoire : le risque peut être considérablement réduit en limitant le développement d'infrastructures dans les zones à risque.
- Mettre en place des plans d'urgence et d'intervention à l'échelon national et local afin d'évacuer à temps la population.
- Éduquer la population et la sensibiliser au risque d'éruption.

Le nuage de cendres volcaniques qui a affecté l'Europe en avril 2010 aurait coûté au Royaume-Uni une perte de PIB de 521 millions de dollars US, et à l'échelle mondiale, 4,7 milliards de dollars US. Il y a toujours eu des éruptions volcaniques, mais leur impact en 2010 a fait apparaître de nouvelles vulnérabilités.

Rapport d'évaluation mondial 2011

Liens utiles

- Société volcanologique européenne – www.sveurop.org
- Commission géologique du Canada – http://cgc.rncan.gc.ca/index_f.php
- Institut de recherche pour le développement – www.ifremer.fr/ird
- Vulnérabilité de l'Islande – www.islandvulnerability.org
- Site sur les volcans de l'université technologique du Michigan – www.geo.mtu.edu/volcanoes
- Service géologique des États-Unis – <http://volcanoes.usgs.gov>

Incendies

Les incendies ne provoquent généralement pas de nombreuses pertes de vies humaines, mais ils peuvent être très destructeurs. Nombre d'incendies sont provoqués par les activités humaines, accidentellement, criminellement ou par négligence. Ces incendies échappent souvent au contrôle et peuvent se propager très rapidement sur de vastes étendues.



En 2007, en Grèce, les feux de forêt ont tué 77 personnes et les incendies d'octobre 2007, en Californie, ont détruit plus de 1 500 maisons et plus de 200 000 hectares entre le comté de Santa Barbara et la frontière avec le Mexique. En 2010, les feux de forêt en Russie ont fait au moins 50 victimes et détruit 40 000 hectares de forêts protégées.

Description générale

Les incendies incontrôlés dans les espaces naturels peuvent détruire forêts, brousses, et de nombreuses espèces animales. Trois éléments doivent être réunis pour qu'un incendie se produise: combustible, oxygène et source de chaleur. Le combustible est un matériau inflammable: arbres, herbes sèches, buissons, maisons. La source de chaleur peut être la foudre, un feu de camp, une cigarette, un vent chaud, et le soleil peut suffire.

Facteurs de risque

Le Centre mondial de surveillance des incendies prévoit une augmentation du risque à l'avenir en raison du besoin croissant de terres agricoles pour la production d'aliments et de biocarburants, de l'utilisation du feu comme moyen permettant de dégager de nouvelles terres, de l'expansion des zones résidentielles et des infrastructures près de végétations exposées au risque d'incendie, et de l'allongement des périodes de sécheresse. Les incendies provoquent une dégradation des terres (érosion des sols, perte de productivité) entraînant des inondations et des glissements de terrain.

Zones vulnérables

Les terres agricoles et de pâturage où le feu est utilisé pour désherber, gagner de nouvelles surfaces ou nettoyer les terres sont les zones les plus exposées aux incendies non contrôlés, de même que les écosystèmes de forêt, de brousse et de prairie des zones tropicales où se produisent souvent des incendies naturels (Afrique, Australie), sans oublier l'Amérique du Nord et la Russie ainsi que les plantations forestières (eucalyptus, pins). Signalons d'autres zones vulnérables: zones résidentielles ou maisons/infrastructures isolées proches de végétation exposée au risque; zones résidentielles ou structures de maisons individuelles en matériaux inflammables (bois, chaume, bardeaux); villages ruraux et établissements humains abandonnés, où personne n'est présent pour gérer, prévenir ou réagir aux incendies.

Mesures de prévention

- Limiter le développement dans les zones à risque élevé et débroussailler autour des maisons et autres structures.
- Aménager des coupe-feu entre les maisons et les étendues de forêt ou de brousse en l'absence de coupe-feu naturel (route, rivière).
- Planter une végétation peu inflammable.
- Éviter de construire dans les zones très exposées aux incendies, bordant les forêts, la brousse, les prairies, et limiter le développement humain aux zones relativement sûres.
- Utiliser des matériaux de construction à l'épreuve du feu.
- Utiliser des méthodes traditionnelles et modernes maîtrisées d'écobuage pour une agriculture durable et la gestion de la faune et de la flore, avec gestion du combustible et restauration des régimes d'incendie.
- Adopter une législation et une réglementation aux niveaux de compétence appropriés.
- Mettre en place auprès des populations des activités de réduction des risques à toutes les étapes de la gestion de l'incendie.
- Alerter les collectivités au moyen de systèmes d'évaluation des risques d'incendie. Ces systèmes prédisent le potentiel d'incendie à partir des dernières précipitations, de la température, de la vitesse du vent et du combustible présent.
- Éduquer la population et renforcer la sensibilisation du public aux risques, la plupart des incendies étant provoqués par des activités humaines.
- Développer la sécurité publique et les capacités de lutte contre l'incendie.

Liens utiles

- Gestion communautaire des incendies (Brim) – www.fire.uni-freiburg.de/Manag/CBFIM.htm
- FAO – www.fao.org/forestry/firemanagement/strategy/fr/
- Centre mondial de surveillance des incendies – www.fire.uni-freiburg.de
- Portail de l'alerte rapide sur les incendies d'espaces naturels – www.fire.uni-freiburg.de/fwf/EWS.htm

Ressources

Statistiques

Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes

Le Centre de recherche sur l'épidémiologie des catastrophes (CRED), rattaché à l'École de santé publique de l'université catholique de Louvain, en Belgique, est une source importante d'informations pour les journalistes. Il tient une Base de données sur les situations d'urgence (EM-DAT) où sont enregistrées par catégorie et par pays plus de 12 500 catastrophes survenues depuis un siècle. Cette base de données peut être utilisée pour trouver des informations sur les catastrophes passées, par pays, par date et par catégorie.

Site Internet: www.cred.be

Munich Reinsurance

Le service Cat Nat du département de recherche et de développement de Munich Reinsurance (Munich Re), à Munich, en Allemagne, est aussi une base de données très intéressante. Il offre des informations sur les principales catastrophes naturelles et technologiques survenues dans le monde depuis 1965.

Site Internet: www.munichre.com

Swiss Reinsurance

Swiss Reinsurance (Swiss Re), autre compagnie de réassurance mondiale, tient une base de données sur les aléas naturels et les catastrophes survenues depuis les années 1970. Une partie de ces informations est disponible à travers la publication SIGMA, éditée huit fois par an. Swiss Re publie également un rapport annuel en plusieurs langues résumant les conséquences et les analyses des catastrophes, les tendances des risques, les enjeux, et des considérations sur les assurances.

Site Internet: www.swissre.com

Pour plus de renseignements sur les catastrophes :

Service d'information du MCEER

Le Centre pluridisciplinaire de recherche en génie sismique est une source d'information complète sur l'ingénierie sismique, l'atténuation des risques, la préparation aux catastrophes et autres questions liées à cet aléa. De nouveaux contenus couvrant un large éventail de nouvelles et de sujets de recherche sont fréquemment mis en ligne.

Site Internet: <http://mceer.buffalo.edu>

Prevention Web

PreventionWeb.net est l'une des meilleures sources de nouvelles et d'informations détaillées sur la réduction des risques de catastrophe, classées par thème, catégorie et pays. PreventionWeb.net propose des nouvelles sur la prévention des catastrophes, des rapports nationaux, publications, fichiers multimédias et podcasts, réseaux sur la prévention des catastrophes, calendrier d'événements, coordonnées d'organisations et toutes les ressources professionnelles dont un journaliste peut avoir besoin pour rédiger un article sur ce sujet.

Site Internet: www.preventionweb.net.

ReliefWeb

ReliefWeb est une base de données électronique et un service d'information géré par le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), essentiellement consacré aux situations d'urgence internationale en cours et aux catastrophes ayant des implications humanitaires, mais fournissant également des informations sur les réactions aux catastrophes. ReliefWeb propose une large sélection d'informations, reportages, coordonnées et informations opérationnelles, et tient des archives de cartes spécialisées liées aux situations d'urgence et de crise.

Site Internet: www.reliefweb.int

ONU/SIPC

La Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC) est un cadre stratégique adopté par les États membres des Nations Unies en 2000, visant à guider et à coordonner les initiatives prises par un large éventail de partenaires en vue de réduire de manière significative les pertes causées par les catastrophes et de participer à la formation de nations et de collectivités résilientes, condition indispensable au développement durable de ces dernières. Ce système réunit de nombreux organismes, États, organisations intergouvernementales et non gouvernementales, institutions financières, organismes techniques et membres de la société civile, qui travaillent en coopération et mettent leurs informations en commun pour tenter de réduire les risques de catastrophe.

Site Internet : www.unisd.org

Autres ressources concernant la RRC :

- Structure mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et le relèvement – www.gfdr.org/gfdr
- Administration nord-américaine chargée de l'étude de l'océan et de l'atmosphère (NOAA) – www.noaa.gov
- Portail de la prévention des risques majeurs – www.prim.net
- Save the Children - www.savethechildren.net/alliance_fr/what_we_do/edu_work.html
- Activité du Système des Nations Unies sur le changement climatique – www.un.org/fr/climatechange
- Service géologique des États-Unis – www.usgs.gov

Publications sur la réduction des risques de catastrophe

Prévention des catastrophes : un problème de développement

Cette publication du gouvernement britannique, publiée en 2004, est axée sur les catastrophes naturelles et aborde la question du poids croissant de leurs conséquences sur les populations démunies, leur effet néfaste sur le développement et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, leurs racines dans l'absence passée de développement, les raisons pour lesquelles le développement tend à négliger les aléas et la manière de mieux intégrer la réduction des risques de catastrophe aux politiques et pratiques de développement.

Site Internet : <http://webarchive.nationalarchives.gov.uk/+www.dfid.gov.uk/pubs/files/disaster-risk-reduction-policy.pdf>

Rapport d'évaluation mondial sur la prévention des catastrophes 2009

Les risques et la pauvreté en situation de changement climatique

Ce rapport d'évaluation mondial 2009, première évaluation mondiale biennale de la prévention des catastrophes élaboré dans le cadre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC), présente des faits frappants montrant comment, où et pourquoi les risques de catastrophes augmentent à l'échelle mondiale, ainsi que les principales conclusions d'une analyse mondiale des modèles et tendances des catastrophes, et des zones où se concentrent les plus importantes pertes humaines et économiques.

Site Internet : www.preventionweb.net/english/hyogo/gar

Rapport d'évaluation mondial sur la prévention des catastrophes 2011

Révéler le risque, redéfinir le développement

Ce rapport a pour point de départ un engagement politique croissant pour relever le double défi de la réduction des risques de catastrophe et de l'adaptation au changement climatique dans le cadre plus large du développement durable et de la lutte contre la pauvreté. Il offre une analyse actualisée des modèles, tendances et facteurs mon-

diaux de risques, une étude des coûts et des bénéfices de la gestion des segments et couches de risques, un examen des progrès accomplis entre 2009 et 2011 pour la mise en œuvre du Cadre d'action de Hyogo, et un ensemble de recommandations politiques visant à créer un environnement propice à la prévention des risques.

Site Internet : www.preventionweb.net/english/hyogo/gar/2011/

L'Avenir de l'environnement mondial (GEO, Global Environment Outlook)

Le GEO est le rapport du programme des Nations Unies pour l'environnement sur l'avenir de l'environnement mondial, offrant des informations essentielles sur les questions et nouvelles menaces environnementales, et sur les politiques mises en œuvre à l'échelon mondial et régional. Ses conclusions et ses recommandations constituent la base des activités du PNUE en matière d'alerte, de vulnérabilités et d'évaluation du risque.

Site Internet : www.unep.org/french

Rapport mondial sur le développement humain 2007-2008 :

Lutter contre le changement climatique, un impératif de solidarité

Le rapport sur le développement humain 2007-2008 montre que le changement climatique n'est pas seulement un scénario futur et que l'exposition croissante aux sécheresses, aux inondations et aux tempêtes ruine déjà les perspectives d'avenir et accentue les inégalités. Ce rapport vise à encourager la communauté humaine dans son ensemble à prendre rapidement des mesures collectives efficaces fondées sur des valeurs communes et une vision partagée.

Site Internet : <http://hdr.undp.org/fr/rapports/mondial/rdh2007-8>

Rapport de la FICR sur les catastrophes dans le monde

Depuis 1993, le rapport sur les catastrophes mondiales publié chaque année par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) présente les dernières tendances, analyses et faits relatifs aux crises humanitaires mondiales, et aborde la question de la préparation aux catastrophes et sa valeur en termes de vies humaines, moyens de subsistance et biens préservés.

Site Internet: www.ifrc.org/Global/Publications/disasters/WDR/wdr2010/WDR2010-summary-FR.pdf

Face aux catastrophes : les enfants et le changement climatique

Ce rapport, publié par Save the Children, étudie l'impact potentiel du changement climatique et des catastrophes naturelles sur les enfants, en particulier sur la santé, la nutrition, la protection et l'éducation. Il se penche sur la réduction des risques de catastrophe et l'importance d'impliquer les enfants et les collectivités dans les stratégies de prévention.

Site Internet: www.eird.org/publicaciones/Climate_Change_and_children_Report_PDF.pdf

Vivre avec le risque : étude mondiale des initiatives menées en matière de prévention des catastrophes

Publié par l'ONU/SIPC, cet ouvrage propose des conseils et des orientations politiques et sert de référence pour les enseignements en matière de réduction des risques et de la vulnérabilité aux aléas. Il est destiné aux personnes concernées et impliquées dans la gestion des risques de catastrophe et le développement durable.

Site Internet: www.unisdr.org/eng/about_isdr/bd-lwr-2004-eng.htm

Aléas naturels, catastrophes non naturelles : l'économie d'une prévention efficace

Ce document, publié par la Banque mondiale et les Nations Unies, examine la question des catastrophes à travers la loupe de l'économie. Mais une loupe peut déformer les images, cet ouvrage adopte donc d'autres points de vue: la psychologie, pour comprendre comment les gens peuvent avoir une perception erronée des risques ; les sciences politiques pour étudier les habitudes de vote ; et la biologie pour découvrir comment, après une catastrophe, un retard de croissance chez les enfants affecte, lorsqu'ils sont devenus adultes, leurs capacités cognitives et leur productivité. Il pose à la fois des questions difficiles et très inattendues: Faut-il prévenir toutes les catastrophes? Les catastrophes augmentent-elles ou réduisent-elles les risques de conflit? L'aide étrangère contribue-t-elle à la prévention des catastrophes ou l'entrave-t-elle?

Site Internet: www.unisdr.org/english/networks/gfdr/rr/documents/v.php?id=15136

Prévention des catastrophes : un défi pour le développement

Dans ce document, le PNUD présente un indice des risques de catastrophes comparant les pays selon leur niveau de risque relatif au cours du temps. Cet indice met en évidence le niveau national de progrès réalisés en matière d'atténuation des risques de catastrophe.

Site Internet: www.undp.org/cpr/disred/francais/publications/rdr.htm

Rapport 2006-2007 sur l'état des villes dans le monde

Ce rapport, publié par l'ONU/Habitat, présente l'impact de la pauvreté, des zones rurales aux bidonvilles urbains. Il fournit des données objectives confirmant que le milliard de personnes vivant dans des bidonvilles à travers le monde sont plus susceptibles de souffrir de la faim et de la maladie, de ne pas recevoir d'éducation, de ne pas trouver d'emploi et de mourir plus jeunes.

Site Internet: www.unhabitat.org

Vous trouverez d'autres publications sur la réduction des risques de catastrophe à l'adresse suivante : www.unisdr.org/eng/library/lib-index.htm

Experts

Voici une liste d'organisations internationales et nationales liées à la RRC
ONG et autres organisations internationales

Action Aid International – www.actionaid.org

Centre asiatique de planification préalable aux catastrophes (ADPC) – www.adpc.net

Centre asiatique de prévention des catastrophes (ADRC) – www.adrc.or.jp

Care International – www.care.org

Christian Aid - www.christian-aid.org.uk

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)
– www.ifrc.org/fr

Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) – www.uicn.fr

Oxfam – www.oxfam.org/fr

ProVention Consortium – www.proventionconsortium.org

TearFund – www.tearfund.org

Banque mondiale (gestion des risques de catastrophe) – www.banquemondiale.org

Forum économique mondial – www.weforum.org

Afrique

Secrétariat du groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) – www.acpsec.org/index_f.htm

Banque africaine de développement (BAD) – www.afdb.org/fr

Commission de l'Union africaine (UA) – www.au.int/fr

Centre de surveillance de la sécheresse pour la région de la corne de l'Afrique – www.dmcn.org

Centre de prévisions et d'applications climatiques de l'autorité intergouvernementale sur le développement (ICPAD) – www.icpac.net

Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) – www.nepad.org/fr

Asie et Pacifique

Réseau Aga Khan de développement – www.akdn.org/fran%C3%A7ais/

Institut pour l'atténuation des catastrophes dans toute l'Inde (AIDMI) –
www.aidmi.org

Banque asiatique de développement (BAD) – www.adb.org

Réseau asiatique pour la réduction et la réaction aux catastrophes (ADRRN) –
www.adrrn.net

Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) – www.aseansec.org
Centre de préparation aux catastrophes du Bangladesh (BDPC) – www.bdpc.org.bd
Autorité nationale de gestion des catastrophes, Pakistan (NDMA) – www.ndma.gov.pk
Société nationale pour la technologie sismique, Népal (NSET) – www.nset.org.np
Centre des catastrophes du Pacifique (Hawaï, États-Unis) – www.pdc.org
Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC) –
www.saarcsec.org
Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées (PACSU) –
www.sopac.org

Europe

Conseil international de la Communauté des États indépendants (CEI) –
www.emercom.on.ufanet.ru
Conseil de l'Europe (CE) – www.coe.int/lportal/web/coe-portal/home
Organisation de coopération économique – www.ecosecretariat.org
Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission
européenne (ECHO) – http://ec.europa.eu/echo/index_fr.htm
Commission européenne – Centre commun de recherche (EC/JRC) –
<http://ec.europa.eu/dgs/jrc/index.cfm>

Amérique

Association des États de la Caraïbe (AEC) – www.acs-aec.org/francais.htm
Agence caribéenne de gestion des urgences en cas de catastrophe (CDEMA) –
www.cdera.org
Centre pour la coordination de la prévention des catastrophes naturelles en Amérique
centrale (CEPREDENAC) – www.cepredenac.org
Comité andin pour la prévention et la gestion des catastrophes (CAPRADE) –
www.caprade.org
Communauté andine des nations (CAN) – www.comunidadandina.org
Banque interaméricaine de développement (BID) – www.iadb.org/fr/banque-interame-ricaine-de-developpement,2837.html

Organisation des États américains - Commission interaméricaine sur la réduction des catastrophes naturelles (OAS-IACNDR) – www.oas.org/usde

Autres organisations internationales d'experts

Initiative séismes et mégapole (EMI) – www.emi-megacities.org/home

Centre mondial de surveillance des incendies (GFMC) – www.fire.uni-freiburg.de

Groupe sur l'observation de la Terre (GEO) – www.earthobservations.org

Consortium international sur les glissements de terrain (ICL) – www.iclhq.org

Conseil international pour la science (ICSU) – www.icsu.org

Nations Unies

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

www.fao.org/index_fr.htm

Organisation internationale de protection civile (OIPC)

www.icdo.org/index.php?lang=fr

Organisation internationale du travail (OIT) www.ilo.org/global/lang--fr/index.htm

Union internationale de télécommunications (UIT) –

www.itu.int/fr/pages/default.aspx

Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

www.unocha.org

Organisation panaméricaine de la santé (PAHO)

<http://new.paho.org/disasters>

Centre des Nations Unies pour le développement régional (UNCRD) www.uncrd.or.jp

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD)

www.unccd.int

Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) www.unescap.org

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

www.unesco.org/new/fr/unesco

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

www.unep.org/french

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU/Habitat) www.unhabitat.org/pmss/listItemDetails.aspx?PublicationID=2673

Fonds d'urgence des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

www.unicef.org/french

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

www.unitar.org/fr

UNOSAT www.unitar.org/unosat/fr

Commissions économiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique (CEA)
www.uneca.org/fr/fr_main.htm

Commissions régionales économiques et sociales des Nations Unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) www.eclac.cl/default.asp?idioma=FR

Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC)
http://unfccc.int/portal_francophone/items/3072.php

Université des Nations Unies (UNU)
www.unesco.org/unuoe/unufr/presentation/bref.htm

Volontaires des Nations Unies (VNU)
www.unv.org/fr.html

Programme alimentaire mondial (PAM) <http://fr.wfp.org>

Organisation mondiale de la santé (OMS)
www.who.int/fr

Organisation météorologique mondiale (OMM)
www.wmo.int/pages/index_fr.html

Contacts médias

Contacts médias auprès des principales organisations de l'ONU et organisations internationales intervenant dans le domaine de la réduction des risques de catastrophe :

Direction générale de l'aide humanitaire et de la protection civile de la Commission européenne (ECHO)

Tél. : +32 2 295 44 00

Courriel : echo-info@ec.europa.eu

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

Pour les questions des médias sur le changement climatique ou recevoir plus d'information de la part d'un spécialiste, veuillez vous adresser par courriel à ipcc-media@wmo.int.

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR)

www.ifrc.org/en/news-and-media/media-center/media-contacts-in-the-zones

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

www.unicef.org/french/media/media_contact.html

Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)

Information pour les médias

Tél. : +1 212 906 5382

Fax : +1 212 906 5364

Courriel : UNDP-newsroom@undp.org

Bureau du PNUD de la prévention des crises et du relèvement (BCPR)

Tél. : +1 212 906 6711

Courriel : bcpr@undp.org

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Nick Nuttall

Tél. : + 254 20 7623084

Courriel : nick.nuttall@unep.org

Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC)

Tél. : +49 172 258 6944

Courriel : secretariat@unfccc.int

**Stratégie internationale de prévention
des catastrophes des Nations Unies
(ONU/SIPC)**

Brigitte Leoni

Tél.: +41 22 917 8897

Courriel: leonibn@un.org

**Bureau des Nations Unies pour la
coordination des affaires humanitaires
(OCHA)**

Elizabeth Byrs

Section de la sensibilisation et de l'information du public

Nations Unies / OCHA Genève

Tél.: (41) 22 917 26 53

Courriel: byrs@un.org

Stéphanie Bunker

Section de la sensibilisation et de l'information du public

Nations Unies / OCHA New York

Tél.: (1) 917-367-5126

Courriel: bunker@un.org

Banque mondiale

Information générale:

Tél.: (202) 473-1000

Fax: (202) 477-6391

Ligne directe pour les journalistes: (202) 473-7660

**Organisation météorologique
mondiale (OMM)**

Carine Richard-Van Maele

Tél.: +41 22 730 8315

Portable: +41 79 406 4730

Courriel: cvanmaele@wmo.int

**Organisation mondiale
de la santé (OMS)**

www.who.int/mediacentre/contacts/fr

Conclusion : Le pouvoir de changer

En tant que journaliste, que pouvez-vous faire? Le rôle d'un journaliste est-il de changer la société?

De fait, les médias ont la lourde mission, parfois non perçue, de changer le comportement humain, en communiquant simplement les informations qui leur paraissent importantes et en poursuivant cette tâche.

Au cours des trois dernières décennies, les radios et télévisions, magazines, journaux et blogs ont contribué à de radicaux changements de l'attitude de la société vis-à-vis de l'alcool, du tabac, de l'alimentation et de la transmission des maladies sexuellement transmissibles telles que le SIDA. **Si vous pensez que le changement climatique est un problème planétaire cela est dû aux maints reportages des médias qui n'ont cessé de communiquer sur cette question depuis une vingtaine d'années. De la même façon, la réduction des risques de catastrophe ne sera à l'ordre du jour des États, des sociétés et des médias que lorsque des médias avertis en feront des reportages systématiques, pondérés et bien informés.**

Il est probable que certains lecteurs, des autorités locales ou des ministres gouvernementaux soient refractaires à ce type de reportage. Il y a toujours une résistance : par nature, les gens ne sont pas disposés à changer leurs habitudes, ils sont plutôt enclins à ne pas tenir compte des dangers dont ils n'avaient jusque-là pas conscience. Mais quels que soient les obstacles, vous devez continuer à identifier les risques de catastrophes **et rappeler de temps à autre, aux gens les aléas potentiels et les mesures de précaution qui n'ont pas été prises. Le paradoxe étant que vous relayez ces mises en garde dans l'espoir d'être démentis.**

Vous n'obtiendrez pas beaucoup de crédit en annonçant des catastrophes qui ne se produiront pas. Mais qui souhaiterait devenir célèbre pour avoir annoncé à tort qu'une catastrophe ne surviendrait pas ?

Au début du mois de mai 1902, Les Colonie, journal du village de Saint-Pierre, en Martinique, minimisait le danger du volcan actif de la Montagne Pelée, et persuadait les habitants qu'ils étaient en sécurité dans la ville. Le 8 mai, le volcan entra en éruption et tua 28 000 personnes.

Pour tous les journalistes, il n y a qu un seul enseignement : prenez les aléas naturels au sérieux. Ils existent. Et nous pouvons faire quelque chose pour sauver des vies et prévenir des pertes tragiques. Cela nous semble évident après chaque catastrophe. Le défi majeur pour les médias est de voir cette vérité avant que la catastrophe ne se produise, et de contribuer à l'empêcher.

Annexe I : Une brève histoire de l'évolution de la réduction des risques

Ire phase : Aléas naturels

La réduction des risques de catastrophe reposait au départ sur l'idée que celles-ci étant dues à des aléas naturels, mieux comprendre la nature de ces aléas (séismes, cyclones, inondations, sécheresses) permettrait aux collectivités et aux États de mieux se préparer à leurs effets dévastateurs. La première phase commence lorsque des naturalistes étudiant les aléas tels que les séismes et les inondations se sont mis à collaborer avec les agences de développement et de secours intervenant lors des catastrophes. Ces deux communautés sont au cœur de l'effort visant à réduire la souffrance des hommes.

Ile phase : Vulnérabilité physique

La deuxième phase de la réduction des risques de catastrophe remonte aux années 1970 et 1980, avec l'implication des sciences appliquées et des techniques, à travers le génie civil, l'ingénierie des structures, l'architecture et l'urbanisme. À la même époque, les experts ont commencé à étudier l'impact des aléas naturels sur les villes, en particulier la vulnérabilité des structures : pourquoi certains bâtiments étaient détruits, certains partiellement endommagés et d'autres demeuraient intacts ? En évaluant la vulnérabilité et en calculant la probabilité du risque, il devenait possible de calculer les pertes potentielles.

De nouvelles approches de la réduction des risques de catastrophe ont alors été introduites : codes de construction pour la résilience des bâtiments, meilleur aménagement du territoire pour éviter de construire dans les zones à risque, modernisation des structures existantes (hôpitaux, écoles, ponts, par exemple), des protections contre les inondations et des mécanismes de surveillance. Ces approches déplaçaient l'effort de la prévention vers l'atténuation des catastrophes. Les ingénieurs, par exemple, ne sont pas en mesure d'empêcher une inondation ou un séisme de se produire, mais ils peuvent atténuer les dommages et les pertes en réduisant la vulnérabilité.

IIIe phase : Vulnérabilité socio-économique

Lors de la troisième phase de la réduction des risques de catastrophe, les géographes et les sociologues se sont penchés sur les vulnérabilités sociales, culturelles et économiques face aux aléas naturels.

Prenons, par exemple, deux bâtiments ayant souffert du même niveau de dommages.

Dans l'un des bâtiments vivent des familles aisées disposant d'une épargne et d'une assurance, tandis que l'autre est occupé par des familles démunies, au chômage, ne disposant ni d'épargne ni d'assurance. L'impact de la même catastrophe sur ces deux groupes sociaux sera entièrement différent.

On ne peut mettre sur le compte d'un séisme les inégalités sociales et de développement, le séisme est un phénomène naturel. Mais on peut s'interroger sur ceux qui construisent des logements à bas prix dans des zones à risque sismique, dépourvues de services éducatifs et sanitaires de base. Il ne s'agit plus d'un phénomène naturel mais de développement non durable.

Les aléas naturels constituent un défi pour le développement et, en conséquence, les responsables de la réduction des risques de catastrophe commencent à se demander comment intervenir dans les processus générant vulnérabilité socio-économique et inégalités.

Ive phase: Développement et dégradation de l'environnement

Depuis les années 1990, la quatrième phase de la réduction des risques de catastrophe a vu une nouvelle approche intégrale pour tenter de comprendre et d'étudier les liens entre catastrophes naturelles, développement et environnement. Si les aléas tels que les séismes et les éruptions volcaniques sont naturels, ces aléas et bien d'autres (crues, glissements de terrain, sécheresses) sont aggravés par le développement et la dégradation environnementale résultant des activités humaines.

Prenons le cas du séisme qui a frappé Mexico en 1985, la ville étant construite sur un lac asséché, cette zone était très exposée, aggravant les effets d'une catastrophe. Nombreuses sont les villes exposées aux aléas d'origine humaine de par le monde. Le changement climatique augmente également le risque d'aléa et la vulnérabilité.

La réduction des risques de catastrophe a évolué. Mais aujourd'hui, la plupart des interventions restent liées à l'une des quatre phases évoquées ci-dessus. Comme lors de la première phase, les experts travaillent toujours sur la préparation et l'alerte rapide, et la recherche en sciences naturelles pour comprendre la composante

d'aléa du risque. Comme lors de la deuxième phase, d'importants progrès sont encore accomplis pour l'amélioration de la résilience des bâtiments et l'atténuation des pertes par l'application d'instruments d'assurance à partir du calcul de la vulnérabilité physique.

S'il reste un long chemin à parcourir pour comprendre toutes les implications des vulnérabilités humaines et sociales dans la création et le développement du risque, des progrès ont été faits concernant le développement socioéconomique, comme lors de la troisième phase. Pour la quatrième phase, dans laquelle nous nous trouvons, la communauté des responsables de la prévention des catastrophes étudie toujours l'impact du changement climatique et de la dégradation de l'environnement. La nouveauté est que les personnes exposées aux risques sont dorénavant perçues comme des « sujets » plutôt que comme des « objets » de la réduction des risques de catastrophe. Ce point de vue devrait perdurer.

* Cette brève histoire de la réduction des risques de catastrophe a été rédigée à partir d'un entretien avec Andrew Maskrey, conseiller auprès de l'ONU/SIPC, responsable de la coordination du rapport d'évaluation mondial sur la prévention des catastrophes.

Annexe II: terminologie

Risque acceptable

Niveau de pertes potentielles jugées acceptables par une société ou une communauté compte tenu de ses conditions sociales, économiques, politiques, culturelles, techniques et environnementales.

Codes de construction

Série d'ordonnances ou de règlements et de normes destinées à contrôler les aspects régissant la conception, la construction, les matériaux, la transformation et l'usage de toute structure nécessaire pour assurer la sécurité et le bien-être humain, y compris la résistance à l'effondrement et aux dégâts.

Capacité

Combinaison de toutes les forces et de tous les moyens disponibles au sein d'une communauté, d'une société ou d'une organisation qui peuvent être utilisés pour réduire le niveau de risque ou les effets d'une catastrophe. La capacité peut comprendre les infrastructures, les moyens matériels, les institutions, les capacités de la société à faire face, ainsi que la connaissance humaine, les compétences et les attributs tels que les relations sociales, le leadership et la gestion. La capacité peut également avoir le sens d'aptitude.

Changement climatique

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) définit le changement climatique comme « un changement de climat attribué directement ou indirectement à une activité humaine altérant la composition de l'atmosphère mondiale et qui est, outre la variabilité naturelle du climat, observé sur des périodes comparables ». La CCNUCC établit donc une distinction entre les changements climatiques imputables à l'activité humaine, altérant la composition de l'atmosphère, et la variabilité du climat attribuable à des causes naturelles.

Adaptation au changement climatique

Ajustement dans les systèmes naturels ou humains en réponse à des changements climatiques actuels ou attendus, ou à leurs effets, qui atténue les dommages ou en valorise les bénéfices.

Gestion des risques climatiques

Approche de gestion systématique des risques liés au climat ayant un impact sur les activités, les stratégies ou les investissements, prenant en compte le risque de variabilité actuelle et les conditions météorologiques extrêmes ainsi que le changement climatique à long terme.

Variabilité climatique

Variations des moyennes et autres statistiques du climat (écarts-types, statistiques des extrêmes, etc.) à toutes les échelles temporelles et spatiales au-delà des événements météorologiques particuliers. La variabilité peut être due à des processus internes au système climatique (variabilité interne) ou à des variations des pressions naturelles ou humaines externes (variabilité externe).

Érosion côtière

Déplacement du littoral vers l'intérieur des terres provoqué par l'action des vagues et des courants. L'érosion côtière risque de s'aggraver en raison de l'élévation du niveau des océans et de l'intensification des tempêtes liés au changement climatique.

Catastrophe complexe

Une catastrophe n'a pas une seule cause (une tempête, par exemple) mais elle est le résultat d'une combinaison de facteurs pouvant impliquer un événement météorologique extrême, un conflit ou une migration, une dégradation de l'environnement et bien d'autres facteurs. Les situations d'urgence complexes devraient se multiplier en raison du changement climatique qui pourrait modifier les aléas et amplifier les vulnérabilités sous-jacentes.

État de préparation

Activités contribuant à une réaction programmée, rapide et efficace des individus et des collectivités en vue de réduire l'impact d'un aléa et de faire face aux conséquences d'une catastrophe.

Redressement et réhabilitation après une catastrophe

Décisions et mesures prises après une catastrophe en vue de rétablir et d'améliorer les conditions de vie de la communauté frappée : rétablissement des services de base, réparation des dégâts subis par les infrastructures, relance des activités économiques et apport d'un soutien social et psychologique aux survivants tout en contribuant à réduire les facteurs de risque.

Alerte rapide

Ensemble des capacités nécessaires pour produire et diffuser en temps opportun des bulletins d'alerte permettant à des individus, des communautés et des organisations menacées par un danger, de se préparer et d'agir de façon appropriée en temps utile pour réduire le risque de dommage ou de perte. Un système d'alerte rapide comprend quatre éléments clés : la connaissance des risques ; le suivi, l'analyse et la prévision des risques ; la communication et la diffusion d'alertes et de mises en garde aux autorités politiques et à la population ; et des capacités locales à répondre à l'avertissement reçu.

El Niño-Oscillation australe

Interaction complexe de l'océan Pacifique tropical et de l'atmosphère produisant des épisodes irréguliers de perturbation des conditions océaniques et atmosphériques dans plusieurs régions du monde, souvent avec des impacts importants tels qu'une transformation des habitats marins, un changement de la pluviométrie, des inondations, des sécheresses, et des changements des modèles de tempêtes.

Événement météorologique extrême

Conditions météorologiques exceptionnelles dans un lieu donné telles que des précipitations particulièrement abondantes, une forte chaleur ou une violente tempête de vent. Par définition, les caractéristiques de conditions météorologiques exceptionnelles varient géographiquement. On les définit parfois comme un événement survenu en moyenne moins d'une fois au cours des trente, cinquante ou cent dernières années.

Réchauffement planétaire

Augmentation de la température moyenne des océans et de l'atmosphère corrélée avec une forte augmentation dans l'atmosphère de la concentration des gaz à effet de serre. Les médias utilisent souvent ce terme pour se référer au « changement climatique » (concept incluant le réchauffement planétaire, mais également d'autres changements).

Gaz à effet de serre (GES)

Gaz tels que le dioxyde de carbone et le méthane absorbant et émettant une radiation infrarouge. Ces gaz émis dans l'atmosphère terrestre retiennent l'énergie solaire (comme une serre), ce qui réchauffe la surface de la Terre et contribue au changement climatique.

Aménagement du territoire

Processus entrepris par les autorités publiques afin d'identifier, d'évaluer et de décider des différentes options possibles pour l'utilisation des terres, y compris l'examen de l'aspect économique à long terme, des objectifs sociaux et environnementaux, des implications pour les différentes communautés et groupes d'intérêt, ainsi que de la formulation et la promulgation de plans qui décrivent les utilisations autorisées ou acceptables.

Mesure d'atténuation

Ce terme a une signification différente dans le contexte du changement climatique ou de la gestion des catastrophes, ce qui crée souvent une certaine confusion. Dans le contexte de la gestion des risques de catastrophe, l'atténuation est l'ensemble des mesures structurelles et non structurelles prises pour limiter l'impact négatif des aléas naturels, de la dégradation de l'environnement et des aléas technologiques.

Prévention

Ensemble d'activités permettant d'éviter complètement l'impact négatif des aléas, et de minimiser les catastrophes environnementales, technologiques et biologiques qui leur sont associées.

Modernisation

Renforcement ou amélioration des structures existantes afin de les rendre plus résistantes et résilientes à l'impact destructeur des aléas naturels.

Évaluation des risques

Méthodologie pour déterminer la nature et l'étendue des risques à travers une analyse des risques potentiels et l'évaluation des conditions existantes de la vulnérabilité qui, associées, pourrait affecter les populations, les établissements, les services et les moyens de subsistance.

Développement durable

Développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la possibilité pour les générations futures de répondre à leurs propres besoins. Il comporte deux concepts clés : le concept de « besoins », en particulier les besoins essentiels des personnes les plus pauvres de la planète, auxquels une priorité absolue doit être donnée, et l'idée des limitations imposées par l'état de la technologie et l'organisation sociale sur la capacité de l'environnement à satisfaire les besoins présents et futurs.

Ce glossaire a été élaboré à partir des définitions fournies par la Commission Brundtland, le quatrième rapport d'évaluation mondial du GIEC, la FICR, le PNUD, les cadres de politique d'adaptation du FEM, l'ONU/SIPC et la Banque mondiale.

Pour plus d'information sur la RRC, consulter :

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies
Recueil de la terminologie de la réduction des risques de catastrophe compilé à partir d'un large éventail de ressources.
http://unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf

Programme des Nations Unies pour le développement

Petit lexique figurant en annexe de la publication Réduction des risques de catastrophe : un défi pour le développement
www.undp.org/cpr/disred/documents/publications/rdr/francais/glossaire.pdf

Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

Glossaire de termes utilisés par le IIe groupe de travail : Conséquences, adaptation et vulnérabilité dans le troisième rapport d'évaluation 2001
www.ipcc.ch/pdf/glossary/tar-ipcc-terms-fr.pdf

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies

Terminologie : terminologie de base de la prévention des catastrophes : http://unisdr.org/files/7817_UNISDRTerminologyFrench.pdf

Annexe III : La corruption a un coût en termes de vies humaines

Annexe III : La corruption a un coût en termes de vies humaines

La corruption est la cause la moins reconnue de vulnérabilité aux aléas naturels, et ses conséquences sont rarement évoquées. Prospérant dans le secret et le silence, les preuves tangibles sont inexistantes en raison de sa nature et de son modus operandi. Mais ses conséquences, elles, peuvent être tragiques.

Le Secrétaire général de l'OCDE déclare : « La corruption a un impact qui va bien au-delà des actes répréhensibles que commettent tous ceux qui y participent. Ses répercussions ravagent des populations entières [...] en anéantissant les plans de développement et en minant la cohérence des décisions d'investissement. Des routes qui restent inachevées, des écoles qui s'effondrent et des systèmes de santé paralysés, tels sont quelques exemples illustrant la gravité de ce phénomène. »

Justifiée par la plupart des gens en tant que « pratique courante », les conséquences de la corruption sont la pénalisation, la privation, la pauvreté, la maladie, les pertes économiques et la mort. Pourtant, à des degrés divers, la corruption est présente dans tous les pays.

La construction est le secteur le plus exposé à la corruption dans le monde entier, selon l'indice Bribe Payer de Transparency International. C'est à la corruption de l'administration qu'est imputé le fait que, par exemple, dans un pays européen à risque sismique, 5 500 bâtiments scolaires sont non conformes aux règlements de la construction et plus de la moitié ne disposent pas de « certificats de sécurité ». Une région défavorisée du même pays demeure dans cet état malgré les millions de dollars US versés pour le développement des infrastructures dans la région sur une période de 50 ans. Dans une province d'un autre pays à fort risque sismique, le chef des autorités locales a personnellement « acquis » des biens pour un montant de près de 5 millions de dollars US, et dans une autre province, le « responsable anticorruption » en personne a touché des pots-de-vin pour un montant de plus de 4,25 millions de dollars US.

À cette échelle, la corruption ne peut plus être considérée comme une pratique normale ou un dérapage accidentel d'une administration normalement bienveillante, mais comme une malversation financière systématique et préméditée. Dans ces deux pays, pris comme exemple, il s'est avéré, lors de séismes, que les bâtiments scolaires avaient été mal construits et avaient donc souffert de dommages plus

importants et provoqué plus de décès et de blessures. Les pratiques de corruption dans la construction sont l'une des raisons pour lesquelles les dommages des bâtiments lors des séismes ne peuvent être uniquement prévenus par la législation relative à la construction. La proportion de ciment entrant dans la composition du béton peut être réduite, l'armature d'acier omise, et la qualité générale de la construction appauvrie si les inspections de chantier sont influencées ou évitées par la corruption. Les lacunes n'apparaissent que lorsque les bâtiments s'effondrent lors d'un séisme.

De par sa nature, la construction d'un bâtiment est un processus de dissimulation, le travail d'un corps de métier cachant l'autre, des fondations à la dernière couche de peinture. Seule une inspection indépendante régulière peut assurer son intégrité. Mais les principaux responsables peuvent ne pas être les ouvriers du chantier. Des pressions pour brûler des étapes, réduire les coûts ou gagner du temps peuvent être exercées par les constructeurs ou promoteurs en raison des pots-de-vin versés pour obtenir le chantier et garantir le contrat, une augmentation des frais généraux compensée en réduisant les coûts et la qualité du travail.

Il existe une forte corrélation entre l'incidence de la corruption dans un pays donné et la possession et le contrôle de journaux, radios et télévisions par les dirigeants politiques. Une meilleure compréhension par la population de la construction des logements, par exemple, et de son potentiel meurtrier de création de vulnérabilité, condition primordiale de la réduction des risques, peut être soutenue par des médias informés et indépendants, et la révélation de la corruption de certains fonctionnaires pourrait faire un exemple, si les journalistes n'en sont pas empêchés par les propriétaires des médias et les autorités.

Il existe un besoin de gouvernance locale transparente, sans laquelle les communautés ne peuvent être informées des décisions politiques qui les concernent. La mission de la SIPC pour des communautés résilientes pourrait être compromise par des décisions parallèles secrètes et corrompues de gestion des terres, des forêts et de l'eau, par exemple, et de développement de projets aggravant la vulnérabilité des communautés locales face aux aléas par des actions dont elles ignorent tout et qu'elles n'ont pas le pouvoir d'empêcher.

Le potentiel négatif et dommageable des pratiques de corruption doit être reconnu comme un élément de vulnérabilité dans le contexte de la réduction des risques, et les possibilités de corruption éliminées, dans le cadre de l'engagement des autorités publiques à mettre en œuvre des politiques et des actions de réduction des risques de catastrophe. La science de la réduction des catastrophes et ses applications pourraient même inclure une meilleure sensibilisation à la corruption et ses origines, ses causes, sources et pratiques, toutes ayant le potentiel de détruire les objectifs humanitaires.

« La corruption a un coût en termes de vies » a été rédigé à partir d'un entretien avec James Lewis, écrivain spécialiste de l'architecture et l'environnement, membre du Royal Institute of British Architects (RIBA) avec Datum International.

Bibliographie et références

Bhatti, Amjad et Madhavi Malalgoda Ariyabandu. Disaster Communication: A Resource Kit for Media. Colombo et Islamabad: ITDG-Asie du Sud et Centre de ressource des journalistes. Duryog Nivaran Publication, 2002.

Ferris, Elizabeth. Natural Disasters, Conflict, and Human Rights: Tracing the Connections. The Brookings Institution – université de Berne Projet sur les déplacements de personnes à l'intérieur de leur propre pays, 2010. Disponible sur www.brookings.edu/speeches/2010/0303_natural_disasters_ferris.aspx.

Comité allemand pour la prévention des catastrophes (2002). Journalist's Manual on Disaster Management. Bonn, Allemagne.

Gunawardene, Nalaka et Frederick Noronha. Communicating Disasters: An Asia Pacific Resource Book. Bangkok: Centre régional du PNUD et TVE Asie Pacifique, 2007

ONU/HABITAT (2006). Rapport 2006-2007 sur l'état des villes dans le monde. Londres, Royaume-Uni Earthscan.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (2009). Disaster Risk Reduction in the United Nations: Roles, Mandates and Areas of Work of Key United Nations Entities. Genève, Suisse.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (2009). Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe: les risques et la pauvreté en situation de changement climatique. Genève, Suisse.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (2011). Rapport d'évaluation mondial sur la réduction des risques de catastrophe. Genève, Suisse.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (2011). Cadre d'action de Hyogo 2005-2015: Examen à mi-parcours 2010-2011. Genève, Suisse.

Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (2004).

Vivre avec le risque : étude mondiale des initiatives de prévention des catastrophes. Genève, Suisse.

Banque mondiale, 2010. Aléas naturels, catastrophes non naturelles: l'économie d'une prévention efficace - Banque mondiale - ISBN: 978-0-8213-8050-5 ; SKU: 18050

« Dans mon pays, des millions de personnes pensent que les catastrophes sont envoyées par Dieu, ou résultent d'un processus naturel, et je partageais ces opinions. À la lecture de ce guide, j'ai compris que nous avons tort. En fait, nous sommes tous responsables de toutes les catégories de catastrophes. »

Shreeram Singh Basnet, journaliste, Népal

« Ce guide est une bonne référence pour les journalistes qui doivent écrire sur les questions liées à la prévention et à la préparation aux catastrophes. Il est clair et complet, et offre d'excellents exemples de comptes rendus de catastrophes. Tous les rédacteurs devraient l'avoir sur leur bureau. »

Yuli Ismartomo, Tempo Magazine, Indonésie

« En tant que journalistes, nous devons changer la façon dont nous rendons compte des catastrophes si nous voulons que les dirigeants d'Amérique du Sud les abordent autrement. Nous pouvons les influencer et contribuer à sauver davantage de personnes. »

María Antonia Ortiz Molina, El Heraldo, Honduras